# Mao Tsé-toung et la construction du socialisme

POLITIQUE

Textes inédits traduits et présentés par Hu Chi-hsi



SEUIL

# Mao Tsé-toung et la construction du socialisme

AUX MÊMES ÉDITIONS

Le petit livre rouge :
Citations du président Mao Tsé-toung

# Mao Tsé-toung et la construction du socialisme

## Modèle soviétique ou voie chinoise

TEXTES INÉDITS
TRADUITS ET PRÉSENTÉS PAR
HU CHI-HSI

Éditions du Seuil
27, rue Jacob, Paris VI[e]

Couverture : Dessin Hans Georg Rauch.
© Rowohlt Verlag, GmbH, 1974. Librairie Hachette, 1974,
pour l'édition française.

© Éditions du Seuil, 1975, pour l'édition française.

La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Nul ne doute que Mao Tsé-toung entrera dans l'Histoire en révolutionnaire prestigieux pour avoir transformé, après vingt-deux années de lutte armée ininterrompue, une jacquerie organisée en une révolution à l'échelle d'un continent. Son portrait destiné au panthéon imaginaire des révoltés est d'ores et déjà prêt. Les historiens de la Chine contemporaine, après avoir étudié minutieusement l'itinéraire de sa longue marche vers le pouvoir, ont pu en effet dessiner, avec une fidélité somme toute satisfaisante, son profil tourmenté.

Si le portrait de Mao théoricien et stratège de la conquête du pouvoir dans un pays pré-industriel surpeuplé ne nécessite guère de retouches, son image d'architecte du socialisme, elle, apparaît encore, après un quart de siècle d'expérience chinoise, avec des contours indécis. Ce flou étrange a sans doute des causes multiples. L'édification socialiste dans un pays agraire immense exigeant un processus de longue haleine, il se peut qu'on n'ait pas suffisamment de recul pour juger Mao sur une œuvre inachevée. Il est possible également que trop de zones encore mal éclairées de certaines périodes troublantes de l'histoire de la République populaire rendent malaisée une appréciation un tant soit peu définitive du rôle joué par le Grand Timonier. Mais que Mao bâtisseur soit plus difficile à cerner que Mao rebelle vient principalement de ce qu'il manquait à son per-

sonnage, en l'absence de documents probants, une dimension essentielle : une pensée économique cohérente.

Or, depuis peu, les spécialistes des affaires chinoises ont à leur disposition un certain nombre de textes inédits de Mao, couvrant la période post-1949, qui comblent heureusement cette lacune [1]. Au nombre de ces textes, trois documents traduits dans le présent livre sont particulièrement précieux. Ils montrent que, entre 1958 et 1960, Mao s'est efforcé d'élaborer, d'une façon systématique, une stratégie originale du développement et de réfléchir non seulement sur les problèmes posés par les rapports entre la base économique et la superstructure idéologique, mais aussi sur la finalité de toute activité et de tout progrès économiques. Ces documents sont d'autant plus intéressants que, par leur forme et leur contenu mêmes, ils constituent un bilan comparé des expériences soviétique et chinoise.

De même que ses écrits militaires, politiques et philosophiques, les écrits économiques de Mao n'ont rien d'académique. Supports théoriques du Grand Bond en avant, ils servent de guide à l'action pour mener la Chine vers le socialisme par une voie qui lui soit propre. A l'instar des autres œuvres maoïstes, ils ont leur origine dans la conjugaison de deux éléments étroitement imbriqués : les réalités chinoises et la conception du monde de Mao Tsé-toung.

### *La force des choses*

Ce n'est pas la moindre ironie de l'Histoire que la Chine ait adopté, après avoir accompli une révolution différente de la révolution d'Octobre dans ses aspects essentiels, un Premier Plan quinquennal (1953-1957)

1. Sur l'origine et l' « histoire » de ces documents, voir *infra*, p. 27-31, note sur les textes.

étroitement calqué sur le modèle stalinien. Il y a en effet quelque chose de paradoxal à voir Mao, qui avait si obstinément combattu dans les années 30 et 40 l'influence soviétique dans le Parti communiste chinois que traduisaient les lignes de Li Li-san et de Wang Ming, accepter des années durant l'emprise doctrinale soviétique dans le domaine de l'édification socialiste. Dans des déclarations *a posteriori,* Mao explique cette docilité idéologique par son ignorance initiale des problèmes économiques. Au cours de l'été 1959, par exemple, il avouait qu'avant le mois d'août 1958, ayant consacré jusqu'alors le gros de son énergie à la révolution, il ignorait tout de la construction économique et de la planification industrielle [1]. Cette explication est sans doute plausible, mais insuffisante. La stratégie soviétique de l'industrialisation, caractérisée par un taux d'accumulation élevé, un développement préférentiel de l'industrie par rapport aux autres secteurs de l'économie, une priorité absolue de l'industrie lourde dans la répartition des investissements et une prédilection pour les grandes entreprises industrielles utilisant des techniques intensives en capital, n'avait pas, comme certains semblent le penser maintenant, que des effets néfastes sur la construction du socialisme en Chine. En dépit d'une lente progression de la production agricole, le taux de croissance de l'industrie chinoise au cours de la période du Premier Plan quinquennal a été extrêmement rapide. Et tant que l'industrialisation se maintenait à un rythme soutenu, les dirigeants chinois n'avaient peut-être pas intérêt à s'écarter du modèle soviétique, d'autant plus que l'aide russe, centrée sur un certain nombre de grands projets, était loin d'être négligeable pour une Chine dépourvue de structures industrielles modernes. Après

1. « Discours prononcé à la Conférence de Lushan, 23 juillet 1959 », *Mao Tse-tung Ssu-hsiang Wan-sui* (Vive la pensée de Mao Tsé-toung), 1969, s.l., p. 302.

tout, depuis le Premier Plan quinquennal soviétique, l'industrialisation de l'URSS ne s'est-elle pas poursuivie à une bonne cadence malgré une agriculture en état de crise latente et permanente ?

Mais la Chine n'était pas et ne pouvait pas être l'Union soviétique. Le modèle stalinien de développement implique un transfert continu des ressources du secteur agricole vers l'industrie lourde avec un minimum de transfert en sens inverse. Sa viabilité dépend de l'existence pendant une assez longue période d'un surplus agricole substantiel, prêt à être converti en capital industriel. Cette condition existait en Union soviétique, mais pas en Chine. Par rapport à cette dernière, l'URSS avait bénéficié au départ de trois conditions favorables : un niveau de développement économique plus élevé, une charge démographique moins lourde et une superficie de terre arable *per capita* plus grande.

La Russie tsariste de 1917 n'était sous-développée que par rapport aux pays avancés d'Europe ; la Chine de 1949 était arriérée quel que soit le critère de mesure. Si l'on compare l'URSS de 1928, première année de son Premier Plan quinquennal, à la Chine de 1952, à la veille du lancement du Premier Plan quinquennal chinois, on constate que la production d'acier soviétique par tête d'habitant était douze fois plus élevée que celle de la Chine et que le revenu soviétique *per capita* représentait, selon les estimations, de quatre à huit fois celui de sa grande voisine.

Sur le plan démographique, l'Union soviétique a toujours connu une pression modérée. Le taux moyen annuel de croissance de sa population au cours de la période 1928-1960 a été de 0,6 % environ. Pendant les cinq années de son Premier Plan quinquennal, elle a vu sa population s'accroître de 11 millions d'habitants, passant de 150 millions en 1928 à 161 millions en 1932. En Chine, l'héritage démographique est autrement plus

lourd. Au 30 juin 1953, la population chinoise s'élevait à 582 millions d'habitants, soit presque quatre fois la population de l'URSS en 1928. Elle augmentait, à partir de cette base initiale énorme, à un taux moyen annuel estimé entre 2 et 2,3 %. En quatre ans et demi, du 30 juin 1953 à décembre 1957, elle s'est accrue ainsi de 64 millions de personnes, tandis que, pendant la même période, l'accroissement de la population soviétique n'était que de 14 millions environ. L'augmentation totale de la main-d'œuvre en Union soviétique pendant la période de son Premier Plan quinquennal a été de 5 millions de travailleurs tandis que les emplois créés dans les secteurs non agricoles atteignaient le double de ce chiffre. En Chine, au cours des cinq années du Premier Plan quinquennal, l'augmentation totale de la main-d'œuvre a été d'environ 40 millions dont un huitième seulement a pu être absorbé par les secteurs non agricoles.

Cette forte pression démographique est doublée d'un grave manque de terres arables. La superficie des terres cultivées par habitant, en Chine — environ un cinquième d'hectare — est parmi les plus faibles du monde. C'est ainsi qu'en 1957, dernière année du Premier Plan quinquennal chinois, la production des céréales par tête d'habitant n'était que de 290 kg, soit 40 kg seulement au-dessus du niveau considéré traditionnellement par les Chinois comme constituant un minimum honnête, tandis qu'en 1932, dernière année du Premier Plan quinquennal soviétique, et année de la plus mauvaise récolte de cette période, la production céréalière *per capita* en Union soviétique atteignait 460 kg.

Ces quelques chiffres secs, mais significatifs, résument les difficultés rencontrées pour constituer un surplus agricole substantiel en Chine. Jusqu'en 1955-1956, ces difficultés ont été en partie palliées par l' « accumulation primitive socialiste » (confiscation des terres, étatisation

des entreprises industrielles et commerciales, collectivisation de l'agriculture, etc.) qui, par une redistribution et une mobilisation des ressources existantes, a alimenté la croissance industrielle chinoise. Mais, dès 1956, Mao était conscient de l'existence d'un goulet d'étranglement agricole. Dans un important discours prononcé en avril, il déclarait en effet : « D'après nos propres expériences, l'importance de l'agriculture pour l'ensemble de l'économie nationale est très claire. Les faits qui se sont déroulés depuis la Libération ont prouvé que si nous avons une année de bonne récolte, la vie est meilleure pendant cette même année. Il s'agit là d'une loi générale [1]. »

A la fin de 1957, les effets de l'accumulation primitive socialiste s'épuisant rapidement, le Premier Plan quinquennal chinois donnait des signes évidents d'essoufflement. La production des céréales avait à peine augmenté par rapport à l'année précédente (de 182 à 185 millions de tonnes). Le taux de croissance de l'industrie en 1957 se situait à l'avant-dernière place depuis 1949 et la quantité commercialisable de céréales de l'année céréalière 1956-1957 restait pratiquement au niveau de celle de 1953-1954.

Par un paradoxe au moins apparent, l'application en Chine de la stratégie stalinienne de développement destinée à obtenir une croissance rapide finissait donc par faire resurgir les deux spectres qui avaient hanté le XIX[e] siècle : Malthus et John Stuart Mill. Toute proportion gardée, la Chine de 1957 n'était pas sans faire penser à un pays soumis aux effets conjugués du principe malthusien de la croissance de la population et des « lois de la production » de Mill. Celui-ci prévoyait en 1848, pour le monde, une stagnation imminente à cause notamment du rendement décroissant des res-

1. « Sur les dix grandes relations, 25 avril 1956 », *Mao Tse-tung Ssu-hsiang Wan-sui, op. cit.*, p. 43.

sources naturelles non reproductibles, principalement la terre.

Pour chasser ces deux fantômes qui, soit dit en passant, n'ont jamais hanté l'Union soviétique, Mao chercha probablement dès la fin de 1955 à éloigner la Chine du modèle stalinien. En décembre 1955, il proclama pour la première fois que les expériences chinoises étaient plus riches que celles de l'Union soviétique et il ajouta : « Les paysans chinois sont même meilleurs que les ouvriers anglais et américains. C'est pourquoi ils peuvent obtenir des résultats plus grands, meilleurs et plus rapides dans la construction du socialisme. Il ne faut pas toujours nous comparer à l'Union soviétique [1]. » La date de cette déclaration, qui n'a été rendue publique que par les Gardes rouges au cours de la Révolution culturelle, a son importance. Elle indique que l'idée de miser sur les paysans pour l'édification du socialisme en suivant une stratégie du développement différente de celle imposée par Staline germait déjà dans l'esprit de Mao avant et non après le XX[e] Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, qui a marqué le début de la déstalinisation. Cependant, au cours des années 1956-1957, tout en mettant l'accent sur la nécessité d'étudier l'expérience soviétique d'une manière critique en la plaçant dans le contexte de la réalité chinoise concrète, Mao s'abstenait de condamner le modèle soviétique [2]. C'est au début de 1958 que Mao commença à critiquer beaucoup plus durement Staline et décida que, désormais, la Chine devait choisir une stratégie de développement typiquement chinoise. A la Conférence de Chengtu en mars 1958, il déclara :

1. « Discours prononcé le 6 décembre 1955 contre la déviation de droite et le conservatisme », *ibid.*, p. 25.
2. Voir, par exemple, « De la juste solution des contradictions au sein du peuple », 27 février 1957 (texte publié dans *le Quotidien du peuple* du 19 juin 1957).

« Dans le passé, nous ne pouvions pas réaliser la planification, la construction et l'installation d'usines pour l'industrie lourde. Nous n'avions pas d'expérience. La Chine n'avait pas d'experts. Le ministre lui-même était ignorant en la matière. Aussi étions-nous obligés de copier l'étranger sans pouvoir distinguer le bon et le mauvais... Nous n'avions pas une compréhension de l'ensemble de la situation économique et nous saisissions encore moins les différences économiques entre l'Union soviétique et la Chine. C'est ainsi que nous ne pouvions que suivre (l'URSS) aveuglément. Maintenant, la situation a changé. Généralement parlant, nous sommes capables d'entreprendre la planification et la construction de grandes entreprises... Nous avons également une certaine connaissance des situations soviétique et chinoise [1]. »

Chaque réalité a sa dynamique propre qui se suffit à elle-même et la voie chinoise vers le socialisme était dans l'ordre des choses. Mais pour résoudre la contradiction population-production, Mao aurait pu, dira-t-on, choisir un remède moins brutal que le Grand Bond. Pourquoi a-t-il préféré l'outrance à la hardiesse, la précipitation à la promptitude, la témérité à l'audace ? Son ignorance initiale de la complexité des lois du développement économique en constitue sans doute une raison. Son esprit prométhéen, convaincu que la volonté de l'homme peut surmonter toutes les difficultés, en est une autre. Son romantisme révolutionnaire y a peut-être aussi contribué. Ne s'est-il pas écrié, à la Conférence de Chengtu : « Il existe deux voies pour la construction du socialisme : est-il préférable de procéder tristement et avec réticence ou héroïquement et dans la joie [2] ? » Mais pour comprendre la genèse de la pensée éco-

1. « Discours prononcé à la Conférence de Chengtu, 10 mars 1958 », *Mao Tse-tung Ssu-hsiang Wan-sui, op. cit.*, p. 162.
2. *Ibid.*, p. 166.

nomique de Mao, il est absolument nécessaire de tenir compte également de sa conception du monde.

*La vision d'un homme*

En 1917 ou 1918, en marge d'une page du *Système d'éthique* de Friedrich Paulsen, philosophe allemand du XIX[e] siècle, Mao traçait au pinceau cette annotation : « Je dis : le concept est la réalité, le fini est l'infini, le temporaire est l'intemporaire, l'imagination est la pensée, la forme est la substance, je suis l'univers, la vie est la mort, la mort est la vie, le présent est le passé et le futur, le passé et le futur sont le présent, le petit est le grand, le *yang* est le *yin*, le haut est le bas, l'impur est le pur, ce qui est épais est mince. Si l'on va jusqu'au fond des choses, ce qui est multiple est un, ce qui est changeant est éternel [1]. »

En marge d'une autre page du même livre, Mao renchérissait : « Je suis un homme supérieur, tout en étant le plus humble [2]. »

On serait tenté de croire que ces envolées lyriques n'étaient que l'exercice de style d'un jeune élève de l'Ecole normale de Changsha si, avec le recul, on ne s'était aperçu qu'elles constituaient déjà l'embryon d'une démarche intellectuelle. La pensée innée de Mao, telle qu'elle se manifeste à travers ces deux annotations, explique la facilité avec laquelle il adopta plus tard la dialectique matérialiste en tant que système cohérent de postulats philosophiques pour cerner les lois fondamentales de l'histoire, de la société, de la pensée humaine et de la nature. Elle explique également la coexistence

1. Cité dans Li Jui, *Mao Tse-tung t'ung-chih ti ch'u-ch'i ke-ming huo-tung* (Premières activités révolutionnaires du camarade Mao Tsé-toung), Pékin, 1957, p. 43.
2. *Ibid.*, p. 44.

dans son système de pensée d'éléments de la dialectique marxiste-engelsienne et de la dialectique chinoise spontanée d'inspiration taoïste.

Le principe dialectique de Mao tel qu'il est formulé dans son essai *De la contradiction* de 1937 est bien connu. Fondé sur la loi de l'universalité de la contradiction, ou la loi universelle de l'unité des contraires, ce principe postule que la contradiction est inhérente à toutes choses et à tout phénomène et que chacun des deux aspects opposés, qui constituent une contradiction, tend à se transformer en son contraire dans des conditions déterminées. Cette transformation, d'abord quantitative puis qualitative, est le résultat de l'interaction de deux aspects antithétiques inégaux en lutte permanente. En se libérant, cette tension interne des choses engendre le mouvement qui entraîne le monde dans la spirale ascendante d'une perpétuelle évolution dynamique. Certaines causes extérieures, toutefois, peuvent avoir une influence décisive sur ce mouvement. C'est ainsi que la révolution d'Octobre a influencé les changements internes en Chine. Mais les modifications qui en ont résulté se sont produites par l'intermédiaire des lois internes propres à la Chine.

Cette notion de transformation, dans des conditions déterminées, de chacun des deux aspects opposés d'une contradiction en son contraire, véritable clef de voûte de la pensée de Mao Tsé-toung, est présente dans tous ses grands textes. Dans son discours de février 1957 sur « la juste solution des contradictions au sein du peuple », par exemple, Mao cite cette phrase de Lao Tzu : « Sur le malheur s'appuie le bonheur et dans le bonheur se cache le malheur » pour exprimer qu'un mal peut se transformer en un bien et inversement. Dans son discours prononcé le 20 mars 1958 à Chengtu, Mao déclare que le printemps, l'été, l'automne et l'hiver se transforment mutuellement et que la vie et la mort,

la guerre et la paix, l'oppresseur et l'oppressé se convertissent l'un en l'autre. Il ajoute même avec une certaine audace :

« Les fils se transforment en pères, et les pères en fils ; les femmes se transforment en hommes, et les hommes en femmes. De telles transformations ne se réalisent pas directement. Mais après le mariage, des fils et des filles naissent. N'est-ce pas là une transformation ?... L'univers aussi se transforme ; il n'est pas éternel. Le capitalisme mène au socialisme, le socialisme mène au communisme. Le communisme aussi connaîtra des transformations ; il aura un commencement et une fin... Il n'existe rien dans le monde qui ne passe pas par le processus naissance-développement-disparition. Les singes se sont transformés en hommes et les hommes sont apparus. A la fin, l'humanité entière cessera d'exister. Elle pourra se transformer en quelque chose d'autre. A ce moment-là, la terre elle-même disparaîtra. Elle s'éteindra et le soleil se refroidira. La température du soleil est déjà beaucoup plus basse que jadis... Toute chose doit avoir un commencement et une fin. Seules deux choses sont infinies : le temps et l'espace [1]... »

Selon cette conception maoïste du monde, le mouvement des choses n'est pas un perpétuel flux et reflux qui se développe de façon circulaire, conformément à la dialectique chinoise primitive, mais une évolution dynamique comportant des sauts qualitatifs selon une spirale ascendante. Dans cet univers, la contradiction ou, plus précisément, la lutte entre les deux aspects antithétiques d'une contradiction, est la force motrice qui fait progresser l'histoire et la société. Les valeurs positives y sont le déséquilibre, le conflit, la lutte et la tension.

De cette vision du monde dérive la conception maoïste de l'homme. Celui-ci, comme toute chose, est une unité

1. *Mao Tse-tung Ssu-hsiang Wan-sui, op. cit.*, p. 169-170.

de contraires. En raison de ce double caractère, il est constamment soumis à une lutte intérieure entre ce qui est « correct » et ce qui ne l'est pas. Un homme idéal peut donc être créé grâce à un remodelage permanent. C'est ainsi qu'un intellectuel bourgeois doit pouvoir acquérir une nature prolétarienne pour peu qu'il aille travailler de temps à autre chez des paysans ou des ouvriers et qu'il assimile la pensée de Mao Tsé-toung. Cette conviction de la plasticité de la nature humaine est à l'origine des campagnes de rectification qui se succèdent en Chine et dont le rythme est fixé par Mao : une fois par an ou une fois tous les deux ans [1], autrement dit, en permanence. Certes, Marx aussi évoque la possibilité d'une métamorphose de l'homme. Mais il considère l'Homme nouveau, dont l'avènement est inéluctable, comme un produit naturel des nouveaux rapports de production d'une société nouvelle. Quant aux Soviétiques, en particulier sous Staline, ils semblent ignorer totalement la nécessité d'une transformation psychologique de l'homme par une éducation idéologique ; ce que Mao n'a d'ailleurs pas manqué de souligner, comme on pourra le voir dans les textes traduits dans le présent livre.

La vision de la société idéale de Mao n'est, en dernière analyse, que le corollaire de sa conception de l'homme. L'extrême malléabilité de l'homme constituant un des postulats fondamentaux du maoïsme, il n'est guère étonnant que la société maoïste future soit marquée par un collectivisme radical, voire par un mysticisme collectiviste. Cette société, fondée sur l'abnégation complète de tous ses membres, est très éloignée de celle qu'avait entrevue Marx. Lorsque Marx et Engels parlent de l'objectif ultime de l'homme, ils parlent en termes de libération totale et d'accomplissement de soi-même.

1. Cf. *infra*, p. 108.

« Dans la société communiste, prophétisaient-ils, dans laquelle chacun n'a pas une sphère d'activité exclusive, mais peut se perfectionner dans la branche qui lui plaît, la société réglemente la production générale, ce qui crée pour moi la possibilité de faire aujourd'hui telle chose, demain telle autre, de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de pratiquer l'élevage le soir, de faire de la critique après le repas, selon mon bon plaisir, sans jamais devenir chasseur, pêcheur ou critique[1]. » Rien n'est plus attirant en effet que cette vie utopique, mais il serait étonnant qu'elle corresponde à la vision maoïste de la société future. Pour s'en persuader, il suffit de comparer la citation de Marx et d'Engels ci-dessus à ce passage de Mao :

« L'expression " tous pour moi, moi pour tous " n'est pas appropriée car le moi est toujours là. D'aucuns disent que cette expression a été employée par Marx. Même si c'était vrai, nous ne sommes pas obligés de faire de la propagande pour elle. " Tous pour moi " signifie tout le monde travaille pour moi. " Moi pour tous " ? A combien de personnes pourrais-je rendre service[2] ? »

### *La revanche de l'économie politique*

De la vision du monde, de l'homme et de la société de Mao découle sa pensée militaire et politique. Dans la guerre, selon la pensée maoïste, l'offensive et la défensive, l'avance et la retraite, la puissance et la faiblesse, la victoire et la défaite sont autant de couples de phénomènes contradictoires qui, dans des conditions déterminées, se transforment l'un en l'autre. Toute la

1. Karl Marx et Friedrich Engels, *Idéologie allemande*, Editions sociales, Paris, 1972, p. 107-108.
2. Cf. *infra*, p. 34-35.

stratégie maoïste de la guerre des partisans est construite autour de ce principe. C'est également au nom de celui-ci que Mao s'est permis en 1958 de critiquer la pensée militaire de l'URSS. Selon Mao, tous les plans opérationnels élaborés par les Soviétiques étaient de nature offensive et fondés uniquement sur l'hypothèse d'une victoire ; aucun plan opérationnel de caractère défensif et fondé sur l'hypothèse d'une défaite n'était prévu. Cette façon de voir les choses, affirmait Mao, n'était pas conforme à la réalité [1].

Sur le plan politique, Mao soutient que la gauche et la droite, le prolétariat et la bourgeoisie, la révolution et la contre-révolution obéissent aussi à la loi universelle de l'unité des contraires. Il s'ensuit que « la droite peut devenir la gauche ou le milieu et la gauche devenir la droite ; exemple : Kautsky [2] ». Cette croyance en la conversion réciproque des aspects antithétiques explique la méfiance de Mao vis-à-vis du déterminisme historique marxiste. Pour lui, la notion de la fatalité historique du communisme est non seulement erronée mais dangereuse, car elle risque de saper la vigilance et l'ardeur révolutionnaires des masses ; d'où la nécessité de poursuivre la lutte des classes dans une société socialiste. Aux yeux de Mao, en effet, cinquante-sept ans après le triomphe de la révolution d'Octobre et un quart de siècle après la victoire de la révolution chinoise, l'Union soviétique et la Chine peuvent aussi facilement revenir au capitalisme que passer au communisme.

La pensée économique de Mao, elle aussi, est la résultante de sa vision du monde, de sa conception de l'évolution de l'ordre social et de sa lecture particu-

1. « Discours prononcé à la réunion des chefs de groupes de la Conférence élargie du Comité des affaires militaires, 26 juin 1958 (extraits) », *Chinese Law and Government*, vol. I, n° 4, 1968, p. 19.

2. « Discours prononcé à la Conférence de Hankow, 6 avril 1958 », *Mao Tse-tung Ssu-hsiang Wan-sui, op. cit.*, p. 181.

lière des réalités économiques chinoises. Elle est basée sur un certain nombre de postulats dont les plus fondamentaux sont l'unité de la politique et de l'économique, la complémentarité de l'équilibre et du déséquilibre et l'interchangeabilité de la main-d'œuvre et du capital.

Dans ses « Soixante articles sur la méthode de travail », véritable charte du Grand Bond en avant, Mao écrivait :

« Il n'y a pas le moindre doute en ce qui concerne l'unité de la politique et de l'économie et l'unité de la politique et de la technique... Ceux qui ne prêtent pas attention à l'idéologie et à la politique et qui s'occupent uniquement toute la journée de leur travail deviendront des économistes ou des techniciens qui auront perdu le sens de l'orientation. C'est très dangereux. Le travail idéologique et le travail politique sont la garantie de l'accomplissement du travail économique et technique. L'idéologie et la politique jouent le rôle de chef suprême [1]... »

En redonnant à la science économique son authentique dimension politique, Mao montre clairement que, pour lui, le socialisme n'est pas un instrument forgé dans le but d'une croissance maximale, mais un véritable mode de vie. Il réintroduit ainsi du même coup dans le système économique un certain nombre d'objectifs extra-économiques tels que l'égalité sociale, l'unification de la ville et de la campagne, l'élimination des différences entre les travailleurs manuels et les travailleurs intellectuels, la limitation du rôle des stimulants matériels, etc. Dans cette optique, l'adoption par la Chine en 1958 d'une voie originale vers le socialisme s'explique non seulement par des considérations économiques mais aussi par le fait que le modèle soviétique impliquait également

1. Cité dans Stuart Schram, « Mao Tse-tung and the Theory of the Permanent Revolution, 1958-1969 », *The China Quarterly*, n° 46, avril-juin 1971, p. 228.

un renforcement de la division du travail, une consolidation de la bureaucratie d'Etat et une concentration de plus en plus forte du pouvoir aux mains des « économistes ».

Le corollaire logique de cette pensée économique qui met volontairement l'accent sur la politique est l'importance accordée à l'idéologie, à la superstructure et, en dernière analyse, à l'homme. Dans le modèle maoïste, l'ultime régulateur n'est pas les forces de marché, ni même la planification, mais l'homme lui-même. C'est en agissant directement, par une mobilisation politique, idéologique et morale, sur le comportement de l'homme dans la production, dans la consommation et jusque dans ses habitudes quotidiennes, que Mao tente de résoudre le problème de la croissance. Dans l'histoire de la pensée économique, cette idée, au moins dans son expression la plus rigoureuse, n'a pas de précédent. La science économique classique, en refusant obstinément de s'attaquer aux structures sociales et industrielles, n'a jamais pu intégrer complètement l'homme dans ses analyses. Certes, quelques « contestataires » travaillant en dehors du courant orthodoxe anglo-saxon, Weber et Sombart en Allemagne, Myrdal en Suède, par exemple, se sont efforcés de replacer l'analyse des activités économiques dans le cadre plus ample du système social, mais aucun d'eux n'est allé aussi loin que Mao dans la tentative pour acculer la micro-économie jusque dans ses derniers retranchements. Quant à la théorie économique marxiste, elle admet que certains éléments de la superstructure idéologique puissent influencer l'évolution sociale. Engels, par exemple, dans *l'Origine de la famille, de la propriété et de l'Etat,* soulignait que le mépris du travail productif par les hommes libres, hérité de la société esclavagiste, constituait un frein au développement des forces productives du monde romain et que le seul remède à cette situation était une révo-

lution complète. Mais là où Engels se contente de théoriser, faute de pouvoir faire plus, Mao cherche à influencer réellement l'évolution sociale par une modification profonde de la superstructure idéologique. Le mouvement *Hsia-fang* en Chine (envoi de cadres et de jeunes en usine ou à la campagne pour y travailler) par exemple, inauguré en 1957 à l'instigation de Mao et destiné à éliminer le mépris du travail productif d'une couche importante de la population, constitue, par son ampleur et sa persistance, une expérience unique dans l'histoire économique. La croyance inébranlable de Mao en la possibilité de la transformation idéologique de l'homme l'amène logiquement à réfuter quelques-uns des postulats les plus fondamentaux du marxisme-léninisme. Il affirme, en effet, dans les textes traduits ci-après, qu'il n'est pas nécessaire d'avoir préalablement des forces productives pleinement développées pour pouvoir transformer les rapports de production surannés et que plus un pays est arriéré économiquement, plus son passage au socialisme est facile [1].

Comme l'unité du politique et de l'économique, l'unité de l'équilibre et du déséquilibre est au centre de la pensée économique de Mao. A la différence de la théorie économique classique qui a fait de l'équilibre son maître mot, Mao considère le déséquilibre comme l'aspect principal de l'unité de l'équilibre et du déséquilibre. L'équilibre, écrit-il, est provisoire, passager, conditionnel, donc relatif, tandis que le déséquilibre est constant, durable, inconditionnel, donc absolu [2]. C'est de cette loi universelle que Mao tire la conclusion que le développement économique n'est pas linéaire mais en spirale, avec des changements quantitatifs partiels et des changements qualitatifs. Cette conception du développement économique par vagues et par bonds est diamétralement opposée à celle d'Alfred

1. Cf. *infra*, p. 81 et 82.
2. Cf. *infra*, p. 123.

Marshall dont la devise était *Natura non facit saltus* (La nature ne fait pas de sauts). C'est cette conception particulière de l'évolution, selon laquelle le déséquilibre constitue une impulsion au progrès économique, qui est à l'origine des bouleversements du Grand Bond en avant et qui a donné au développement économique chinois une apparence cyclique.

La troisième unité des contraires qui occupe une place importante dans la pensée économique de Mao est celle de la main-d'œuvre et du capital. Que Mao accorde une attention particulière à cette contradiction est facile à comprendre. Du fait de l'existence d'un très grand déséquilibre entre ses deux aspects opposés, elle est chargée d'une énorme potentialité susceptible d'être convertie en richesse économique. Dans un certain sens, le Grand Bond en avant n'était pas autre chose qu'une tentative gigantesque pour transformer la main-d'œuvre chinoise surabondante en capital industriel. D'après les statistiques chinoises, le nombre des ouvriers et des employés travaillant dans les secteurs non agricoles de l'économie nationale a augmenté, pendant une année du Grand Bond, entre 1957 et 1958, d'environ 21 millions [1]. Certes, ce chiffre n'est pas dépourvu d'ambiguïtés, mais il peut néanmoins servir d'indicateur de tendance. Certaines initiatives prises au cours de la période du Grand Bond, notamment la fabrication de l'acier d' « arrière-cour » et la création, pratiquement *ex nihilo*, de petites usines au mépris des règles élémentaires de la rationalité économique, ne peuvent être comprises que dans le contexte d'une transformation instantanée de la main-d'œuvre en capital voulue par Mao.

1. *Dix Grandes Années*, Pékin, 1960, p. 178.

*La raison d'être du paradis*

Dans les documents officiels publiés par Pékin, le Grand Bond a toujours été présenté comme une victoire de la pensée de Mao. Il existe certainement une raison d'Etat pour insister sur l'infaillibilité du Grand Timonier, ne serait-ce que pour ne pas ternir son image charismatique afin d'éviter un affaiblissement de la position idéologique chinoise dans le conflit sino-soviétique. Mais lorsque l'on examine les textes inédits de Mao, rendus publics par les Gardes rouges au cours de la Révolution culturelle, on constate que Mao, le premier, a admis que la tentative d'industrialisation instantanée du Grand Bond avait été un échec. On est même surpris de la sévérité de son autocritique. Dès juillet 1959, à la Conférence de Lushan, Mao reconnaissait qu'il n'avait pas saisi toute la complexité de la situation économique. « Le charbon et le fer, déclarait-il, ne peuvent marcher tout seuls. Ils ont besoin de wagons pour les transporter. Cela je ne l'avais pas prévu [1]. » Il avouait que son erreur avait été de lancer 90 millions de personnes dans la bataille pour fabriquer 10 millions 700 000 tonnes d'acier et il ajoutait : « Le chaos ainsi créé a été d'une grande ampleur et j'en prends la responsabilité [2]. » On sait également que le 12 juin 1961, à la Conférence de Pékin convoquée par le Comité central, Mao a parlé de ses défauts et de ses erreurs et a demandé aux participants de cette conférence de faire connaître son autocritique dans les provinces et les districts [3]. Malheureusement pour les historiens, le texte de cette autocritique n'a pas été divulgué.

De l'expérience du Grand Bond, Mao a retenu au

1. *Mao Tse-tung Ssu-hsiang Wan-sui, op. cit.*, p. 302.
2. *Ibid.*, p. 305.
3. *Ibid.*, p. 406.

moins deux leçons. La première est que la nature fait peut-être des sauts mais qu'elle ne les fait pas sur commande. Rattraper l'Angleterre en quinze ans avait été le slogan choc de cette période d'effervescence. En janvier 1962, après que la Chine eut connu « trois années noires », Mao concédait que l'accélération de l'histoire connaissait des limites. Dans un discours prononcé devant sept mille cadres, il déclarait :

« Le socialisme est supérieur à maints égards au capitalisme et le développement économique de notre pays pourrait être beaucoup plus rapide que celui des pays capitalistes. Mais la Chine a une population nombreuse. Nos ressources sont insuffisantes et notre économie est sous-développée. C'est pourquoi à mon avis, il est impossible de développer nos forces productives suffisamment vite pour que nous rattrapions et dépassions les pays capitalistes les plus avancés dans moins de cent ans. Si cela peut être fait en quelques décennies, en cinquante ans seulement par exemple, comme certains l'ont prédit, alors ce serait merveilleux ; que le ciel et la terre en soient loués [1] ... »

La seconde leçon que Mao a retenue du Grand Bond est sans doute la nécessité de donner sa juste valeur à une des variables de la grande équation économique : la population. Au printemps de 1958, Mao affirmait que grâce à ses 600 millions d'habitants, la Chine n'aurait peut-être pas besoin d'autant de temps qu'on l'avait estimé jusque-là pour rattraper les grands pays capitalistes dans le domaine de la production industrielle et agricole. « Plus les gens sont nombreux, écrivait-il, plus les idées et les suggestions sont nombreuses, plus l'enthousiasme est élevé et l'énergie grande [2]. »

1. « Discours prononcé à une conférence de travail élargie du Comité central, 30 janvier 1962 », *ibid.*, p. 413.
2. « Présentation d'une coopérative », article écrit le 15 avril et publié le 1er juin 1958 dans le premier numéro du *Drapeau rouge*.

Cette affirmation nataliste de Mao provoqua une levée de boucliers en Chine contre Malthus qualifié de théoricien le plus réactionnaire de la bourgeoisie et du capitalisme. Les bouches, d'après ses détracteurs, ne consomment qu'une quantité d'aliments déterminée tandis que la capacité de production des bras est sans limite. Mais cet optimisme délirant ne dura que peu de temps. Dès 1960, Mao regardait déjà la contradiction bouche-bras dans une optique plus terre à terre. « En Chine, écrivait-il, plus de 500 millions d'hommes sont engagés dans la production agricole. Année après année ils travaillent, mais ils n'ont pas suffisamment pour se nourrir. C'est le phénomène le plus irrationnel qui soit [1]. » En 1964, Mao allait jusqu'à déclarer : « Dans l'avenir, il y aura plus de monde et insuffisamment de céréales. Les hommes seront donc obligés de trouver de la nourriture dans les minéraux [2]. »

Cette déclaration futuriste pourrait prêter à sourire si elle ne venait d'un homme auquel un quart de l'humanité a apparemment confié son destin. Mao est condamné à aller vite s'il veut nourrir convenablement son peuple tout en maintenant un taux d'accumulation élevé. L'expérience du Grand Bond a prouvé qu'il n'y avait pas de raccourci pour aller au communisme. Pour que la croissance économique de la Chine garde un rythme soutenu, Mao ne peut compter, à court terme, que sur tous les efforts conjugués d'un peuple uni. « Nous avons deux principes fondamentaux, écrivait Mao en 1960. Premièrement, ne pas faire travailler les hommes jusqu'à ce que mort s'ensuive. Deuxièmement, ne pas les faire travailler jusqu'à ce que leurs corps s'affaiblissent ; il faudrait au contraire qu'ils se renforcent peu à peu. Si ces deux principes sont suivis, le reste n'a guère d'importance [3]. » Cette exhortation au

1. Cf. *infra*, p. 187-188.
2. « Causerie sur des questions de philosophie, 18 août 1964 », *Mao Tse-tung Ssu-hsiang Wan-sui*, *op. cit.*, p. 559.
3. Cf. *infra*, p. 127.

travail fera sans doute frémir plus d'un travailleur occidental. Mais la croissance économique d'un pays sous-développé surpeuplé est à ce prix.

A long terme, Mao compte aussi sur une révolution technologique. Depuis le Grand Bond en avant, il n'a cessé d'exprimer sa confiance apparemment sans limites dans le pouvoir de création des masses. Il s'agit là d'une variable à laquelle l'école classique et l'école marxiste n'ont attribué qu'un faible coefficient. Contemporain de Watt, inventeur de la machine à vapeur, et de Cartwright, créateur du métier à tisser mécanique, Adam Smith mit pourtant l'accent sur les effets de la division du travail et non sur les innovations technologiques dans les possibilités d'augmentation de la productivité. Marx, écrivant au milieu du XIX^e siècle en pleine effervescence scientifique, négligea curieusement aussi l'hypothèse d'un progrès technique susceptible de modifier profondément les rapports de production dans une société capitaliste moderne. Cette sous-estimation du facteur technologique fut à l'origine de la prédiction de J.S. Mill sur l'imminence d'une stagnation économique et de la prophétie de Marx d'une paupérisation du prolétariat. L'une et l'autre, on le sait, ne se sont pas produites. En introduisant la variable technologie dans son équation économique, et en lui accordant un coefficient élevé, Mao a peut-être créé un nouveau courant dans la théorie de la croissance.

D'aucuns diront qu'en introduisant sa part de rêve dans son modèle économique, Mao ne fait que transformer la science économique en science-fiction. Mais comme l'écrivait un poète :

« Ah, que la portée de l'homme dépasse sa prise,
Sinon à quoi sert le paradis [1] ? »

1. « *Ah, but a man's reach should exceed his grasp, Or what's a Heaven for ?* » Robert Browning.

Les trois documents traduits dans ce livre sont extraits de deux recueils de textes de Mao couvrant la période 1949-1968. Ces deux volumes, qui portent tous deux le titre de *Mao Tse-tung Ssu-hsiang Wan-sui* (Vive la pensée de Mao Tsé-toung), ont été publiés en Chine, l'un en 1967 et l'autre en 1969, par les Gardes rouges à l'usage strictement interne. Ils devaient être réservés sans doute aux cadres du Parti d'un niveau relativement élevé. Leur existence est restée ignorée du monde extérieur jusqu'en 1973, date à laquelle l'Institut de recherche sur les relations internationales de Taiwan, qui avait pu se procurer des exemplaires originaux de ces recueils, décida de les reproduire à un tirage limité par un procédé photo-offset.

L'authenticité des textes contenus dans les deux volumes du *Wan-sui*, pour la plupart partiellement ou totalement inédits, est reconnue par les pékinologues anglo-saxons [1]. En France, les chercheurs du Groupe d'étude sur la politique intérieure chinoise du Centre de recherche et de documentation sur la Chine contemporaine (Ecole pratique des hautes études, VI[e] section), après avoir examiné minutieusement ces documents au cours de longues séances de travail, ont acquis la certitude que, par leur style typiquement maoïste, par leur contenu qui

1. Cf., notamment, Stuart Schram (éd.), *Mao Tse-tung Unrehearsed*, Harmondsworth, Middlesex; Penguin Books, 1974, p. 49-50.

fourmille d'anecdotes et surtout par leur logique interne qui reflète une pensée cohérente, ils sont tout simplement hors de portée d'un faussaire.

Comment les éditeurs de ces deux recueils ont-ils pu se procurer des textes de Mao qui n'étaient pas destinés, au moins pour le moment, à la publication ? Il semble probable qu'un certain nombre de ces textes aient été fournis par des personnes qui avaient eu l'occasion d'assister à des conférences de Mao et qui avaient pris des notes ou des sténographies. Il se peut aussi que certains documents, écrits ou enregistrés sur bandes magnétiques, soient tombés entre les mains des gardes rouges lorsque ceux-ci occupèrent par la force, aux plus beaux jours de la Révolution culturelle, divers locaux du Parti ou du gouvernement, y compris le ministère des Affaires étrangères. Les documents ainsi découverts furent probablement copiés ou transcrits à la hâte, ce qui explique sans doute certaines erreurs typographiques.

## I. « A propos des *Problèmes économiques du socialisme en URSS* de Staline »

Ce premier document se trouve à la fois dans le *Wan-sui* de 1967 et dans celui de 1969. Le texte est identique dans les deux volumes. Dans le *Wan-sui* de 1969, il est précédé d'une note ainsi rédigée : « Ce texte est le résumé d'un important discours prononcé par le président Mao à Chengchow à la mi-novembre 1958 ; il concerne les *Problèmes économiques du socialisme en URSS*. Il est rédigé à partir des notes d'un seul camarade. Ces notes sont incomplètes et peuvent contenir des erreurs ou des inexactitudes. Le texte en est publié pour servir de base d'étude et de référence. »

Dans le *Wan-sui* de 1967, ce document est daté de novembre 1959. Il s'agit sans doute d'une erreur typo-

graphique car nous savons par les autres textes de Mao que la première Conférence de Chengchow eut lieu en novembre 1958 et la seconde en mars 1959.

## II. « Annotations des *Problèmes économiques du socialisme en URSS* »

Ces annotations sont extraites du *Wan-sui* de 1967. Elles ne sont pas datées. Mais leur contenu montre clairement qu'elles ont été rédigées par Mao en 1959. Une note de l'éditeur précise qu'elles se réfèrent au texte de la troisième édition chinoise de l'ouvrage de Staline publiée en janvier 1958 par les Editions du Peuple à Pékin.

Pour rendre la lecture de ce document plus facile, nous avons jugé préférable de modifier légèrement sa présentation sans que son contenu en soit affecté. Nous avons également préféré ne pas traduire du chinois en français les passages du livre de Staline cités dans le texte du document et déjà traduits du russe en chinois, mais emprunter la traduction de ces passages aux *Derniers Ecrits (1950-1953)* de Staline publiés en 1953 à Paris par les Editions sociales. La référence des pages donnée à la fin de ces passages correspond donc à cette édition française.

## III. « Notes de lecture sur le *Manuel d'économie politique* de l'Union soviétique »

Le troisième document traduit dans le présent livre figure à la fois dans le *Wan-sui* de 1967 et dans celui de 1969. Les deux versions diffèrent légèrement. Dans notre traduction, nous avons pris la version du *Wan-sui* de 1969 comme base et consulté le texte du *Wan-sui*

de 1967 chaque fois qu'une phrase nous semblait ambiguë ou qu'une erreur typographique paraissait évidente.

Ces notes de lecture de Mao sont rédigées d'après la troisième édition du *Manuel* parue en 1959 en Union soviétique. On sait que le *Manuel*, qui est un ouvrage destiné à l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur de l'URSS et à la propagande auprès des masses, ne constitue pas un document immuable. Le texte de la troisième édition, qui tient compte des décisions du XX[e] Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique sur la déstalinisation et des résultats acquis durant les débats économiques de 1957 et 1958, diffère sensiblement de celui des deux premières éditions parues en 1954 et 1955 [1].

Dans le *Wan-sui* de 1967, ces notes de lecture sont datées de 1960. Mais dans le *Wan-sui* de 1969, elles sont datées de 1961-1962. A maintes reprises, le texte de ces notes indique clairement qu'elles ont été rédigées en 1960. Il n'est pas exclu, toutefois, que quelques passages aient été ajoutés par Mao après cette date.

Nous avons traduit *in extenso* ces trois documents tels qu'ils se présentent dans les deux volumes du *Wan-sui*. Les points de suspension qui figurent dans le corps du texte du présent livre sont ceux qui se trouvent dans le texte original chinois. Les mots placés entre parenthèses font également partie des textes originaux. Quant aux notes en bas des pages, elles sont dues au traducteur. Les notes de l'auteur, deux en tout, sont précédées d'un astérisque.

Les textes de Mao rendus publics officiellement par

1. Pour une étude approfondie des éditions successives du *Manuel*, voir l'ouvrage d'Henri Chambre, *L'Evolution du marxisme soviétique : théorie économique et droit*, Seuil, Paris, 1974.

Pékin ont presque toujours été révisés, parfois profondément, avant leur publication, soit pour satisfaire aux exigences politico-idéologiques du moment, soit pour en améliorer le style. Les trois documents traduits ici restent, eux, à l'état de première ébauche, sans aucune adjonction ni aucune suppression ultérieures. Cette spontanéité du premier jet implique un style moins travaillé et, parfois, des ambiguïtés. Il est naturel en conséquence que, par endroits, la traduction s'en ressente.

TEXTE I

# A propos des *Problèmes économiques du socialisme en URSS* de Staline (novembre 1958)

Les comités provinciaux et régionaux du Parti doivent étudier ce livre. Sa lecture, dans le passé, n'a pas laissé d'impression profonde. Il convient de l'étudier désormais en le confrontant avec les réalités chinoises. Dans les trois premiers chapitres, beaucoup de choses méritent de retenir notre attention. Bien des choses décrites dans ces chapitres sont justes. En certains endroits, cependant, il se peut que Staline lui-même n'ait pas réussi à faire le point. Dans le premier chapitre, par exemple, il ne consacre que quelques phrases aux lois objectives et à l'économie planifiée sans développer ces problèmes. Peut-être dans son esprit l'économie planifiée de l'Union soviétique reflétait-elle déjà les lois objectives. Quant aux problèmes de l'industrie lourde, de l'industrie légère et de l'agriculture, l'Union soviétique n'a guère prêté d'attention aux deux derniers. Il en résulte qu'elle a dû en subir les conséquences. En outre, les rapports entre l'intérêt immédiat et l'intérêt à long terme du peuple sont mal établis chez les Soviétiques ; ils marchent essentiellement sur une jambe. Entre le Plan soviétique et le Plan chinois, lequel en fin de compte est le plus conforme à un développement planifié et proportionné ? Enfin, Staline ne met en relief que la technologie et les cadres techniques. Il ne veut que la technique et les cadres. Il ignore la politique et les masses. Là aussi, il marche sur une jambe. Dans le domaine de l'industrie, il met

l'accent sur l'industrie lourde et néglige l'industrie légère. Là encore, il marche sur une jambe. En ce qui concerne les relations mutuelles entre les différents secteurs de l'industrie lourde, Staline n'indique pas non plus l'aspect essentiel de la contradiction. Il met l'accent sur l'industrie lourde, disant que l'acier en est la base et que les machines en sont le cœur. Quant à nous, nous estimons que dans le domaine de l'agriculture, la production des céréales constitue le principe directeur ; et que dans le domaine de l'industrie, c'est la production de l'acier qui est le principe directeur. En considérant l'acier comme le principe directeur, nous procurons la matière première à nos industries et l'industrie mécanique se développe en conséquence. Dans le premier chapitre de son livre, Staline pose le problème et parle des lois objectives. Mais il ne donne pas de réponse satisfaisante à ce problème.

Le deuxième chapitre traite du problème des marchandises et le troisième de la loi de la valeur. Je suis assez d'accord sur beaucoup des points de vue qui y sont exprimés. Staline divise la production en deux grandes catégories et affirme que les moyens de production ne sont pas des marchandises. Cela mérite d'être étudié. En Chine, dans le secteur de l'agriculture, bon nombre de moyens de production doivent encore être considérés comme des marchandises. A mon avis, la dernière des trois lettres de Staline, placées en annexes de son livre, exprime un point de vue presque totalement erroné [1]. On y

1. Il s'agit d'une lettre de Staline datée du 28 septembre 1952 et adressée à deux économistes soviétiques, A. V. Sanina et V. G. Venger. Ceux-ci avaient soumis à Staline une proposition préconisant la vente aux kolkhozes des principaux instruments de production groupés dans les stations de machines et de tracteurs. Dans sa réponse, Staline affirmait que cette mesure ferait subir aux kolkhozes des pertes énormes, les ruinerait, compromettrait la mécanisation de l'agriculture, ralentirait la cadence de la production kolkhozienne.

discerne une grande méfiance à l'égard des paysans, ainsi que la volonté de ne pas relâcher le contrôle sur les machines agricoles. D'un côté, Staline dit que les moyens de production appartiennent à l'Etat tandis que de l'autre, il affirme que ceux-ci sont trop chers pour les paysans. En réalité, il se trompe lui-même. L'Etat exerce un contrôle asphyxiant sur les paysans et Staline n'a pas trouvé la bonne méthode et la bonne voie qui mènent du capitalisme au socialisme et du socialisme au communisme. Pour lui, c'est une chose très embarrassante.

La forme de marchandise est léguée par le capitalisme. Provisoirement, nous devons encore la conserver. L'échange des marchandises et la loi de la valeur ne jouent pas un rôle régulateur dans notre production. En Chine, ce sont la planification, le Grand Bond en avant planifié et le principe de la primauté de la politique qui exercent une action régulatrice. Staline ne parle que des rapports de production. Il ne parle ni de la superstructure, ni des relations entre celle-ci et la base économique. Chez nous, les cadres participent au travail manuel et les ouvriers à la gestion des entreprises. Nous envoyons les cadres travailler à la campagne ou dans les usines afin de les former. Nous abolissons les vieilles règles et les vieux systèmes. Tout cela touche à la superstructure, c'est-à-dire à l'idéologie. Staline parle uniquement d'économie ; il n'aborde pas la politique. Bien qu'il mentionne le travail bénévole, en fait, chez lui, personne ne veut se sacrifier en travaillant une heure de plus. Il ne parle pas du rôle de l'homme, ni de celui des travailleurs. Il faut savoir que sans le mouvement communiste, il est difficile de passer au communisme. L'expression « tous pour moi, moi pour tous » n'est pas appropriée car le moi est toujours là. D'aucuns disent que cette expression a été employée par Marx. Même si c'était vrai, nous ne sommes pas obligés de lui faire de la propagande. « Tous pour moi » signifie tout le monde travaille pour

moi. « Moi pour tous » : à combien de personnes pourrais-je rendre service ?

Le pouvoir légal de la bourgeoisie se manifeste dans l'enseignement juridique bourgeois. Nous devons détruire une partie de l'idéologie de ce pouvoir. Nous devons nous débarrasser résolument de l'attitude arrogante, des trois mauvais styles, des cinq airs indésirables [1] et du mépris pour les simples travailleurs. Mais il ne faut pas supprimer d'un seul coup la circulation des marchandises, la forme de marchandise et la loi de la valeur, bien qu'elles appartiennent elles aussi à la bourgeoisie. La thèse qui préconise leur destruction immédiate est erronée. A un moment où nous faisons de la propagande pour éliminer totalement l'idéologie du pouvoir légal de la bourgeoisie, cette question doit retenir notre attention.

Dans une société socialiste, une minorité comprenant les propriétaires fonciers, les paysans riches, les éléments droitistes, etc., veut promouvoir et restaurer le capitalisme. Mais la très grande majorité des gens veut progresser vers le communisme. De même qu'on ne peut pas atteindre le ciel d'un seul bond, de même faut-il passer au communisme étape par étape. Dans les communes populaires, par exemple, la production des produits destinés à la consommation interne doit être augmentée et l'échange des marchandises développé concurremment. Nous avons recours à l'échange des marchandises et à la loi de la valeur comme instruments pour faciliter le développement de la production et le passage au communisme. La Chine est un pays où la production marchande est très en retard. L'année dernière, nous avons produit 370 milliards de *chin* de céréales [2], dont environ

1. Dans la terminologie maoïste, les trois mauvais styles sont les styles bureaucratique, subjectif et dogmatique. Les cinq airs indésirables sont les airs arrogant, orgueilleux, nanti, paresseux et apathique.

2. Soit 185 millions de tonnes (un *chin* équivalant à 500 grammes).

80 à 90 milliards de *chin* de céréales marchandes. Outre les céréales, la production des plantes industrielles telles que le coton et le lin n'est pas très développée non plus. Aussi avons-nous besoin de passer par une étape de développement. On trouve encore chez nous, actuellement, beaucoup de districts où l'on fournit des repas gratuits, d'où l'incapacité de payer des salaires. Dans la province du Hopei, il y a trois districts qui sont dans cette situation. L'un des trois est en mesure de payer des salaires, mais des salaires faibles, trois ou cinq *yuan*. C'est pourquoi nous devons encore développer la production, y compris celle des produits autres que les céréales qui peuvent être vendus contre de l'argent liquide. A la conférence de Sian sur l'agriculture, nous n'avons pas prêté suffisamment attention à ce sujet. En résumé, sur le plan de la production marchande, la Chine est un pays sous-développé qui s'est cependant déjà engagé profondément dans le socialisme. Nous devons certes détruire une partie du pouvoir légal de la bourgeoisie. Mais il faut encore conserver la production marchande et l'échange des marchandises. Chez nous, on pense généralement à l'heure actuelle que plus on passera rapidement au communisme, mieux cela vaudra. Certains préconisent même le passage au communisme dans trois ou quatre ans. Dans le district de Fan, province du Shantung, par exemple, ce délai a été fixé à quatre ans. Il vaut mieux aller plus lentement.

Actuellement, certains économistes n'aiment pas la science économique. Iarochenko, par exemple, est dans ce cas [1]. A l'heure actuelle, et même pendant une certaine période dans l'avenir, nous devons élargir les échanges de produits entre les communes populaires et augmenter

1. L. D. Iarochenko, économiste soviétique, fut critiqué vivement par Staline dans les *Problèmes économiques du socialisme en URSS* pour avoir adopté, dans le domaine économique, des points de vue non marxistes.

encore davantage la production marchande. Sinon, le paiement des salaires ne peut pas être assuré, ni le niveau de vie amélioré. Certains camarades commettent des erreurs chaque fois qu'ils ont à résoudre un problème concernant les marchandises et la production marchande. Il faut éliminer, quotidiennement, les lois et les pouvoirs de la bourgeoisie : le système des qualifications, la hiérarchie, l'attitude négative devant les avantages du système de la distribution gratuite... En 1953, nous avons substitué le système des rémunérations au système de la distribution gratuite. Cette mesure était essentiellement correcte, mais c'était un recul absolument nécessaire. Nous avons cependant commis une faute en cédant sur le problème de la hiérarchie. Il en résulta que, pendant une certaine période, on s'efforça de monter dans l'échelle de la hiérarchie. C'est seulement après une campagne de rectification que ce phénomène perdit de son importance. Le système de la hiérarchie reflète les relations entre pères et fils, entre chats et souris. Il faut le détruire jour après jour. Envoyer les cadres à la campagne travailler dans les fermes expérimentales est une des méthodes pour transformer le système de la hiérarchie. Sans la transformation de ce système, il n'y a pas de Grand Bond en avant.

Les éléments de la bourgeoisie peuvent être acceptés comme membres dans les communes populaires urbaines. Mais ils gardent alors leur statut de classe.

Socialisme ou communisme ? A quel moment peut-on dire que la construction du socialisme est achevée ? Nous avons formulé deux critères :

1. L'achèvement de la construction du socialisme se manifeste par l'application générale du système socialiste de la propriété du peuple entier.

2. Lorsque le système de la propriété du peuple entier aura remplacé le système de la propriété collective des communes populaires.

Certains camarades ne sont pas d'accord pour faire une distinction entre ces deux systèmes de propriété. Ils prétendent que dans les communes populaires, il n'existe que le système de la propriété du peuple entier. En réalité, il y a deux systèmes : l'un est le système de la propriété du peuple entier du type « Aciérie d'Anshan [1] », l'autre est le système de la propriété de la grande collectivité des communes populaires. Si l'on ignore cela, alors à quoi sert encore l'édification socialiste ? Staline a tracé une ligne de démarcation entre les deux systèmes et préconisé trois conditions pour passer au communisme. Ces trois conditions fondamentales ne sont pas mauvaises.

Les deux premières peuvent être résumées comme suit : 1) augmentation de la production sociale ; 2) passage du système de la propriété collective au système de la propriété du peuple entier, substitution d'un système d'échange des produits au système d'échange des marchandises, passage de l'étape de la valeur d'échange à l'étape de la valeur d'usage. En Chine, ces deux conditions signifient : *primo,* augmenter énergiquement la production et développer simultanément l'industrie et l'agriculture tout en suivant le principe de la croissance préférentielle de l'industrie lourde. *Secundo,* porter le système de la propriété des petites collectivités au niveau du système de la propriété du peuple entier. Ceux d'entre nous qui ne veulent pas tracer de ligne de démarcation et qui prétendent que nous sommes déjà entrés dans l'ère du système de la propriété du peuple entier ont tort.

La troisième condition fixée par Staline concerne la culture; il préconise un développement de l'éducation physique et de l'éducation de tout le peuple. Pour atteindre cet objectif, Staline propose quatre mesures : 1) la journée de travail de six heures; 2) l'institution d'une éducation polytechnique ; 3) l'amélioration des conditions de l'habitat ;

1. Anshan est le plus grand centre sidérurgique chinois situé dans la province du Liaoning dans le Nord-Est.

4) l'augmentation des salaires et la diminution des prix.

Les trois conditions de Staline sont excellentes. Mais il y manque une condition politico-idéologique.

Ces conditions, citées ci-dessus, visent essentiellement à augmenter la production. Une très grande abondance de produits facilite en effet le passage du système de la propriété collective au système de la propriété du peuple entier. Mais pour augmenter la production, il faut produire plus, plus rapidement, mieux et d'une manière plus économique. Et si l'on veut parvenir à ce résultat, il faut mettre la politique au poste de commandement et s'efforcer d'atteindre simultanément les quatre objectifs : quantité, rapidité, qualité, économie. Il faut aussi lancer des mouvements de rectification afin de détruire l'idéologie du pouvoir légal de la bourgeoisie. Ajouter une forme de structure telle que la commune populaire à un pays comme la Chine, c'est rendre encore plus facile la réalisation des quatre objectifs : quantité, rapidité, qualité, économie.

Quelle est la signification du système général de la propriété du peuple entier ? Ce système signifie : 1) que les moyens de production de la société appartiennent au peuple entier ; 2) que les produits de la société appartiennent au peuple entier.

Quelle est la nature de la commune populaire ? Celle-ci est l'unité de base de la structure sociale chinoise qui rassemble ouvriers, paysans, soldats, intellectuels et commerçants. Actuellement, elle constitue l'organisation administrative de base. Quant à la milice, elle est destinée à faire face à l'étranger, notamment à l'impérialisme. La commune populaire est la meilleure forme d'organisation pour la réalisation des deux passages : le passage du socialisme d'aujourd'hui au système général de la propriété du peuple entier, et le passage du système général de la propriété du peuple entier au communisme. Après ces passages, la commune populaire constituera la structure de base de la société communiste.

TEXTE II

# Annotations des *Problèmes économiques du socialisme en URSS* (1959) [1]

Du début à la fin de son livre, Staline ne parle nulle part de superstructure. Il ne prend pas l'homme en considération. Il voit les choses mais pas l'homme. Il faudrait qu'il dise si le système de la distribution gratuite est bénéfique ou non au développement économique. Est-il bon d'avoir ou de ne pas avoir de production marchande ? Tout le monde doit étudier cette question. Les points de vue exprimés par Staline dans sa dernière lettre [2] sont presque complètement erronés. Son erreur fondamentale vient de ce qu'il n'avait pas confiance dans la paysannerie.

On trouve des choses justes dans les trois premiers chapitres de ce livre. Mais il y a d'autres choses qui ne sont pas claires. L'économie planifiée, par exemple, n'y est pas traitée de façon approfondie. Le rythme du développement économique n'est pas suffisamment rapide en Union soviétique, bien qu'il soit plus rapide que celui constaté dans les pays capitalistes. Les relations entre l'industrie et l'agriculture et celles entre l'industrie lourde et l'industrie légère ne sont pas traitées, dans ce livre, de manière claire.

1. Voir *supra*, p. 29, note sur les textes.
2. Il s'agit d'une lettre adressée par Staline à A. V. Sanina et à V. G. Venger et placée en annexe des *Problèmes économiques du socialisme en URSS*. Voir *supra*, p. 33.

Les Soviétiques n'ont pas développé suffisamment les rapports entre les intérêts à long terme et les intérêts immédiats. Apparemment, ils ont dû en subir les conséquences. Ils marchent sur une jambe tandis que nous, nous marchons sur les deux jambes. Pour eux, la technique décide de tout, les cadres décident de tout. Ils mettent l'accent sur le côté « expert » et non sur le côté « rouge », sur les cadres et non sur les masses. Ils marchent, là aussi, sur une jambe. Dans le domaine de l'industrie lourde, ils n'ont pas trouvé les principales contradictions à résoudre. Ils soutiennent, par exemple, que l'acier est la base, les machines le cœur et le charbon l'aliment... Pour nous, la production de l'acier est le principe directeur. C'est la principale contradiction à résoudre dans le domaine de l'industrie. Dans l'agriculture, nous considérons la production des céréales comme le principe directeur, la production des autres produits agricoles se développant dans des proportions variées déterminées par la production des céréales.

Le premier chapitre de ce livre traite de la connaissance des lois. Mais il n'y est pas indiqué comment se rendre maître de ces lois. Dans ce chapitre, il est question de la production marchande et de la loi de la valeur. Sur bon nombre de points de vue, nous sommes d'accord. Mais il y a aussi des problèmes. Il n'est pas certain que la production marchande puisse être limitée à la seule production des moyens d'existence. Quant à la troisième lettre placée en annexe du livre, sa position fondamentale est une méfiance envers les paysans. Le problème essentiel de cette lettre est que Staline n'a pas trouvé la voie permettant le passage du système de la propriété collective au système de la propriété du peuple entier. Quant à nous, nous avons conservé la production marchande et l'échange des marchandises. En ce qui concerne la loi de la valeur, nous préconisons la planification et la primauté de la politique. Les Soviétiques

ne s'intéressent qu'aux rapports de production. Ils ignorent la superstructure, la politique et le rôle du peuple. S'il n'y a pas de mouvement communiste, il est impossible de passer au communisme.

> « ... Ils confondent visiblement les lois de la science reflétant les processus objectifs dans la nature ou dans la société, qui s'opèrent indépendamment de la volonté humaine, avec les lois édictées par les gouvernements, créées par la volonté des hommes et n'ayant qu'une force juridique. Mais il n'est point permis de les confondre » (p. 94).

Le point de vue fondamental de ce passage est correct. Mais il a deux défauts :

1. Il ne met pas suffisamment en lumière l'activisme subjectif du Parti et des masses ;

2. Il n'est pas suffisamment complet. Il n'indique pas que si les lois édictées par les gouvernements sont justes, c'est non seulement parce qu'elles sont conformes à la volonté de la classe ouvrière, mais aussi parce qu'elles reflètent fidèlement les besoins des lois économiques objectives.

> « ... Si l'on fait abstraction des processus astronomiques, géologiques et quelques autres analogues, où les hommes, même s'ils connaissent les lois de leur développement, sont véritablement impuissants à agir sur eux... » (p. 94).

Ce raisonnement est faux. La capacité des hommes à connaître et à transformer la nature est sans limite. Staline n'aborde pas le problème sous l'angle du développement futur. Ce que l'on n'est pas capable de faire maintenant peut être réalisé dans l'avenir.

« Il faut en dire autant des lois du développement économique, des lois de l'économie politique, qu'il s'agisse de la période du capitalisme ou de la période du socialisme. Là aussi, comme dans les sciences de la nature, les lois du développement économique sont des lois objectives reflétant les processus du développement économique qui s'opèrent indépendamment de la volonté des hommes » (p. 95).

Comment organiser une économie planifiée ? L'accent n'est pas suffisamment mis sur l'industrie légère et sur l'agriculture.

« C'est pourquoi Engels y dit que : " les lois de leur propre pratique sociale, qui, jusqu'ici, se dressaient devant eux comme des lois naturelles, étrangères et dominatrices, sont dès lors appliquées par les hommes en pleine connaissance de cause et par là dominées " » (p. 96).

La liberté est la loi objective de la nécessité comprise. Elle est indépendante et s'oppose à l'homme. Une fois comprise, elle peut être dominée.

« Le rôle particulier du pouvoir des Soviets s'explique par deux faits ; en premier lieu, le pouvoir des Soviets ne devait pas remplacer une forme d'exploitation par une autre, comme ce fut le cas dans les anciennes révolutions, mais liquider toute exploitation ; en second lieu, vu l'absence dans le pays d'embryons tout prêts de l'économie socialiste, il devait créer, pour ainsi dire, sur un " terrain nu ", des formes nouvelles, socialistes, de l'économie » (p. 97).

Nous devons étudier le caractère inévitable des lois économiques du socialisme. A la Conférence de Chengtu [1], j'ai déjà dit : « L'ensemble des mesures que nous avons adoptées (produire plus, plus vite, mieux et de manière plus économique, développer simultanément l'industrie lourde, l'industrie légère et l'agriculture, pratiquer une ligne de masse) essuiera-t-il un échec ou réussira-t-il ? Il faudra attendre quelques années, voire dix ans, pour le savoir. » Dans le passé, la loi de la révolution aussi a été mise en doute par certains. Sa justesse a maintenant été prouvée, car l'ennemi a été renversé. Mais les gens ont encore des doutes sur la réussite de la construction du socialisme. Ce que nous faisons en Chine conviendra-t-il aux lois économiques qui règnent dans le pays ? Ce problème mérite d'être étudié. A mon avis, il suffit que le modèle chinois soit conforme pour l'essentiel aux lois économiques chinoises.

> « Tâche assurément difficile et complexe, et qui n'a pas de précédent » (p. 97).

Dans le domaine de la création d'une forme économique socialiste, nous bénéficions du précédent soviétique. C'est pourquoi nous devons faire mieux que l'URSS. Notre échec prouverait que les marxistes chinois sont des incapables. Notre tâche est difficile et complexe, comme celle de l'Union soviétique.

> « On dit que la nécessité d'un développement harmonieux (proportionné) de notre économie nationale permet au pouvoir des Soviets d'abolir

1. La Conférence de Chengtu eut lieu en mars 1958. Mao y prononça trois importants discours (les 10, 20 et 22 mars) traitant notamment de la question de Staline et de la voie chinoise vers le socialisme.

> les lois économiques existantes et d'en créer de nouvelles. Cela est absolument faux. Il ne faut pas confondre nos plans annuels et nos plans quinquennaux avec la loi économique objective du développement harmonieux, proportionné de l'économie nationale » (p. 98).

Ce passage est le centre du problème.

> « C'est dire que la loi du développement harmonieux de l'économie nationale offre à nos organismes de planification la possibilité de planifier correctement la production sociale. Mais on ne doit pas confondre possibilité et réalité. Ce sont deux choses différentes. Pour transformer cette possibilité en réalité, il faut apprendre à l'appliquer en pleine connaissance de cause ; il faut dresser des plans qui reflètent pleinement les exigences de cette loi. On ne saurait dire que nos plans annuels et nos plans quinquennaux reflètent pleinement les exigences de cette loi économique » (p. 99).

Ne pas confondre la loi objective de l'économie planifiée et proportionnée et les plans économiques, voilà le fond du problème de ce chapitre. Dans le passé, nous aussi avons élaboré des plans qui provoquaient souvent des tempêtes. Tantôt nous en faisions trop, tantôt nous n'en faisions pas assez. Nous avancions à l'aveuglette sans savoir ce qu'il fallait faire. Après avoir connu bien des vicissitudes et des retours en arrière, après nous être creusé la tête et avoir cherché des solutions, nous avons enfin trouvé le Programme agricole en quarante points[1] qui est actuellement en appli-

1. Elaboré par Mao en janvier 1956, ce Programme est également connu sous le nom de Programme de douze ans pour le développement de l'agriculture. Il préconisait une politique de collectivisation au demeurant relativement modérée et mettait l'accent sur la mobilisation sociale plutôt que sur la stimulation matérielle.

cation. A l'heure actuelle, nous sommes en train d'élaborer un nouveau Programme en quarante points. La lutte sera acharnée pendant trois ans[1], mais le développement devra se poursuivre. Nous allons avoir des discussions approfondies et nous repartirons en avant. La réussite dépendra de la pratique objective. Pendant huit ans, nous avons cherché à développer l'industrie, mais nous ne savions pas qu'il fallait considérer l'acier comme le principe directeur. Or, l'acier constitue l'aspect principal de la contradiction dans le domaine industriel. Il s'agit là aussi du monisme. Dans le développement des grandes, des moyennes et des petites entreprises, c'est le développement des grandes entreprises qui doit être considéré comme le principe directeur. Entre le pouvoir central et les régions, c'est le pouvoir central qu'il faut prendre comme principe directeur. Toute contradiction possède deux aspects, dont l'un est le principal. Les résultats que nous avons obtenus depuis huit ans sont évidemment essentiels. Mais ils ont été obtenus par tâtonnements. Nous ne pouvons pas prétendre que nous avons planifié tout à fait correctement notre production et que nous avons parfaitement reflété les lois objectives. La planification doit être l'affaire de tout le Parti, à tous les échelons de l'organisation, de tout le monde, et pas seulement de la Commission du Plan ou de la Commission économique. Théoriquement, ce que Staline a dit dans ce passage est correct. Mais il n'a pas étudié le problème avec minutie et n'a pas développé ses idées d'une manière claire. En Union soviétique, il n'y a pas de développement simultané des grandes, des moyennes et des petites entreprises, pas plus que de développement simultané des régions et du pouvoir central, ou de l'in-

1. Au début du Grand Bond en avant, les dirigeants chinois croyaient pouvoir obtenir, grâce à une mobilisation idéologique permanente, un taux annuel extraordinaire de 25 % de l'accroissement de la production industrielle pendant trois ans.

dustrie et de l'agriculture. Dans tous ces domaines, les Soviétiques ne marchent pas sur deux jambes. Leurs règlements et leurs systèmes sont contraignants pour l'homme. Nous non plus n'avons pas étudié suffisamment les lois objectives pour nous en rendre maîtres, et nos plans ne reflètent donc pas parfaitement non plus ces lois.

> « Analysons la formule d'Engels. On ne peut la considérer comme parfaitement claire et précise, puisqu'elle n'indique pas s'il s'agit de la prise de possession, par la société, de tous les moyens de production ou d'une partie seulement, c'est-à-dire si *tous* les moyens de production ont été remis en possession du peuple ou seulement une partie. Donc, cette formule d'Engels peut être comprise de deux manières » (p. 101).

L'analyse contenue dans ce passage est juste. Le problème est de diviser les moyens de production en deux catégories. L'affirmation selon laquelle les moyens de production ne sont pas des marchandises mérite d'être étudiée.

> Commentaire du président Mao sur l'ensemble du deuxième chapitre intitulé « De la production marchande en régime socialiste » :

Le deuxième chapitre du livre ne fait pas un exposé complet sur les conditions de l'existence des marchandises. L'existence de deux systèmes de propriété constitue la principale prémisse de la production marchande. Mais en fin de compte, cette dernière a aussi des liens avec les forces productives. C'est pourquoi même lorsque, dans certaines régions, le système socialiste de la

propriété du peuple entier aura été réalisé intégralement, les échanges se feront encore à travers des marchandises.

> « Par conséquent, Engels a en vue les pays où le capitalisme et la concentration de la production sont suffisamment développés non seulement dans l'industrie, mais aussi dans l'agriculture, pour rendre possible l'expropriation de *tous* les moyens de production du pays, et en faire la propriété du peuple. Engels estime donc que dans *ces* pays, il conviendrait, parallèlement à la socialisation de *tous* les moyens de production, d'éliminer la production marchande. Cela est, bien entendu, très juste » (p. 101-102).

L'analyse de Staline de la formule d'Engels est juste. Chez nous, actuellement, certaines personnes sont tentées d'éliminer complètement la production marchande. Elles se tourmentent parce que, pour elles, la production marchande c'est le capitalisme. Mais, pour assurer notre alliance avec des centaines de millions de paysans, un grand développement de la production marchande et un accroissement de la masse monétaire sont encore nécessaires. Il s'agit là d'un problème idéologique qui intéresse des centaines de milliers de cadres et d'un problème concernant notre union avec 500 millions de paysans. Actuellement, nous n'avons à notre disposition qu'une partie des moyens de production. Mais il y a déjà des gens qui veulent proclamer sans tarder la mise en application du système de la propriété du peuple entier afin d'exproprier les petits producteurs sans même préciser si la propriété appartiendra à la commune populaire ou au district. L'élimination des marchandises et de la production marchande et la mise en application du système de la propriété du peuple entier ne mèneront

dans de telles conditions qu'à l'expropriation des paysans.

A la fin de 1955, la quantité totale de céréales que l'Etat s'est procurée par taxation et par achat n'a pas atteint 90 milliards de *chin*. A cette époque, la situation était très tendue. Tout le monde parlait de ravitaillement et dans toutes les familles les conversations tournaient autour de l'achat des céréales par l'Etat. Or, il s'agissait encore d'achat et non de prélèvement. C'est seulement lorsque l'Etat décida de ne se procurer que 83 milliards de *chin* que la situation se calma. Mais on ne sait pas pourquoi maintenant certaines personnes ont, soudain, oublié cette expérience.

> « Je fais abstraction ici de l'importance qu'a pour l'Angleterre le commerce extérieur avec sa part énorme dans l'économie nationale britannique. Je pense que c'est seulement après avoir étudié la question qu'on pourrait définitivement décider du sort de la production marchande en Grande-Bretagne au lendemain de la prise du pouvoir par le prolétariat et de la nationalisation de *tous* les moyens de production » (p. 102).

Ici, le sort c'est le choix entre l'élimination ou la non-élimination de la production marchande.

> « Mais la question se pose : que doivent faire le prolétariat et son parti si dans tel ou tel pays, et en particulier dans le nôtre, les conditions sont favorables à la prise du pouvoir par le prolétariat et au renversement du capitalisme ; (...) (p. 102). ... rejetterait pour longtemps la paysannerie dans le camp des ennemis du prolétariat » (p. 103).

En résumé, la loi de la production marchande n'a pas été comprise. Le marxisme-léninisme est présent partout dans les livres écrits par les économistes chinois. Mais dans la pratique économique, on adopte un marxisme-léninisme au rabais. Il s'ensuit une grande confusion dans les idées. Si nous commettons des erreurs, nous risquons de rejeter la paysannerie dans le camp des ennemis.

> « La réponse de Lénine se ramène brièvement à ceci :
> *a*) Ne pas laisser échapper les conditions favorables à la prise du pouvoir ; le prolétariat doit prendre le pouvoir sans attendre le moment où le capitalisme sera parvenu à ruiner les millions de petits et moyens producteurs individuels » ;

L'analyse contenue dans ce passage est correcte. La Chine a fait des progrès dans ces domaines. Les cinq points élaborés par Lénine sont justes.

> « *b*) Exproprier les moyens de production dans l'industrie et les remettre au peuple entier »;

En Chine, la politique adoptée consiste à indemniser la bourgeoisie nationale.

> « *c*) En ce qui concerne les petits et moyens producteurs individuels, les grouper progressivement en des coopératives de production, c'est-à-dire en de grosses entreprises agricoles, les kolkhozes » ;

Les communes populaires chinoises se développent sur une échelle encore plus grande.

> « *d*) Développer par tous les moyens l'industrie et donner aux kolkhozes une base technique moderne, celle de la grande production ; donc, ne pas les exproprier mais, au contraire, les fournir abondamment de tracteurs et autres machines de premier ordre » ;

Nous sommes en train de le faire.

> « *e*) Pour assurer l'alliance économique de la ville et des campagnes, de l'industrie et de l'agriculture, maintenir pour un temps la production marchande (échange par achat et vente) comme la forme la *seule acceptable* — pour les paysans — des relations économiques avec la ville, et développer à fond le commerce soviétique, le commerce d'Etat et le commerce coopératif et kolkhozien, en éliminant du circuit commercial les capitalistes de toute sorte.
>
> L'histoire de notre édification socialiste montre que cette voie de développement, tracée par Lénine, s'est avérée entièrement juste. »

Certains ne veulent pas de la production marchande. Ils ont tort. En ce qui concerne ce problème, nous devons encore nous en référer à Staline qui, lui, s'en réfère à Lénine. Ce dernier a dit qu'il fallait concentrer tous les efforts sur le développement du commerce. Quant à nous, nous disons qu'il faut développer de toutes nos forces l'industrie, l'agriculture et le commerce. Le fond du problème est la paysannerie. Certains vont jusqu'à considérer les paysans comme supérieurs aux ouvriers. Les cinq points mentionnés ici par Lénine sont soit déjà réalisés soit sur le point de l'être en Chine. Sur certains points, nous sommes même allés plus loin. Par exemple : les communes populaires et le développement simultané de l'industrie et de l'agriculture.

> « Il ne fait pas de doute que pour tous les pays capitalistes qui possèdent une classe plus

> ou moins nombreuse de petits et moyens producteurs, cette voie de développement est la seule possible et rationnelle pour la victoire du socialisme » (p. 104).

Lénine a également dit la même chose.

> « On ne peut pas considérer la production marchande comme une chose se suffisant à elle-même, indépendante de l'ambiance économique. La production marchande est plus vieille que la production capitaliste. Elle existait sous le régime féodal et le servait, sans toutefois aboutir au capitalisme, bien qu'elle ait préparé certaines conditions de l'avènement de la production capitaliste » (p. 105).

Cette affirmation est un peu forcée. La production marchande ne mène pas au capitalisme.

> « La question se pose : pourquoi la production marchande ne peut-elle pas de même, pour un temps, servir notre société socialiste sans aboutir au capitalisme » (p. 105-106).

Parfaitement juste. Ces situations et ces conditions n'existent plus en Chine. Si, chez nous, certaines personnes ont peur des marchandises, c'est uniquement parce qu'elles ont peur du capitalisme. Elles ne comprennent pas que si l'on élimine les capitalistes, on peut énormément développer la production marchande. La Chine est un pays sous-développé en ce qui concerne la production marchande. Dans ce domaine, elle se trouve derrière le Brésil et l'Inde. La production marchande n'est pas un phénomène isolé. Tout dépend à quoi elle est associée : au capitalisme ou au socialisme. Si elle est liée au capitalisme, c'est alors une production marchande capitaliste. Si elle est liée au socialisme, c'est alors une production marchande socialiste. La produc-

tion marchande existe depuis l'Antiquité. Dans l'histoire de la Chine, il existe une dynastie appelée la dynastie des Shang. On l'a ainsi appelée parce que c'est à cette époque qu'est apparu le commerce[1]. Dans les livres, l'empereur Chou de la dynastie des Yin est décrit comme un grand lettré et un excellent soldat tandis que le premier empereur de la dynastie des Ch'in[2] et T'sao T'sao[3] sont dépeints comme de vilains personnages, ce qui est faux. Si l'on fait entièrement confiance aux livres, il vaut mieux n'en avoir aucun. Dans une société capitaliste, le socialisme en tant que système social n'existe pas, mais la classe ouvrière et l'idéologie socialiste existent déjà. La production marchande, qui est déterminée par les conditions économiques environnantes, peut-elle être considérée comme un instrument utile pour faire progresser la production socialiste ? A mon avis, la production marchande sert docilement le socialisme. Les cadres peuvent discuter de ce problème.

> « si l'on tient compte que la production marchande n'a pas chez nous l'extension illimitée et universelle qu'elle a dans les conditions capitalistes... » (p. 106).

Le deuxième plénum a préconisé une politique consistant à utiliser, à limiter et à transformer la production marchande.

1. En chinois, le mot Shang signifie commerce. La dynastie des Shang remonte à la période allant du XVI[e] au XI[e] siècle avant J.-C.

2. Le premier empereur des Ch'in, qui ordonna la construction de la Grande Muraille et la destruction des livres de l'école confucienne, fut le premier unificateur de la Chine.

3. Ts'ao Ts'ao (115-220), homme d'Etat, chef militaire et écrivain de talent de la période des Trois Royaumes, est considéré généralement par les Chinois comme un personnage rusé et sans scrupule.

> « ... qu'elle est placée, chez nous, dans un cadre rigoureux grâce à des conditions économiques aussi décisives que la propriété sociale des moyens de production, la liquidation du salariat et du système d'exploitation ? » (p. 106).

Cette condition a été complètement remplie en Chine.

> « On dit qu'une fois la propriété sociale des moyens de production établie dans notre pays et le salariat et l'exploitation liquidés, la production marchande n'a plus de sens et qu'il faudrait par conséquent l'éliminer » (p. 106).

Cette phrase devient très intéressante si l'on remplace « notre pays » par « la Chine ».

> « ... A l'heure actuelle, il existe chez nous deux formes essentielles de production socialiste : celle de l'Etat, c'est-à-dire du peuple entier et celle des kolkhozes dont on ne peut dire qu'elle est commune au peuple entier » (p. 106).

Dans ce passage, « à l'heure actuelle » signifie au cours de l'année 1952, c'est-à-dire trente-cinq ans après la révolution d'Octobre, tandis que la révolution chinoise n'est vieille que de neuf ans.

Deux formes essentielles de production socialiste sont mentionnées ici. En Chine, les communes populaires possèdent non seulement la terre et les machines, mais aussi le travail, les semences et les autres moyens de production. Mais, il ne faut pas croire que les paysans chinois aient réalisé un progrès extraordinaire. Dans le Honan, le secrétaire du Comité du Parti du district de Hsiuwu s'est penché sur le problème de la mise en application du système de la propriété du peuple entier.

Après l'adoption du système de distribution gratuite, l'Etat acceptera-t-il de se charger du paiement des salaires en cas de calamités naturelles ? Lorsque la récolte est bonne, l'Etat retire les céréales publiques. Le paiement des salaires ne peut pas être assuré non plus. On a donc toujours des soucis, que ce soit en période de calamités naturelles ou en période de bonnes récoltes. Les marxistes doivent réfléchir à ces problèmes. Nous devons développer considérablement notre production marchande et pendant quinze ans ou plus, il nous faut être patients. Après avoir fait la guerre pendant plusieurs dizaines d'années, nous devons encore nous montrer patients. La patience est nécessaire pour la libération de Taiwan comme pour l'édification socialiste. Il ne faut pas espérer une victoire rapide.

> « ... C'est là une autre question qui demande un examen à part » (p. 107).

Staline évite de répondre à ce problème. Il n'a pas trouvé de solution appropriée. (Il s'agit du problème de la transformation du système de la propriété collective en système de la propriété du peuple entier.)

> « Par conséquent, *notre* production marchande n'est pas une production marchande ordinaire, elle est d'un genre particulier, c'est une production marchande sans capitalistes, se préoccupant pour l'essentiel des marchandises appartenant à des producteurs socialistes associés (Etat, kolkhozes, coopératives), et dont la sphère d'action est limitée aux articles de consommation personnelle, qui ne peut évidemment se transformer d'aucune manière en une production capitaliste et qui est destinée, avec son " économie monétaire ", à aider au développe-

ment et à la consolidation de la production socialiste » (p. 107).

La sphère d'action de la production marchande n'est pas limitée aux articles de consommation personnelle. Certains moyens de production appartiennent aussi à la catégorie des marchandises. Si l'on considère les produits agricoles comme des marchandises, mais non les produits industriels, comment alors peut-on les échanger les uns contre les autres ? Dans ce passage du livre, si l'on remplace les mots « notre pays » par « la Chine », la lecture devient encore plus intéressante.

En Chine, nous devons non seulement fournir les produits de consommation, mais aussi les moyens de production destinés à l'agriculture. Staline, lui, ne voulait pas vendre les moyens de production aux paysans. C'est Khrouchtchev qui a modifié cette politique.

Annotation du président Mao écrite sur la page 13 du livre de l'édition chinoise [1] :

Il ne faut pas confondre la ligne de démarcation entre le socialisme et le communisme avec la ligne qui sépare le système de la propriété collective et le système de la propriété du peuple entier. Il s'agit de deux problèmes différents. Le maintien de la production marchande léguée par le système de la propriété collective vise à consolider l'alliance entre les ouvriers et les paysans et à développer la production. D'aucuns disent maintenant que le mouvement communiste connaît un grand essor chez les paysans chinois. Après être allés une fois à la campagne, ces gens-là estiment que les paysans sont formidables, qu'ils avancent si vite qu'ils arrive-

1. Cette page correspond à la page 108 dans le livre *Derniers Ecrits* 1950-1953 de Staline publié par les Editions sociales.

ront bientôt au ciel, qu'ils sont plus forts que les ouvriers. Ils n'ont vu qu'un phénomène. Nous devons chercher à savoir si les paysans ont véritablement l'esprit communiste et à connaître les systèmes de la propriété des communes populaires, y compris le système selon lequel les moyens de production et les moyens d'existence appartiennent collectivement à la commune populaire. Il faut faire comme le secrétaire du Parti du district de Hsiuwu dans le Honan. Nous devons développer encore la production marchande. Nous ne devons pas avancer à l'aveuglette.

> « Bien plus, je pense qu'il faut aussi renoncer à certaines autres notions empruntées au *Capital*, où Marx se livrait à l'analyse du capitalisme, — et artificiellement accolées à nos rapports socialistes... On comprend que Marx use ici de concepts (catégories) qui correspondent parfaitement aux rapports capitalistes. Mais il serait plus qu'étrange de se servir actuellement de ces concepts... »

Si nous développons sensiblement la production marchande, ce n'est pas en vue d'un profit, mais dans l'intérêt de la paysannerie, de l'alliance entre les ouvriers et les paysans, du développement de la production.

> « ... alors que la classe ouvrière, loin d'être privée du pouvoir et des moyens de production, détient au contraire le pouvoir et possède les moyens de production ».

Particulièrement les moyens de production des secteurs industriels.

> « Les propos sur la force de travail comme marchandise et sur le " salariat " des ouvriers paraissent assez absurdes dans notre régime ;

> comme si la classe ouvrière, qui possède les moyens de production, se salariait elle-même et se vendait à elle-même sa force de travail » (p. 108).

Cela est particulièrement vrai en Chine après les campagnes de rectification. Depuis les campagnes de rectification contre les droitistes, le travail n'est plus une marchandise. On ne travaille plus pour avoir de l'argent, mais pour servir le peuple. Ce n'est possible que si le travail n'est plus une marchandise.

> « On demande parfois si la loi de la valeur existe et agit chez nous, dans notre régime socialiste » (p. 109).

La loi de la valeur ne joue pas un rôle régulateur. Ce rôle est joué par la planification et le principe qui consiste à mettre la politique au poste de commandement.

> « ... La loi de la valeur ne peut, dans notre régime, jouer un rôle régulateur dans la production » (p. 112).

Dans la société chinoise, la loi de la valeur ne joue pas un rôle régulateur, c'est-à-dire un rôle décisif. Ce qui joue un rôle décisif dans la production, c'est la planification. La production des porcs, de l'acier et du fer, par exemple, n'est pas réglée par la loi de la valeur, mais par la planification.

TEXTE III

# Notes de lecture sur le *Manuel d'économie politique* de l'Union soviétique (1960)[1]

## 1. *Le passage du capitalisme au socialisme*

D'après le *Manuel* (p. 327-328), le socialisme remplacera « inévitablement » le capitalisme et ce remplacement se fera par « des moyens révolutionnaires... ». A l'époque de l'impérialisme, le conflit entre les forces productives et les rapports de production « a atteint un degré d'âpreté sans précédent... ». La révolution socialiste prolétarienne est « une nécessité objective... ». Ces interprétations sont excellentes ; c'est ainsi qu'il faut dire. L'expression « une nécessité objective » est excellente ; elle fait grand plaisir. Parler de nécessité objective signifie que rien ne peut être modifié par la volonté des hommes. Qu'on le veuille ou non, l'événement se produira.

Le prolétariat doit « unir autour de lui tous les travailleurs afin d'éliminer le capitalisme » (p. 327). Cette formulation est correcte. Mais, ici, il faut parler également de la prise du pouvoir politique. « Le prolétariat ne trouvera jamais une économie socialiste toute faite » et « les éléments de l'économie socialiste ne peuvent pas se développer dans une société bourgeoise fondée sur le système de la propriété privée » (p. 328). En réalité, non seulement ces éléments « ne peuvent pas

1. Voir *supra*, p. 29-30, note sur les textes.

se développer », mais ils ne peuvent même pas exister. Dans une société capitaliste, les secteurs socialistes de l'économie coopérative et de l'économie d'Etat ne sont même pas en mesure de naître. Il est évident qu'on ne peut pas parler de leur développement. C'est là la différence principale entre nous et les révisionnistes. Ces derniers disent que dans une société capitaliste, certaines entreprises, telles que les services publics urbains, ont un caractère socialiste. Ils affirment que le passage au socialisme peut s'effectuer pacifiquement par le prolongement du capitalisme. Il s'agit là d'une déformation grave du marxisme.

### 2. *La période de transition*

Le *Manuel* dit : « La période de transition commence par l'établissement du régime prolétarien et se termine par l'achèvement des tâches révolutionnaires socialistes, c'est-à-dire par l'établissement du socialisme, première étape du communisme » (p. 329). En définitive, quelles sont les étapes comprises dans la période de transition ? Il faut les étudier minutieusement. Seulement du capitalisme au socialisme ? Ou non seulement du capitalisme au socialisme, mais aussi du socialisme au communisme ?

Le *Manuel* cite ici cette phrase de Marx : « Il y a une période de transformation révolutionnaire dans le passage du capitalisme au communisme. » La Chine se trouve actuellement dans cette période. Dans nos communes populaires, il faut réaliser, en un certain nombre d'années, le passage du système de la propriété des équipes de production de base au système de la propriété des communes populaires de base. Plus tard, il faudra aboutir au système de la propriété du peuple entier, car même lorsque le système dans lequel la propriété appartient à une commune de base aura été réalisé dans

toutes les communes populaires, il ne s'agira encore que d'un système de propriété collective.

Au cours de la période de transition, il faut « procéder à une transformation définitive de tous les rapports sociaux » (p. 328). Cette proposition est en principe correcte. Ces rapports sociaux doivent englober les rapports de production et la superstructure, y compris les rapports dans les domaines économique, politique, idéologique, culturel, etc.

Au cours de la période de transition, il faut « faire en sorte que les forces productives se développent jusqu'à ce qu'elles fournissent la garantie indispensable à la victoire du socialisme ». En Chine, cela revient à dire que nous devrons produire au moins 100 ou 200 millions de tonnes d'acier. Jusqu'à cette année, nous ne faisions essentiellement que des préparatifs pour ouvrir la voie au développement des forces productives. Pratiquement, le développement des forces productives n'en est en Chine qu'à ses débuts. Après le Grand Bond en avant de 1958-1959, 1960 sera l'année du grand développement de la production.

### *3. Caractère identique et caractère spécifique de la révolution prolétarienne dans différents pays*

Le *Manuel* dit : « La révolution d'Octobre a donné l'exemple. » Il dit aussi : « Chaque pays a ses propres formes et ses propres méthodes concrètes de construction du socialisme. » Cette façon de parler est excellente. En 1848, il y eut le *Manifeste du Parti communiste.* Cent dix ans après, il y eut un autre *Manifeste du Parti communiste.* Il s'agit de la *Déclaration de Moscou,* signée en 1957 par les Partis communistes de tous les pays. Cette Déclaration traitait du problème de l'unité,

de l'universalité et de la spécificité des partis communistes.

Admettre l'exemplarité de la révolution d'Octobre et admettre l'identité du « contenu fondamental » de la révolution prolétarienne dans tous les pays, c'est s'opposer au révisionnisme.

Pourquoi la révolution n'a-t-elle pas triomphé d'abord dans des pays occidentaux où le niveau de production capitaliste est très élevé et où existent de très nombreux prolétaires ? Pourquoi a-t-elle triomphé d'abord dans des pays orientaux tels que la Russie et la Chine où le niveau du capitalisme est relativement bas et où le nombre des prolétaires est relativement peu élevé ? Ce problème mérite d'être étudié.

Pourquoi le prolétariat a-t-il d'abord triomphé en Russie ? Le *Manuel* dit : « Parce que la Russie constituait le point de convergence de toutes les contradictions de l'impérialisme. » Sur le plan de l'histoire des révolutions, le centre révolutionnaire se déplace de l'Ouest vers l'Est. A la fin du XVIII[e] siècle, ce centre se situait en France. A cette époque, la France était le centre de la vie politique mondiale. Au milieu du XIX[e] siècle, le centre révolutionnaire se déplaça vers l'Allemagne. Le prolétariat entrait sur la scène politique ; le marxisme prenait naissance. Au début du XX[e] siècle, le centre de la révolution se déplaça vers la Russie et le léninisme, développement du marxisme, naissait. Sans le léninisme, il n'y aurait pas eu de victoire de la révolution russe. Au milieu du XX[e] siècle, le centre de la révolution mondiale se situe en Chine. Dans l'avenir, bien sûr, il se déplacera.

La victoire de la révolution russe a résulté également du fait que les larges masses des paysans constituaient pour le prolétariat une armée alliée. Le *Manuel* dit : « Une alliance s'est formée entre le prolétariat et les paysans russes » (p. 328).

Il existe plusieurs couches sociales dans la paysannerie. A la campagne, le prolétariat s'appuie sur la couche des paysans pauvres. Au début de la révolution, les paysans moyens hésitent toujours. Ils veulent voir si la révolution est puissante, si elle tient debout, si elle leur apporte des avantages. Ils ne se mettent du côté du prolétariat que si la situation devient suffisamment claire. Cette constatation est valable pour la révolution d'Octobre. Elle l'est aussi pour la réforme agraire, le mouvement des coopératives et la création des communes populaires en Chine.

Sur les plans idéologique, politique et organisationnel, la scission entre les bolcheviks et les mencheviks en Russie a ouvert la voie à la victoire de la révolution d'Octobre. S'il n'y avait pas eu de lutte entre les bolcheviks et les mencheviks, s'il n'y avait pas eu de lutte contre le révisionnisme de la II[e] Internationale, il aurait été impossible à la révolution d'Octobre de triompher. C'est en luttant contre tous les révisionnismes et tous les opportunismes que le léninisme a pris naissance et s'est développé. Sans le léninisme, il n'y aurait pas eu de victoire de la révolution russe.

Le *Manuel* dit : « La révolution prolétarienne a triomphé d'abord en Russie. Avant la révolution, en Russie, le niveau du développement capitaliste était suffisamment élevé pour permettre à la révolution prolétarienne de triompher. » La victoire de la révolution prolétarienne ne s'obtient pas forcément dans les pays de très haut niveau de développement capitaliste. Le *Manuel* a tout à fait raison d'utiliser des citations de Lénine. Jusqu'à présent, des pays où la révolution socialiste a triomphé, seuls l'Allemagne de l'Est et la Tchécoslovaquie avaient un niveau de développement capitaliste relativement élevé. Dans tous les autres pays socialistes, ce niveau était assez bas. La révolution n'a pas éclaté dans les pays occidentaux à niveau de développement capi-

taliste relativement élevé. Lénine a dit : « La révolution éclate d'abord dans le maillon le plus faible du monde impérialiste. » A l'époque de la révolution d'Octobre, la Russie constituait ce maillon le plus faible, de même la Chine après la révolution d'Octobre. La Russie et la Chine avaient des points communs. Toutes deux possédaient un certain nombre de prolétaires et un grand nombre de paysans opprimés qui souffraient. Toutes deux étaient des pays de vaste étendue... A cet égard, l'Inde se trouve dans la même situation. Pourquoi alors la révolution n'a-t-elle pas triomphé en Inde selon la thèse du maillon le plus faible telle que la concevaient Lénine et Staline ? C'est que l'Inde était une colonie de l'impérialisme britannique. Sur ce point, elle différait de la Chine. La Chine était une semi-colonie dominée par plusieurs pays impérialistes. Le Parti communiste indien n'a pas participé activement à la révolution démocratique bourgeoise de son pays. Il n'a pas réussi à prendre la direction politique au cours de la révolution démocratique. Après l'indépendance de l'Inde, il n'a pas réussi non plus à maintenir résolument le caractère indépendant du prolétariat.

Les expériences historiques en Chine et en Russie ont prouvé que l'existence d'un parti politique déjà arrivé à sa maturité constitue une condition de première importance pour la victoire de la révolution. Le Parti bolchevik russe a participé activement à la révolution démocratique. En 1905, il a élaboré un programme de révolution démocratique différent de celui adopté par la bourgeoisie. Ce programme cherchait non seulement le moyen de renverser le tsar, mais aussi une solution au problème de la lutte entre le prolétariat qui voulait renverser le tsar et le Parti démocratique constitutionnel pour la direction politique. En Chine, le Parti communiste n'existait pas au moment de la révolution bourgeoise de 1911. Après sa fondation en 1921, il participa aussi-

tôt à la révolution démocratique en se plaçant en position d'avant-garde. L'âge d'or de la bourgeoisie chinoise s'est situé entre 1905 et 1911, période pendant laquelle la révolution bourgeoise était en pleine vitalité. Après la révolution de 1911, le Kuomintang était déjà sur le déclin. En 1924, il se trouvait dans une impasse et c'est seulement en cherchant à coopérer avec le Parti communiste qu'il put trouver une issue. Le prolétariat prit alors la place de la bourgeoisie et le parti politique du prolétariat remplaça le parti politique de la bourgeoisie en assumant la direction de la révolution démocratique. Nous disons souvent que le Parti communiste chinois n'était pas mûr en 1927, ce qui signifie, essentiellement, que notre Parti, en s'alliant à la bourgeoisie, n'avait pas prévu que celle-ci pouvait trahir la révolution et qu'il n'était pas prêt à faire face à cette trahison.

Le *Manuel* affirme aussi (p. 331) : « Si les pays dans lesquels les formes économiques pré-capitalistes occupent une place importante peuvent réaliser une révolution socialiste c'est parce qu'ils bénéficient de l'aide de pays socialistes avancés. » Cette interprétation est insuffisante. La Chine peut entrer dans la voie du socialisme principalement parce qu'à la suite de la victoire de la révolution démocratique elle a renversé la domination de l'impérialisme, du féodalisme et du capitalisme bureaucratique. Les facteurs intérieurs sont les facteurs essentiels. L'aide accordée à la Chine par les pays dans lesquels le socialisme a déjà triomphé constitue une condition, certes importante, mais qui n'est pas suffisante pour décider de la capacité de la Chine à avancer ou non dans la voie du socialisme. Elle peut seulement exercer une influence sur le rythme de sa progression dans la voie du socialisme après qu'elle s'y est engagée. Avec de l'aide, nous progressons un peu plus rapidement. Sans aide, nous progressons un peu moins vite. L'aide dont on parle comprend non seulement l'assistance

économique des pays socialistes, mais aussi les côtés positif et négatif de leurs expériences, de leurs victoires comme de leurs défaites, qui nous donnent matière à réflexion.

### *4. Le problème du « passage pacifique »*

Le *Manuel* dit : « Dans certains pays capitalistes et dans certaines anciennes colonies, il existe une possibilité réelle pour la classe ouvrière de prendre le pouvoir pacifiquement » (p. 330). Quels peuvent être, en réalité, ces « certains pays » ? Les principaux pays capitalistes d'Europe et les pays de l'Amérique du Nord sont maintenant armés jusqu'aux dents. Est-il possible qu'ils se laissent prendre le pouvoir pacifiquement ?

Le Parti communiste et les forces révolutionnaires de chaque pays doivent avoir deux fers au feu : le triomphe par la méthode pacifique et la prise du pouvoir par la violence. Il ne faut négliger ni l'un ni l'autre. Il est nécessaire de savoir, en outre, qu'en règle générale la bourgeoisie ne veut pas abandonner le pouvoir. Elle s'efforce de résister. Pourquoi la bourgeoisie, lorsque son existence est en jeu, n'emploierait-elle pas la force ? Au cours de la révolution d'Octobre et de la révolution chinoise, la méthode pacifique et la méthode violente avaient été prévues. En Russie, avant juillet 1917, Lénine envisageait d'obtenir la victoire par la méthode pacifique. Les événements de juillet montrèrent clairement qu'il était impossible de remettre pacifiquement le pouvoir entre les mains du prolétariat. On changea alors de méthode. Et c'est après trois mois de préparation à la lutte armée que la victoire de la révolution d'Octobre fut obtenue. Après la révolution d'Octobre et la prise du pouvoir par le prolétariat, Lénine envisageait encore d'employer la méthode pacifique pour éliminer le capita-

lisme et pour réaliser la transformation socialiste grâce à la méthode de « l'indemnisation ». Mais la bourgeoisie, en collusion avec quatorze pays impérialistes, déclencha un soulèvement armé contre-révolutionnaire et une intervention armée. La victoire de la révolution d'Octobre ne se consolida qu'après trois ans de lutte armée sous la direction du Parti communiste soviétique.

### *5. Quelques problèmes concernant la transformation de la révolution démocratique en une révolution socialiste*

Le dernier paragraphe de la page 330 parle de la transformation de la révolution démocratique en une révolution socialiste. Mais comment cette transformation s'effectue-t-elle ? Le *Manuel* ne donne pas d'explication claire. La révolution d'Octobre est une révolution socialiste. Elle a accompli accessoirement des tâches laissées inachevées par la révolution démocratique bourgeoise. Le décret de nationalisation des terres fut promulgué immédiatement après la révolution d'Octobre. Mais la révolution démocratique qui devait résoudre le problème agraire a duré encore pendant un certain temps.

En Chine, nous avions accompli les tâches de la révolution démocratique pendant la guerre de Libération. La fondation en 1949 de la République populaire de Chine a marqué l'achèvement, pour l'essentiel, de la révolution démocratique et le début du passage au socialisme. Ensuite, trois ans furent encore nécessaires pour réaliser la réforme agraire. Mais, dès la fondation de la République populaire de Chine, nous avions confisqué les entreprises capitalistes bureaucratiques qui représentaient 80 % des capitaux fixes de l'industrie et des transports du pays pour en faire la propriété du peuple entier.

Pendant la période de la guerre de Libération en Chine, nous avons lancé des appels pour lutter non seulement contre l'impérialisme et le féodalisme, mais aussi contre le capitalisme bureaucratique. La lutte contre le capitalisme bureaucratique a un double caractère : d'une part, lutter contre le capital comprador, lutte qui entre dans le cadre de la révolution démocratique et, d'autre part, lutter contre la grande bourgeoisie, lutte qui fait partie de la révolution socialiste.

Une très grande partie du capital bureaucratique chinois appartenait à des entreprises japonaises, allemandes et italiennes dont le Kuomintang avait pris possession après la victoire, à la fin de la guerre antijaponaise. A cette époque, le rapport entre le capital bureaucratique et le capital national, en Chine, était de huit à deux. Après la Libération, nous avons confisqué la totalité du capital bureaucratique, détruisant ainsi l'élément principal du capitalisme chinois.

Il est donc erroné de penser qu'après la Libération, « la révolution chinoise, dans sa première étape, a fait essentiellement partie de la révolution démocratique ; c'est seulement plus tard qu'elle s'est développée peu à peu en une révolution socialiste ».

### *6. Violence et dictature du prolétariat*

A la page 333, le concept de la violence n'a pas été employé de manière suffisamment précise. Marx et Engels ont toujours dit : l'Etat est un organisme de domination de classe, un organisme d'oppression d'une classe par une autre. On ne peut donc pas affirmer, comme le dit le *Manuel,* que « le prolétariat n'emploie la violence qu'à l'égard des exploiteurs ; fondamentalement, il n'emploie pas la violence ».

Lorsque son existence est menacée, la classe exploi-

teuse utilise toujours la violence. Dès qu'elle entrevoit une révolution, elle s'efforce de l'anéantir par la violence. Le *Manuel* écrit à ce sujet : « Les expériences historiques ont prouvé que la classe exploiteuse ne cède pas de bon gré le pouvoir au peuple. Elle emploie la violence pour lutter contre le pouvoir populaire » (p. 333). Cette interprétation est insuffisante. La classe exploiteuse n'emploie pas seulement la violence pour lutter contre le régime populaire après l'établissement par le peuple d'un pouvoir révolutionnaire, elle l'utilise aussi pour réprimer le peuple révolutionnaire dès qu'il se lève pour prendre le pouvoir.

Le but de notre révolution est de développer les forces productives de la société. Pour atteindre cet objectif, il faut d'abord renverser puis opprimer l'ennemi. Sans la violence révolutionnaire du peuple, comment pourrions-nous réussir ?

Ici, le *Manuel* parle, de façon incomplète, de la « nature réelle » de la dictature du prolétariat et des « tâches principales » de la classe ouvrière et du peuple travailleur dans la révolution socialiste. Il ne mentionne pas la nécessité de l'oppression des ennemis et de la rééducation des ennemis de classe. Or, il faut rééduquer les propriétaires fonciers, les bureaucrates, les contre-révolutionnaires et les mauvais éléments ; il faut rééduquer la bourgeoisie, la petite bourgeoisie de la couche supérieure et les paysans moyens. Les expériences chinoises ont prouvé que la rééducation n'était pas une chose facile. Il est impossible d'obtenir de bons résultats sans passer par des luttes répétées. Il faut au moins dix, vingt, voire cinquante ans pour détruire définitivement les vestiges de la bourgeoisie et leur influence. Prenons l'exemple de la campagne. La conception du monde des paysans ne pourra être transformée progressivement, puis complètement, que lorsque le système de la propriété collective des communes populaires aura été appliqué,

puis transformé en système de la propriété nationale, lorsque des villes nouvelles et de grandes industries auront été créées partout dans le pays, lorsque les moyens de transport de tout le pays auront été modernisés et lorsque la situation économique aura complètement et réellement été transformée. (Quand le *Manuel* parle des « tâches principales », il cite Lénine. Mais son analyse n'est pas conforme à ce que Lénine a dit.)

On trompe les masses si l'on cherche à tout prix à parler et à écrire en se conformant aux goûts de l'ennemi et de l'impérialisme. Si l'on agit ainsi, on finit par réconforter l'ennemi et par tromper sa propre classe.

### *7. Le problème de la forme de l'Etat prolétarien*

A la page 334, il est écrit dans le *Manuel :* L'Etat prolétarien peut se présenter sous « différentes formes ». C'est exact. Mais, au fond, la forme de la dictature du prolétariat dans les pays de démocratie populaire n'est pas très différente de celle établie en Russie après la révolution d'Octobre. Les Soviets en URSS et les Assemblées populaires en Chine sont des assemblées représentatives. Seul leur nom diffère. Dans les assemblées populaires chinoises, il y a des délégués qui représentent la bourgeoisie, les transfuges du Kuomintang et les personnalités démocratiques. Ils acceptent tous la direction du Parti communiste. Certains d'entre eux cherchent en vain à provoquer des troubles. Apparemment, cette situation ne ressemble guère à celle qui régnait dans les Soviets. Cependant, après la révolution d'Octobre, parmi les délégués siégeant dans les Soviets, on trouvait des mencheviks, des membres du Parti social démocratique qui était un parti droitiste, des trotskistes, des boukharinistes, des zinovievistes, etc. C'étaient des représentants en titre des ouvriers et des paysans. Mais, en réalité,

ils représentaient la bourgeoisie. A cette époque (c'est-à-dire après la révolution d'Octobre), le prolétariat a recueilli dans son sein un personnel nombreux travaillant dans les organisations de l'Etat de Kérensky. C'étaient des éléments de la bourgeoisie. En Chine, le Gouvernement central populaire a été créé à partir du Gouvernement populaire de la Chine du Nord. Tous ceux qui travaillaient dans les différents départements de ce gouvernement venaient des bases d'appui. Par ailleurs, la grande majorité des cadres dirigeants qui constituaient l'ossature de ces départements étaient des membres du Parti communiste.

### *8. La transformation de l'industrie et du commerce capitalistes*

A la page 335, le processus de la transformation du système de la propriété capitaliste en système de la propriété d'Etat socialiste en Chine est traité de façon erronée. L'exposé du *Manuel* porte seulement sur notre politique à l'égard du capital national et non sur notre politique (de confiscation) à l'égard du capital bureaucratique. En ce qui concerne les biens des capitalistes bureaucratiques, nous avons adopté une politique de confiscation afin de réaliser le système de la propriété collective.

Dans le deuxième paragraphe de la page 338, la transformation du capitalisme à travers le capitalisme d'Etat est considérée comme une expérience isolée et particulière sans signification universelle. Dans les pays d'Europe occidentale et aux Etats-Unis, le niveau de développement du capitalisme est très élevé. Une poignée de capitallistes monopolistes occupent la position dominante dans ces pays. Concurremment, on trouve un grand nombre de moyens et de petits capitalistes. On dit que le capital

américain est à la fois centralisé et décentralisé. Il est certain que, dans ces pays, après la victoire de la révolution, le capital monopoliste sera confisqué. Mais les biens des moyens et petits capitalistes devront-ils aussi être confisqués sans exception ? Sera-t-il nécessaire de les transformer également par le truchement du capitalisme d'Etat ?

On peut dire qu'en Chine, le Nord-Est est une région de niveau de développement capitaliste très élevé, ce qui est le cas également du Kiangsu dont les deux centres industriels se situent à Shanghai et dans le sud de la province. Puisque le capitalisme d'Etat peut être mis en application dans ces provinces chinoises, pourquoi la même politique ne serait-elle pas susceptible d'être appliquée dans les pays du monde où règne une situation semblable à celle de ces provinces ?

La politique adoptée autrefois par les Japonais dans la Chine du Nord-Est consistait à éliminer les grands capitalistes locaux et à transformer leurs entreprises en entreprises d'Etat japonaises ou en entreprises du capital monopoliste. Quant aux moyens et aux petits capitalistes locaux, les Japonais créaient des sociétés de holding pour les contrôler.

En Chine, la transformation du capitalisme national a dû franchir trois étapes : l'Etat a d'abord passé des ordres d'achat aux entreprises privées pour assurer leur production et leur travail de transformation ; il a effectué ensuite des achats et des ventes groupés (achats groupés pour assurer la vente ?) ; il assure enfin conjointement avec les propriétaires la gestion des entreprises (gestion conjointe des entreprises individuelles ou de tout un secteur). Chacune de ces étapes a été réalisée progressivement. Cette méthode n'a pas nui à la production. Celle-ci s'est même développée au cours du processus de transformation. En ce qui concerne le capitalisme d'Etat, nous avons réalisé beaucoup d'expériences nou-

velles, l'une d'elles étant la distribution d'un taux d'intérêt fixe aux capitalistes après la transformation de leurs entreprises en entreprises gérées conjointement par l'Etat et par eux-mêmes.

### *9. A propos des paysans moyens*

En Chine, après la réforme agraire, la terre n'a plus eu de valeur marchande. Les paysans n'ont plus osé « se faire remarquer ». Certains camarades ont estimé que cette situation n'était pas bonne. En réalité, à la suite de la lutte des classes, on a fait une mauvaise réputation aux propriétaires fonciers et aux paysans riches. Les paysans pauvres se sentaient fiers et les paysans riches honteux. Il s'agissait là d'un phénomène excellent qui signifiait que les paysans pauvres l'avaient emporté politiquement sur les paysans riches et avaient démontré leur supériorité à la campagne.

A la page 339, le *Manuel* dit : les terres des paysans riches qui ont été confisquées sont données aux paysans pauvres et aux paysans moyens. Ce qui signifie que le gouvernement confisque des terres pour les donner aux paysans afin que ceux-ci puissent les redistribuer. Il s'agit là de l'esprit d'octroi ; on ne s'engage pas dans la lutte des classes, ni dans les mouvements de masse. Cette conception est, dans la réalité, une conception droitiste. Notre méthode à nous consiste à s'appuyer sur les paysans pauvres, à s'unir avec la grande majorité des paysans moyens (les paysans moyens inférieurs) et à saisir les terres des propriétaires fonciers. Le Parti doit assumer la direction de ce processus sans monopoliser le travail ou laisser les autres faire son travail. Nous devons adopter une série de mesures concrètes : rendre visite aux paysans pauvres pour enquêter sur leurs souffrances, recruter des activistes, réunir tous

ceux qui ont la même origine de classe, constituer un noyau solide, procéder à des rassemblements pour que tous ceux qui ont souffert racontent leurs souffrances, organiser les forces de classe et déclencher la lutte des classes.

Le *Manuel* dit : « Les paysans moyens sont devenus des personnages centraux à la campagne. » Cette formulation est mauvaise. Si l'on fait l'éloge des paysans moyens en les qualifiant de personnages centraux, si on les porte aux nues et si on n'ose plus les offenser, il se pourrait alors que l'on fasse perdre la face aux anciens paysans pauvres. Il en résulterait nécessairement que les paysans moyens aisés prendraient la direction politique à la campagne.

Le *Manuel* n'a pas donné d'analyse des paysans moyens. Nous avons divisé ceux-ci en paysans moyens supérieurs et en paysans moyens inférieurs. Nous avons également fait une distinction entre les nouveaux et les anciens paysans moyens, les premiers étant meilleurs que les seconds. Les expériences des campagnes de rectification successives ont prouvé que les paysans pauvres, les nouveaux paysans moyens inférieurs et les anciens paysans moyens inférieurs constituaient trois catégories de paysans qui avaient une attitude politique meilleure que les autres. Ce sont eux qui soutiennent les communes populaires. Par ailleurs, une partie des paysans moyens supérieurs et des paysans moyens aisés soutient les communes populaires tandis qu'une autre partie s'y oppose. D'après les informations recueillies dans la province du Hopei, on trouve dans toute la province plus de 40 000 équipes de production dont 50 % soutiennent totalement les communes populaires sans hésiter, 35 % les soutiennent pour l'essentiel mais avec des opinions divergentes et des hésitations sur certains points particuliers, 15 % s'y opposent ou marquent des hésitations sérieuses. La principale raison de l'opposition et des hésitations

sérieuses de ces équipes est que la direction de celles-ci est aux mains des paysans moyens aisés, voire aux mains des mauvais éléments. Au cours du mouvement actuel d'éducation pour la lutte entre les deux lignes, il est nécessaire de déclencher des discussions au sein de ces équipes afin d'en changer d'abord la direction. On voit qu'il faut procéder à une analyse des paysans moyens. L'orientation du développement des régions rurales est étroitement liée à la direction politique de ces régions.

Le *Manuel* dit (p. 340) : « Par nature, les paysans moyens ont un caractère double. » Nous devons également faire une analyse concrète de ce problème. D'un côté, les paysans pauvres, les paysans moyens inférieurs, les paysans moyens supérieurs et les paysans moyens aisés sont tous des travailleurs. D'un autre côté, ils possèdent tous des biens privés. Cependant, en tant que propriétaires de biens privés, ils ont des conceptions différentes de la propriété privée. On peut dire que les paysans pauvres et les paysans moyens inférieurs sont des semi-propriétaires de biens privés. Leur conception de la propriété privée est relativement facile à changer. Les paysans moyens supérieurs et les paysans moyens aisés sont plus attachés à la conception de la propriété privée. Ils résistent depuis toujours à la coopérativisation.

### *10. L'alliance des ouvriers et des paysans*

A la page 340, les troisième et quatrième paragraphes traitent de l'importance de l'alliance entre les ouvriers et les paysans. Mais ils ne précisent pas comment cette alliance peut être développée et consolidée. Ils parlent de la nécessité de transformer les paysans petits producteurs, mais ils ne parlent ni du processus de cette transformation, ni des contradictions qui jalonnent chacune des étapes de ce processus, ni de la façon de résou-

dre ces contradictions, ni des étapes et de la stratégie à adopter au cours de tout ce processus de transformation.

Chez nous, l'alliance des ouvriers et des paysans est déjà passée par deux étapes : la première fondée sur la révolution agraire, la deuxième sur le mouvement des coopératives. Sans le mouvement des coopératives, une bipolarisation de la paysannerie aurait certainement eu lieu, empêchant ainsi la consolidation de l'alliance entre les ouvriers et les paysans ainsi que le maintien de la politique des achats et des ventes groupés par l'Etat. C'est seulement sur la base de la coopérativisation que la politique des achats et des ventes groupés peut être maintenue et appliquée intégralement. Maintenant, notre alliance ouvriers-paysans va devoir progresser en s'appuyant sur la mécanisation. S'il n'y a que les mouvements des coopératives et des communes populaires, mais pas de mécanisation, l'alliance ouvriers-paysans ne pourra pas se consolider. Dans le mouvement des coopératives, s'il n'y a qu'une petite coopérativisation, l'alliance ouvriers-paysans ne pourra pas non plus se consolider. Le mouvement des coopératives doit donc passer aux communes populaires. Et la propriété des équipes de production de base doit devenir la propriété des communes populaires de base. La propriété des communes populaires doit à son tour devenir la propriété de l'Etat. Alors, sur la base d'une combinaison de la nationalisation et de la mécanisation, nous pourrons consolider réellement l'alliance ouvriers-paysans, faisant ainsi disparaître progressivement les différences entre les ouvriers et les paysans.

*11. La transformation des intellectuels.*

A la page 341, le *Manuel* traite spécialement de la formation des intellectuels d'origine ouvrière ou paysanne

et des moyens d'intégrer les intellectuels bourgeois dans le mouvement d'édification du socialisme. Il ne parle pas de la transformation des intellectuels. Or, il faut transformer non seulement les intellectuels bourgeois, mais aussi les intellectuels d'origine ouvrière ou paysanne qui sont, sous maints aspects, influencés par la bourgeoisie. Dans le milieu littéraire et artistique, cette nécessité de transformation a été démontrée par le cas de Liu Shao-t'ang [1] qui, devenu écrivain, attaqua vigoureusement le socialisme. La conception du monde des intellectuels se manifeste souvent dans leur attitude à l'égard du savoir. Celui-ci appartient-il à certains individus ou à tout le monde ? D'aucuns considèrent la connaissance comme leur propriété privée et attendent pour la vendre au meilleur prix. Ils refusent de la vendre tant que le prix n'en est pas suffisamment élevé. Ce sont seulement des experts, mais ce ne sont pas des « rouges ». Ils disent que le Parti est « incompétent », donc incapable de « diriger les compétents ». Ceux qui travaillent dans le cinéma disent que le Parti ne peut pas diriger le cinéma. Ceux qui font de la danse affirment que le Parti ne peut pas diriger la danse. Ceux qui s'engagent dans la recherche sur l'énergie atomique déclarent qu le Parti ne peut pas diriger la recherche scientifiqu sur l'énergie atomique. En un mot, le Parti ne pe rien diriger du tout.

Dans l'ensemble du processus de la révolution soci liste et de l'édification socialiste, la transformation de intellectuels constitue un problème très important. Nous avons tort si nous ne soulignons pas ce problème et si nous adoptons une attitude de compromis à l'égard de tout ce qui est bourgeois.

1. Romancier et critique littéraire qui avait acquis une grande autorité auprès des jeunes écrivains chinois au cours de la période des « Cent Fleurs », Liu Shao-t'ang fut par la suite vivement dénoncé par le Parti pour son non-conformisme.

A la même page, il est dit que la contradiction fondamentale de l'économie pendant la période de transition est la contradiction entre le socialisme et le capitalisme. C'est juste. Mais ce passage soutient seulement qu'il faut déclencher la lutte dans toutes les sphères de la vie économique afin de montrer qui triomphe de qui. Ce n'est pas suffisant. Notre thèse est que nous devons mener une révolution socialiste totale sur les trois fronts : politique, économique et idéologique.

Le *Manuel* dit qu'en Chine, nous intégrons les éléments bourgeois dans le mouvement de participation à la gestion des entreprises et à l'administration de l'Etat. (Le *Manuel* dit la même chose à la page 357.) Mais nous soulignons aussi que notre tâche est de transformer les intellectuels bourgeois et de les aider à changer leurs habitudes, leur conception du monde et leurs points de vue sur certains problèmes particuliers. Le *Manuel* ne parle pas de cette transformation.

### *12. Les relations entre l'industrialisation et la collectivisation de l'agriculture*

Dans le *Manuel*, l'industrialisation socialiste est considérée comme la prémisse de la collectivisation de l'agriculture. Cette thèse n'est pas conforme à la situation propre de l'Union soviétique. La collectivisation a été réalisée, pour l'essentiel, en Union soviétique, entre 1930 et 1932. Pendant cette période, bien que le nombre des tracteurs ait dépassé celui que nous possédons actuellement, la superficie des terres labourées par tracteur en Union soviétique n'atteignait, en 1932, que 20,3 % de la superficie totale des terres cultivées. La collectivisation ne dépend pas complètement de la mécanisation, l'industrialisation n'en est donc pas une prémisse.

Dans les pays socialistes de l'Europe de l'Est, le

processus de la collectivisation a été très lent, essentiellement parce qu'après la réforme agraire, on n'a pas battu le fer pendant qu'il était chaud; on s'est arrêté pendant un certain temps. Autrefois, dans certaines de nos bases d'appui, il s'est produit le même phénomène ; une partie des paysans, satisfaits de la réforme agraire, ne voulaient pas avancer davantage. Le problème ne dépend pas de l'industrialisation ou de l'absence d'industrialisation.

### *13. A propos de la guerre et de la révolution*

Aux pages 352-354, il est écrit dans le *Manuel* que les démocraties populaires de l'Europe de l'Est « ont pu construire le socialisme sans avoir recours à la guerre civile et à l'intervention armée extérieure ». Il y est dit également : « Dans ces pays, la transformation socialiste s'est réalisée sans guerre civile. » Il faudrait plutôt dire : dans ces pays, la guerre civile s'est incluse dans la guerre internationale et, pour eux, la guerre internationale et la guerre civile n'ont fait qu'une. Les éléments réactionnaires de ces pays ont été déracinés par la charrue de fer de l'Armée rouge de l'Union soviétique. Dire qu'il n'y a pas eu de guerre civile dans ces pays, c'est regarder le problème d'un point de vue formel et refuser de voir la nature réelle de la guerre.

Le *Manuel* dit qu'après la révolution, dans les pays d'Europe de l'Est, « les parlements sont devenus des structures représentant largement les intérêts du peuple ». En réalité, ces parlements sont totalement différents des parlements bourgeois de jadis. Ils n'ont de commun que le nom. La Conférence consultative politique que nous avons créée au cours de la première période qui suivit la Libération portait le même nom que la Conférence consultative politique qui existait à l'époque du

Kuomintang. Lorsque nous négociions avec le Kuomintang, nous n'étions pas intéressés par la Conférence consultative politique. Celle-ci, par contre, intéressait vivement Chiang Kai-shek. Après la Libération, nous avons repris cette appellation et nous avons convoqué une Conférence consultative politique du peuple chinois qui joua le rôle d'Assemblée nationale populaire provisoire.

Le *Manuel* dit que la Chine « organisa, au cours du processus de la lutte révolutionnaire, un front uni démocratique populaire » (p. 357). Pourquoi mentionne-t-il seulement la lutte révolutionnaire et non la guerre révolutionnaire ? Depuis 1927 jusqu'au moment où nous avons obtenu la victoire dans tout le pays, pendant vingt-deux ans, nous nous sommes engagés dans une guerre révolutionnaire ininterrompue. Avant cette période, depuis la révolution bourgeoise de 1911, il y avait déjà eu quinze ans de guerre, guerres révolutionnaires et guerres confuses de seigneurs de la guerre inspirées par l'impérialisme. Si l'on fait le compte de 1911 jusqu'à la guerre de résistance contre les Américains et d'aide à la Corée, on peut dire que la Chine a été engagée dans quarante ans de guerre continue, guerres révolutionnaires et guerres contre-révolutionnaires. Depuis la fondation de notre Parti, nous avons participé aux guerres révolutionnaires en les dirigeant pendant trente ans.

Une grande révolution ne peut pas ne pas passer par une guerre civile. C'est une loi. Si l'on ne voit que le côté négatif de la guerre et non son côté positif, on n'a qu'une vue partielle du problème de la guerre. Et, parler uniquement du caractère destructif de la guerre est nuisible à la révolution populaire.

*14. La révolution est-elle plus difficile à faire dans les pays arriérés ?*

Il est très difficile de faire la révolution et de construire le socialisme dans les pays occidentaux, car dans ces pays, l'influence pernicieuse de la bourgeoisie est très profonde et s'est déjà infiltrée partout. En Chine, la bourgeoisie n'existe que depuis trois générations tandis que dans les pays comme l'Angleterre et la France, elle existe depuis des dizaines de générations. Dans ces pays, la bourgeoisie a une histoire vieille de 250 à 260 ans, voire de plus de 300 ans ; l'idéologie et le style de travail bourgeois ont des influences partout et dans toutes les couches sociales. C'est pourquoi la classe ouvrière anglaise ne suit pas le Parti communiste, mais le Parti travailliste.

Lénine a dit : « Plus un pays est arriéré, plus difficile est son passage du capitalisme au socialisme. » Vue d'aujourd'hui, cette thèse n'est pas correcte. En réalité, plus un pays est arriéré économiquement, plus son passage du capitalisme au socialisme est facile, et non difficile. Plus un homme est pauvre, plus il veut la révolution. Dans les pays capitalistes occidentaux, le niveau de l'emploi et le taux des salaires sont plus élevés, l'influence de la bourgeoisie sur les travailleurs plus profonde. Dans ces pays, la transformation socialiste est moins facile qu'on ne le croit. Le degré de mécanisation de ces pays est très élevé. Après la victoire de la révolution, une intensification de la mécanisation ne pose pas beaucoup de problèmes. La question importante est la transformation des hommes. En Orient, les pays comme la Russie et la Chine étaient à l'origine des pays arriérés et pauvres. Mais maintenant, non seulement le système social de ces pays est beaucoup plus avancé que celui des pays occidentaux, mais leur taux de développement des forces de production est en outre beaucoup plus élevé.

Si l'on examine l'histoire du développement des pays capitalistes, on constate également que les pays moins avancés dépassent les pays plus avancés. A la fin du XIX^e siècle, par exemple, les Etats-Unis dépassèrent l'Angleterre. Puis, au début du XX^e siècle, l'Allemagne dépassa l'Angleterre à son tour.

### *15. L'industrie lourde est-elle la base de la transformation socialiste ?*

Le *Manuel* dit : « Les pays qui prennent la voie socialiste ont devant eux une tâche : accélérer le développement des grandes industries (base économique de la transformation socialiste) afin d'éliminer le plus rapidement possible les vestiges de la domination du capitalisme » (p. 364). Ici, le développement de l'industrie lourde est considéré comme la base économique de la transformation socialiste. Cette thèse est incomplète. L'histoire de toutes les révolutions a prouvé qu'il n'était pas nécessaire d'avoir préalablement des forces productives pleinement développées pour pouvoir transformer des rapports de production surannés. La révolution chinoise a commencé par la propagation du marxisme. Grâce à cette propagation, une nouvelle opinion publique est née, facilitant ainsi la révolution. Il faut d'abord renverser l'ancienne superstructure par la révolution pour que les anciens rapports de production puissent être abolis. C'est après l'élimination de ceux-ci qu'on peut créer de nouveaux rapports de production, frayant une voie au développement des forces productives de la nouvelle société. C'est ensuite que l'on peut déclencher une grande révolution technologique pour développer vigoureusement les forces productives de la société tout en continuant la transformation des rapports de production et des idéologies.

Le *Manuel* ne parle que des prémisses matérielles et

n'aborde que rarement la superstructure, c'est-à-dire l'Etat de classe, la philosophie de classe et les sciences de classe. La science économique a pour principal objet l'étude des rapports de production. Mais il est difficile de séparer l'économie politique et la conception matérialiste de l'histoire. Il est difficile d'expliquer clairement les problèmes relatifs à la base économique et aux rapports de production sans tenir compte des problèmes concernant la superstructure.

### *16. Les caractéristiques de la thèse de Lénine sur l'entrée dans la voie du socialisme*

A la page 375, le *Manuel* cite une phrase de Lénine. Cette citation est excellente. Elle peut être utilisée pour soutenir notre politique. Lénine dit : « Il est inévitable que le niveau de conscience de la population, ses tentatives pour réaliser tel ou tel projet, etc., se reflètent dans le caractère spécifique de sa marche vers le socialisme. » Notre principe de la primauté de la politique vise à élever la conscience politique de la population. Notre Grand Bond en avant est une tentative pour réaliser tel ou tel projet.

### *17. Le rythme de l'industrialisation est un problème aigu*

Le *Manuel* dit : « Le rythme de l'industrialisation est un problème très aigu pour l'Union soviétique » (p. 326). Actuellement, en Chine, le problème du rythme de l'industrialisation est également un problème aigu. Plus l'industrie est sous-développée au départ, plus le problème du rythme est aigu. C'est vrai non seulement lorsque l'on compare un pays à un autre, mais aussi lorsque l'on compare une région à une autre à l'intérieur d'un pays. En

Chine, par exemple, le Nord-Est et la ville de Shanghai ont une infrastructure relativement solide. C'est pourquoi l'augmentation des investissements de l'Etat y est relativement lente. En revanche, dans certaines régions où l'infrastructure industrielle est peu solide et où la nécessité du développement se manifeste de façon urgente, l'augmentation des investissements de l'Etat est très rapide. Au cours des dix années qui suivirent la Libération, Shanghai a bénéficié d'un investissement total de 2,2 milliards de *yuan* dont plus de 500 millions provenaient des capitalistes. Shanghai comptait au départ plus de 500 000 ouvriers. A l'heure actuelle, sans tenir compte des quelques centaines de milliers d'ouvriers transférés ailleurs, il y a dans la ville plus d'un million d'ouvriers, soit le double seulement du nombre initial. Or, si l'on compare Shanghai avec les villes nouvelles dans lesquelles le nombre des employés et des ouvriers a beaucoup augmenté, on peut voir clairement que le problème du rythme de développement est plus important dans les régions qui ont une base industrielle peu solide.

A ce sujet, le *Manuel* dit seulement que la situation politique exige une industrialisation à un rythme rapide, mais il ne dit pas que le système socialiste rend ce rythme possible. Il ne voit qu'un aspect du problème. S'il n'y avait que les besoins sans les possibilités d'une industrialisation à un rythme rapide, comment pourrions-nous alors réaliser celle-ci ?

### *18. Si l'on développe simultanément les grandes, les moyennes et les petites entreprises, c'est pour une industrialisation à un rythme rapide*

Bien que le *Manuel* affirme, à la page 381, que la Chine développe sur une grande échelle les entreprises

de moyennes et de petites dimensions, il ne reflète pas correctement notre idée de l'adoption simultanée de méthodes chinoises et étrangères et du développement simultané des grandes, des moyennes et des petites entreprises. Le *Manuel* dit : « La Chine a décidé de développer sur une grande échelle les entreprises de moyenne et petite dimensions car elle a une technologie et une économie extrêmement arriérées, une population nombreuse et un vrai problème de l'emploi. » Mais le problème n'est ni le sous-développement technique, ni la surpopulation, ni l'augmentation du niveau de l'emploi. Si nous développons sur une grande échelle les moyennes et les petites entreprises, après avoir admis que les grandes entreprises représentent la force directrice, et si nous utilisons partout les techniques traditionnelles après avoir admis que les techniques étrangères représentent la force directrice, c'est essentiellement pour parvenir à une industrialisation à un rythme rapide..

*19. Deux systèmes socialistes de propriété peuvent-ils coexister pendant longtemps ?*

A la page 386, le *Manuel* dit : « Un pays socialiste et la construction du socialisme dans ce pays ne peuvent pas être fondés sur deux bases différentes pendant une période relativement longue. Cela signifie qu'ils ne peuvent pas être fondés à la fois sur la base de l'industrie socialiste la plus grande et la plus unifiée, et sur la base d'une économie paysanne de petite production marchande dispersée et arriérée. » Cette thèse est évidemment correcte. A partir d'elle, nous pouvons tirer, par déduction, la conclusion logique suivante : « Un pays socialiste et la construction du socialisme ne peuvent pas être fondés pendant une période relativement longue sur la base de deux systèmes de propriété différents, à savoir le système de

propriété du peuple entier et le système de propriété collective. »

En Union soviétique, la période de coexistence de ces deux systèmes de propriété différents a duré trop longtemps. La contradiction entre le système de propriété du peuple entier et le système de propriété collective est en réalité la contradiction entre les ouvriers et les paysans. Cette contradiction n'est pas reconnue par le *Manuel*.

En outre, au fur et à mesure que se prolonge la coexistence entre le système de propriété du peuple entier et le système de propriété collective, elle correspond de moins en moins aux besoins du développement des forces productives. Elle ne peut plus répondre pleinement aux besoins de l'augmentation constante du niveau de vie des paysans et de la production agricole, et de l'accroissement continu des matières premières nécessaires à l'industrie. Si l'on veut satisfaire ces besoins, on est obligé de résoudre la contradiction entre les deux systèmes de propriété, de transformer le système de propriété collective en système de propriété du peuple entier et d'élaborer un plan global pour la production et la distribution dans l'industrie et dans l'agriculture en prenant pour seule base le système de propriété du peuple entier.

La contradiction entre les forces productives et les rapports de production se développe d'une manière ininterrompue. Les rapports de production peuvent, à un moment donné, être en harmonie avec les forces productives. Mais au bout d'un certain temps, cette harmonie peut disparaître. En Chine, après la réalisation des coopératives supérieures, dans toutes les régions spéciales et dans tous les districts, le problème s'est posé de savoir si les petites coopératives ne devaient pas se regrouper pour devenir de grandes coopératives.

A l'heure actuelle, dans une société socialiste, la distribution selon le travail, la production marchande, la loi de la valeur, etc., sont conformes aux exigences du

développement des forces productives. Mais, un jour viendra où ces principes et ces lois ne conviendront plus au développement des forces productives. Un jour viendra où ils seront certainement brisés par les forces productives et où ils disparaîtront d'eux-mêmes. Comment peut-on dire que, dans une société socialiste, aucun changement n'est possible dans certaines catégories économiques ? Comment peut-on dire que les catégories telles que la distribution selon le travail ou le système de la propriété collective ne changeront jamais et que, à la différence des autres, elles ne font pas partie des catégories historiques ?

### *20. La transformation socialiste de l'agriculture ne peut pas dépendre uniquement des machines*

A la page 392, le *Manuel* dit : « Les stations de tracteurs constituent un instrument important pour la réalisation de la transformation socialiste de l'agriculture. » A maintes reprises, le *Manuel* met l'accent sur le rôle joué par les machines dans la transformation socialiste. Mais, comment les choses peuvent-elles bien marcher si l'on n'élève pas la conscience politique des paysans, si l'on ne transforme pas l'idéologie des hommes, et si l'on ne s'appuie que sur les machines ? Le problème de la lutte entre les deux lignes et celui de la transformation et de l'éducation des hommes par l'idéologie socialiste sont des problèmes importants en Chine.

A la page 395, lorsque le *Manuel* traite des tâches à accomplir au cours de la première période de la mise en application de la collectivisation intégrale, il mentionne notamment la lutte contre les paysans riches hostiles. C'est évidemment juste. Mais, dans sa description de la situation dans les villages après la collectivisation, le

*Manuel* ne parle pas des problèmes qui concernent les couches sociales aisées. Il ne parle pas non plus des contradictions internes telles que la contradiction entre l'Etat et les collectivités, d'une part, et l'homme, d'autre part, ou entre l'accumulation du capital et la consommation.

A la page 402, le *Manuel* dit : « Si le mouvement de la coopération agricole est en plein essor, il n'y a plus d'hésitation chez les larges masses de paysans moyens. » Mais, on ne peut pas parler d'une manière aussi catégorique. Une partie des paysans moyens aisés hésitent à l'heure actuelle, ils hésiteront encore dans l'avenir.

### *21. La prétendue « consolidation définitive »*

« Il faut consolider définitivement le système de propriété des kolkhozes » (p. 407). L'expression « il faut consolider définitivement » est gênante. La consolidation de toute chose ne peut être que relative. Comment la consolidation pourrait-elle être définitive ? Si, depuis le commencement de l'humanité, les hommes n'étaient pas morts, s'ils étaient tous « consolidés définitivement », que serait devenu le monde ? Dans l'univers et sur la terre, toute chose naît, se développe et meurt sans cesse et ne peut être consolidée définitivement. Prenons l'exemple de la vie d'un ver à soie. Non seulement il finit inévitablement par mourir, mais il traverse en outre, au cours du processus d'évolution de sa vie, les quatre étapes suivantes : œuf, ver, cocon, bombyx. Chacune de ces étapes conduit à l'étape suivante ; elle ne peut être consolidée. Lorsque le bombyx meurt à la fin, la vieille matière se transforme en matière nouvelle (un grand nombre d'œufs de ver à soie sont nés). Il s'agit là d'un bond qualitatif. Dans le processus de développement œuf-ver-cocon-bombyx, de toute évidence,

il n'y a pas que des changements quantitatifs ; des changements qualitatifs — changements qualitatifs partiels — se produisent également. L'homme aussi, au cours du processus de sa naissance à sa mort, traverse différentes étapes : l'enfance, l'adolescence, la jeunesse, l'âge adulte et la vieillesse. De la naissance à la mort, le processus est aussi bien un processus de changements quantitatifs qu'un processus de changements qualitatifs partiels ininterrompus. Comment peut-on affirmer qu'il n'y a qu'un accroissement quantitatif, mais aucune transformation qualitative, lorsque l'enfant devient grand et que l'adulte devient vieillard ? Dans le corps humain, les cellules se divisent sans cesse. Les vieilles cellules meurent et de nouvelles cellules naissent constamment. Avec la mort de l'homme, un changement qualitatif complet se produit. Ce changement qualitatif se réalise en passant par des changements quantitatifs qui se produisent de manière ininterrompue et des changements qualitatifs partiels constants inhérents aux changements quantitatifs. Le changement quantitatif et le changement qualitatif constituent une unité de contraires. Il y a dans un changement quantitatif des changements qualitatifs partiels. Il ne faut pas dire qu'il n'y a pas de changements qualitatifs dans un changement quantitatif. De même, il y a dans un changement qualitatif des changements quantitatifs. Il ne faut pas dire qu'il n'y a pas de changements quantitatifs dans un changement qualitatif.

Lorsqu'il s'agit d'un processus long, avant l'avènement du changement qualitatif final, il y a forcément des changements quantitatifs ininterrompus et de nombreux changements qualitatifs partiels. S'il n'y a pas de changements qualitatifs partiels ni de nombreux changements quantitatifs, le changement qualitatif final ne peut pas se produire. Prenons l'exemple d'une usine. Elle a ses ateliers et une dimension déterminée. A l'intérieur de l'usine, les équipements et les machines se renouvellent

les uns après les autres. C'est cela le changement qualitatif partiel. La dimension et la forme extérieure de l'usine ne changent pas. Mais l'intérieur de l'usine change. Pour une compagnie de soldats, c'est la même chose. Lorsque plus de cent hommes s'engagent dans une bataille, plusieurs dizaines d'entre eux meurent ou sont blessés. Il faut donc compenser la perte de plusieurs dizaines d'hommes. C'est en se battant continuellement et en compensant constamment qu'à travers des changements qualitatifs partiels cette compagnie se développe et se renforce de manière ininterrompue.

L'écrasement de Chiang Kai-shek a été un changement qualitatif qui s'est réalisé en passant par des changements quantitatifs. Pendant trois ans et demi, par exemple, il nous a fallu détruire, bribe par bribe, l'armée et le régime de Chiang Kai-shek. Ce changement quantitatif impliquait également des changements qualitatifs partiels. Pendant la période de la guerre de Libération, la guerre a connu des étapes différentes. Chacune des étapes successives avait certaines caractéristiques différentes de celles de l'étape précédente. La transformation de l'économie individualiste en une économie collectiviste est un processus de transformation qualitative. En Chine, ce processus s'est réalisé en passant par différentes étapes de changements qualitatifs partiels : équipes d'aide mutuelle, coopératives de forme inférieure, coopératives de forme supérieure, communes populaires.

Actuellement, en Chine, l'économie socialiste comporte deux systèmes de propriété publique différents : le système de propriété du peuple entier et le système de propriété collective. Cette économie socialiste a son propre processus de naissance et de développement. Est-il concevable que, dans l'avenir, il n'y ait aucun autre processus de transformation ? Comment pouvons-nous dire que ces deux systèmes de propriété peuvent être « consolidés définitivement » et à jamais ? Est-il possible que, dans une

société socialiste, des catégories économiques telles que la distribution selon le travail, la production marchande, la loi de la valeur, etc., soient éternelles ? Est-il concevable qu'elles naissent et qu'elles se développent seulement, mais qu'elles ne meurent pas et ne se transforment pas ? Est-il possible que toutes ces catégories ne soient pas des catégories historiques comme toutes les autres ?

Le passage du socialisme au communisme est inévitable. Dans ce processus, il est naturel que certaines choses qui appartenaient à la période socialiste meurent. Même à l'époque du communisme, les choses se développeront sans cesse. Il se peut que le communisme passe par bien des étapes différentes. Peut-on dire qu'il n'y aura plus de changements une fois la société communiste réalisée, que tout sera « consolidé définitivement » et qu'il n'y aura que des changements quantitatifs mais pas de changements qualitatifs partiels ininterrompus ?

Le développement des choses se fait étape par étape, de manière ininterrompue. Mais chaque étape a sa propre « limite ». Nous faisons des études tous les jours. Nous commençons à quatre heures et nous terminons à sept ou huit heures. C'est une « limite ». Prenons l'exemple de la transformation idéologique. La transformation idéologique socialiste doit durer pendant une longue période. Mais chaque mouvement de transformation idéologique a toujours une fin, une « limite ». Sur le front de la lutte idéologique socialiste, il y a des changements quantitatifs ininterrompus et des changements qualitatifs partiels ininterrompus. Un jour viendra où les influences idéologiques capitalistes seront complètement éliminées. Ce jour-là, le changement qualitatif de cette transformation idéologique sera achevé et un nouveau processus de changement quantitatif dans la qualité commencera.

L'édification socialiste a aussi une « limite ». Des bilans doivent être dressés. Par exemple : la part des produits industriels dans la production, la quantité d'acier

produite, le niveau de vie de la population, etc. Naturellement, dire que l'édification socialiste a une « limite » ne signifie pas que l'on refuse d'avancer dans la voie du communisme. Il est possible que le passage du socialisme au communisme comporte deux étapes : la première du capitalisme au socialisme, ou étape du socialisme sous-développé, la seconde du socialisme au communisme, ou étape du socialisme moins développé au socialisme plus développé, c'est-à-dire au communisme. Il se peut que cette dernière étape demande un laps de temps plus long. Lorsque cette étape sera franchie, les biens matériels seront en grande abondance et les valeurs culturelles enrichies. La conscience communiste de l'homme sera très élevée. On pourra alors entrer dans l'ère supérieure du communisme.

A la page 409, il est dit qu'après l' « établissement définitif » des formes de la production socialiste, le niveau de la production et le taux de la productivité augmenteront rapidement et de manière ininterrompue. Le mot « ininterrompu » est employé à maintes reprises. Mais il ne s'agit que de changements quantitatifs ; il n'y a pas beaucoup de changements qualitatifs partiels.

### *22. A propos de la guerre et de la paix*

A la page 408, il est dit que, dans une société capitaliste, « il est inévitable qu'une crise de surproduction éclate, entraînant une augmentation du nombre des chômeurs », ce qui signifie que la guerre y est en gestation. Les principes économiques marxistes ne peuvent pas brusquement devenir caducs. Est-il concevable que la guerre puisse être éliminée définitivement alors que le système capitaliste existe encore dans le monde ?

Peut-on dire qu'apparaît actuellement la possibilité d'éliminer à jamais la guerre et d'utiliser toutes les

ressources matérielles et financières du monde pour servir l'humanité tout entière ? Dans cette interprétation, il n'y a ni marxisme, ni analyse de classe, ni différenciation entre la domination bourgeoise et la domination prolétarienne. Comment peut-on éliminer la guerre sans éliminer les classes ? L'avènement d'une guerre mondiale ne dépend pas de nous. Même si on signait un traité interdisant la guerre, la possibilité de la guerre existerait encore. Lorsque l'impérialisme veut faire la guerre, aucun traité n'est valable. Quant à savoir si, une fois la guerre éclatée, on emploierait des bombes atomiques et à hydrogène, c'est une autre question. Bien que les armes chimiques existent, elles ne sont pas employées dans les guerres qui se font encore avec des armes conventionnelles. Même si les deux camps ne sont pas en guerre, rien ne garantit qu'aucune guerre n'éclatera à l'intérieur du monde capitaliste. La guerre est possible entre deux puissances impérialistes, ou entre la bourgeoisie et le prolétariat dans un pays impérialiste. En fait, la guerre fait rage actuellement entre l'impérialisme, d'une part, et les colonies et les semi-colonies, d'autre part. La guerre est un moyen utilisé dans les conflits de classe. C'est seulement par la guerre qu'on peut éliminer les classes et c'est seulement en éliminant les classes qu'on peut éliminer à jamais la guerre. Sans la guerre révolutionnaire, on ne peut éliminer les classes. Nous ne croyons pas qu'il soit possible de faire disparaître la guerre et les armes sans éliminer les classes. Dans l'histoire humaine des sociétés de classes, toutes les classes et tous les pays ont cherché à occuper une position de force. Il s'agit d'une tendance inévitable de l'histoire. Or, l'armée est la manifestation concrète de la puissance d'une classe. L'armée existera tant qu'il y aura un antagonisme de classe. Bien sûr, nous ne souhaitons pas être impliqués dans une guerre ; nous souhaitons la paix. Nous faisons de grands efforts pour que la guerre atomique soit interdite

et nous luttons pour la signature d'un pacte de non-agression entre les deux camps. Les premiers, nous avons proposé de lutter pour avoir dix ou vingt ans de paix. Si cette proposition peut prendre corps, elle sera très profitable à l'ensemble du camp socialiste et à la construction du socialisme en Chine.

A la page 409, le *Manuel* affirme que l'Union soviétique n'est plus encerclée. Cette interprétation risque d'endormir les gens. Certes, la situation a beaucoup changé depuis l'époque où il n'existait qu'un seul pays socialiste. A l'ouest de l'Union soviétique se trouvent les pays socialistes d'Europe de l'Est. A l'est de l'Union soviétique se trouvent des pays socialistes tels que la Chine, la Corée et le Vietnam. Mais les fusées téléguidées n'ont pas d'yeux. Elles peuvent atteindre des objectifs situés à des milliers de kilomètres, voire plus de 10 000 kilomètres. Beaucoup de bases militaires américaines sont réparties autour de l'ensemble du camp socialiste. Le fer de lance de ces bases est pointé vers l'Union soviétique et les autres pays socialistes. Dans ces conditions, peut-on affirmer que l'Union soviétique n'est pas actuellement encerclée par des fusées téléguidées ?

### *23. L' « unanimité » est-elle la force motrice du développement de la société ?*

A la page 413, il est écrit que le socialisme est « unanimement uni », qu'il est « solide comme un roc » et que l'unanimité constitue « la force motrice du développement d'une société ».

Si l'on admet que, dans une société socialiste, il y a seulement l'unité et l'unanimité et qu'il n'y a pas de contradictions internes, si l'on refuse d'admettre que les contradictions constituent la force motrice du développe-

ment de la société, on réfute alors la loi de l'universalité de la contradiction et on abandonne la dialectique. Sans contradiction, il n'y a pas de mouvement. Or, c'est grâce au mouvement qu'une société se développe. A l'époque du socialisme, les contradictions restent la force motrice du développement de la société. On travaille pour l'unité et on est obligé de lutter pour elle précisément parce que l'unanimité n'existe pas. Si l'unanimité était toujours parfaite, pourquoi serait-il encore nécessaire/ de travailler sans cesse pour l'unité ?

### *24. Les droits des travailleurs dans le système socialiste*

A la page 414, lorsque le *Manuel* traite des différents droits dont jouissent les travailleurs, il ne mentionne pas leurs droits à la gestion du pays, des diverses entreprises et des organisations culturelles et d'éducation. En réalité, ce sont les droits les plus importants des travailleurs dans le système socialiste. Il s'agit de droits fondamentaux sans lesquels le droit de travailler, de recevoir une éducation, de se reposer, etc., n'existe pas.

Le problème de la démocratie socialiste est d'abord celui de savoir si les travailleurs ont le droit de vaincre les différentes forces hostiles et leurs influences. Qui contrôle les choses comme les journaux, les revues, les stations de radio et de télévision, le cinéma ? Qui peut exprimer des opinions ? Tout cela relève du problème des droits. Si ces choses-là se trouvent aux mains d'une minorité d'opportunistes de droite, la très grande majorité du pays qui a un besoin urgent du Grand Bond en avant se voit privée de ses droits dans ces domaines. Si des gens comme Chung Tien-p'ei ont la mainmise sur le cinéma, comment le peuple peut-il exercer ses droits dans ce domaine ? Il existe au sein du peuple

différentes tendances et factions. Le fait qu'une des factions ait le contrôle de toutes les organisations et de toutes les entreprises pèse très lourdement sur le problème de la garantie des droits du peuple. Si ces organisations et ces entreprises sont aux mains des marxistes-léninistes, les droits de l'immense majorité du peuple peuvent alors être assurés. Si elles sont aux mains des opportunistes de droite ou des droitistes, elles peuvent changer de nature et les droits du peuple sur elles ne peuvent plus être garantis. En résumé, le peuple doit avoir le droit de prendre en charge la superstructure. En ce qui concerne la question des droits du peuple, nous ne pouvons pas admettre que l'Etat soit administré par une partie seulement des gens et que le peuple ne puisse jouir de ses droits au travail, à l'éducation, aux assurances sociales, etc., que sous le contrôle de certaines personnes.

*25. Le passage au communisme est-il une révolution ?*

A la page 417, il est écrit : « Dans le système socialiste, il n'y a pas de classes et de groupements sociaux qui entrent en conflit avec les intérêts communistes. C'est pourquoi le passage au communisme ne se réalise pas en passant par une révolution sociale. »

Certes, le passage au communisme ne signifie pas le renversement d'une classe par une autre classe. Mais on ne peut pas dire qu'il ne soit pas une révolution sociale. Car, la substitution d'un rapport de production à un autre rapport de production est un bond qualitatif, c'est-à-dire une révolution. En Chine, la transformation de l'économie individualiste en économie collective et la transformation de l'économie collective en économie du peuple entier constituent des révolutions dans le domaine des rapports de production. On ne peut pas

dire non plus que la conversion du principe socialiste « A chacun selon son travail » en principe communiste « A chacun selon ses besoins » ne constitue pas une révolution dans le domaine des rapports de production. Certes, le principe « A chacun selon ses besoins » sera mis en application progressivement. Il est possible que, lorsque l'approvisionnement des articles de première nécessité deviendra suffisant, nous les distribuions à chacun selon ses besoins. Cette distribution sera étendue aux autres articles au fur et à mesure que les forces productives se développeront.

Prenons l'exemple du développement des communes populaires chinoises. Au moment de la conversion du système de la propriété au niveau de l'équipe de base en système de la propriété au niveau de la commune de base, des conflits ne risquent-ils pas de se produire dans une partie de la population ? Ce problème mérite d'être étudié. Pour réaliser cette conversion, une des conditions déterminantes est que les revenus qui proviennent de l'économie communale constituent plus de la moitié des revenus globaux de la commune populaire. L'application du système de propriété au niveau de la commune populaire de base est profitable aux membres ordinaires de la commune. C'est pourquoi nous estimons que la très grande majorité des gens ne s'opposeront pas à ce changement. Mais, au moment de ce changement, les anciens cadres des équipes de production perdront la direction de ces équipes et leur pouvoir administratif diminuera d'autant. S'opposeront-ils alors à cette transformation ?

Dans ce processus de développement, il est possible que surgisse le problème de certains « groupes ayant acquis des privilèges », et cela en dépit du fait que, dans une société socialiste, les classes ont été abolies. Les membres de ces groupes, satisfaits du système existant, ne désireront pas en changer. L'application des

principes « A chacun selon son travail » ou « Gagner plus en travaillant plus », par exemple, leur est profitable. Par conséquent, il se peut qu'ils se sentent mal à l'aise lorsque ces principes céderont la place au principe « A chacun selon ses besoins ». Or, l'établissement de tout nouveau système exige nécessairement la destruction de l'ancien. La construction sans destruction n'existe pas. Si l'on détruit, on provoque l'opposition d'une partie des gens. L'homme est un animal étrange. Dès qu'il se trouve dans une situation privilégiée, il se montre arrogant... Ne pas tenir compte de cela est très dangereux.

### *26. « Il n'est pas absolument nécessaire que la Chine adopte une forme aiguë de lutte des classes » : une prétendue thèse !*

Ce qui a été dit à la page 419 est erroné.

Après la révolution d'Octobre, voyant que l'économie russe avait été gravement perturbée, la bourgeoisie russe était convaincue que le prolétariat n'était pas en mesure de modifier cette situation, ni suffisamment puissant pour se maintenir au pouvoir. Elle estimait donc que dès qu'elle se lancerait dans la bataille, le régime prolétarien s'écroulerait. C'est pourquoi elle déclencha une résistance armée, obligeant ainsi le prolétariat russe à prendre des mesures draconiennes et à confisquer les biens de la bourgeoisie. A cette époque, la bourgeoisie et le prolétariat manquaient tous deux d'expérience.

Dire que la lutte des classes n'est pas aiguë en Chine n'est pas conforme à la réalité. Combien la révolution chinoise est aiguë ! Nous avons combattu continuellement pendant vingt-deux ans. Nous avons fait la guerre pour renverser la domination bourgeoise du Kuomintang. Nous avons confisqué le capital bureaucratique qui constituait 80 % de l'ensemble du capital de l'économie capitaliste.

Cela nous a donné la possibilité d'employer des mesures pacifiques pour transformer le capital national qui représentait 20 % du capital de l'économie capitaliste. Au cours de ce processus de transformation, nous sommes passés par des luttes acharnées telles que les campagnes des « trois-antis » et des « cinq-antis ».

A la page 420, la description relative à la transformation de l'industrie et du commerce capitalistes n'est pas correcte. Après la Libération, la bourgeoisie nationale a été obligée de prendre la voie de la transformation socialiste. Nous avions renversé Chiang Kai-shek, confisqué le capital bureaucratique, achevé la réforme agraire, lancé les campagnes des « trois-antis » et des « cinq-antis » [1], mis en application la coopérativisation agricole. Dès le début, nous avons contrôlé les marchés. Cette série de changements a forcé la bourgeoisie nationale à avancer progressivement dans la voie de la transformation. D'autre part, le Programme commun [2] a défini une politique préconisant que toutes les composantes économiques aient leur place propre, ce qui permettrait aux capitalistes d'avoir des profits. La Constitution a garanti en outre aux capitalistes un bulletin de vote et un bol de riz. Toutes ces mesures leur ont permis de comprendre que, s'ils acceptaient la transformation, ils pouvaient se maintenir dans une certaine position et jouer un certain rôle dans les domaines économique et culturel.

Dans les entreprises qui appartenaient conjointement

1. La campagne des « trois-antis », déclenchée dès décembre 1951, s'adressait aux cadres du Parti et s'attaquait à la corruption, au gaspillage et au bureaucratisme. La campagne des « cinq-antis », qui relaya la précédente, fut dirigée contre les pots de vin, la fraude, l'évasion fiscale, le détournement des biens de l'Etat et l'obtention illégale de secrets économiques de l'Etat.

2. Le « Programme commun » fut adopté le 29 septembre 1949 par la Conférence politique consultative du peuple chinois convoquée par le Parti communiste chinois. Il réaffirmait le bien-fondé de la politique du « front uni » et visait à rassembler politiquement la population chinoise autour du PCC.

à l'Etat et à des particuliers, les capitalistes ne détenaient aucun pouvoir administratif réel. Il n'y avait pas de gestion conjointe de la production par les représentants du gouvernement et par les capitalistes. C'est pourquoi il est faux de dire que, dans cette situation, « l'exploitation du travail par le capital était limitée » ; en réalité, elle était extrêmement limitée. Le *Manuel* n'accepte pas l'idée que nous avons formulée et selon laquelle les entreprises qui appartenaient conjointement à l'Etat et aux personnes privées représentaient un socialisme aux trois quarts. Naturellement, à l'heure actuelle, ce socialisme aux trois quarts est devenu un socialisme aux neuf dixièmes ou même plus.

La transformation de l'industrie et du commerce capitalistes est achevée chez nous pour l'essentiel. Mais, si l'occasion se présente, les capitalistes lanceront une offensive vigoureuse contre nous. Une attaque des droitistes fut repoussée en 1957. En 1959, les capitalistes déclenchèrent une autre attaque contre nous par l'intermédiaire de leurs représentants dans le Parti. Quant à notre politique à l'égard des capitalistes nationaux, elle consiste à les attirer vers nous pour mieux les contenir.

Le *Manuel* (p. 421) se réfère à une citation de Lénine qui dit : le capitalisme d'Etat est « la continuation de la lutte des classes sous une autre forme ». Cela est correct.

### *27. Le délai nécessaire pour réaliser l'édification du socialisme*

A la page 423, il est dit que la Chine a « achevé » sa révolution socialiste tant sur le front politique que sur le front idéologique en 1957. Cette interprétation n'est pas la nôtre. Nous préférons dire que nous avons remporté une victoire décisive.

A la même page, le *Manuel* dit que la Chine doit être transformée en un pays socialiste puissant en dix ou quinze ans. Sur ce point, nous sommes plutôt d'accord. Cela signifie qu'après le IIe Plan quinquennal et encore deux autres Plans quinquennaux, c'est-à-dire en 1972, ou en 1969 si nous pouvons gagner deux ou trois ans, nous devons être parvenus à réaliser chez nous la modernisation non seulement de l'industrie, de l'agriculture, des secteurs scientifique et culturel, mais aussi la modernisation de la défense nationale. Dans un pays comme le nôtre, la construction du socialisme est une tâche extrêmement ardue. Il ne faut pas parler trop tôt de son achèvement.

*28. A propos, une fois de plus, des relations entre l'industrialisation et la transformation socialiste*

A la page 423, le *Manuel* dit : la victoire dans la transformation des systèmes de propriété avant la réalisation de l'industrialisation est une situation qui résulte des conditions particulières à la Chine. Cette affirmation est fausse. Les pays d'Europe de l'Est, tout comme la Chine, bénéficient des deux mêmes conditions particulières : « l'existence d'un camp socialiste puissant et l'assistance de l'Union soviétique, pays hautement industrialisé ». Pourquoi donc ne pourraient-ils pas parvenir à réaliser leur transformation socialiste dans le domaine des systèmes de propriété avant l'achèvement de leur industrialisation ? Quant au problème des relations entre l'industrialisation et la transformation socialiste, l'Union soviétique aussi, en réalité, a résolu la question des systèmes de propriété avant de réaliser son industrialisation.

Du point de vue de l'histoire mondiale, la révolution bourgeoise et l'établissement d'Etats bourgeois ont eu lieu

avant, et non après, la révolution industrielle. Là aussi, la superstructure a d'abord été transformée et l'appareil de l'Etat mis en place avant que soient propagées les idées permettant d'acquérir le pouvoir réel. Il en est résulté un profond bouleversement des rapports de production. Lorsque les nouveaux rapports de production ont été bien établis, ils ont ouvert la voie au développement des forces productives. Certes, la révolution dans les rapports de production s'est produite lorsque le développement des forces de production avait atteint un niveau déterminé. Mais un grand développement des forces productives vient toujours après la transformation des rapports de production. Prenons l'exemple de l'histoire du développement du capitalisme. Au début, il n'y eut qu'un simple regroupement des activités. Puis, des fabriques et des ateliers artisanaux se sont créés. A ce stade, des rapports de production capitalistes se sont établis, mais les ateliers artisanaux n'étaient pas encore la production mécanisée. Les rapports de production capitalistes ont fait naître des besoins de transformation technique, créant ainsi les conditions pour l'utilisation des machines. En Angleterre, la révolution industrielle (fin du XVIII[e] siècle — début du XIX[e] siècle) s'est produite après la révolution bourgeoise (qui eut lieu après le XVII[e] siècle). De même, en Allemagne, en France, aux Etats-Unis et au Japon, le grand développement industriel capitaliste n'a commencé qu'après la transformation de la superstructure et des rapports de production, transformation dont la forme a varié selon les pays.

Créer une opinion publique et saisir le pouvoir politique d'abord. Résoudre le problème des systèmes de propriété ensuite pour aboutir enfin à un grand développement des forces productives, voilà la règle universelle. Sur ce point, la révolution prolétarienne et la révolution bourgeoise se ressemblent fondamentalement malgré quelques différences (les rapports de production socialistes, par

exemple, n'existaient pas avant la révolution prolétarienne tandis que les rapports de production capitalistes ont commencé à se développer dans la société féodale).

### *29. A propos de la contradiction entre les rapports de production et les forces productives socialistes*

A la page 433, le *Manuel* parle de l' « interaction » des rapports de production et des forces productives, mais non de leur contradiction dans le système socialiste. Les rapports de production englobent : le système de propriété des moyens de production, les rapports humains dans le travail et le système de distribution. On peut dire que la révolution dans le domaine du système de la propriété est une certitude. Après le passage, par exemple, du système de la propriété collective au système de la propriété du peuple entier, et lorsque l'ensemble de l'économie nationale sera transformé en un système de propriété unique du peuple entier, ce dernier système devra rester en vigueur pendant une période relativement longue. Mais, même dans les entreprises qui seront la possession du peuple entier, le pouvoir devra-t-il être partagé entre les autorités centrales et les autorités locales ? Qui prendra en main l'administration ? et de quelle entreprise ? Ces problèmes restent des problèmes importants. En 1958, certaines unités de base ont adopté un système d'investissement et de garantie du travail, développant ainsi grandement leur esprit d'entreprise. Les autorités centrales ne doivent pas se fier uniquement à leur propre dynamisme. Elles doivent encourager le dynamisme des entreprises et des autorités locales. Empêcher ce dynamisme de s'exprimer est nuisible à la production. On voit que, même sous le système de la propriété du peuple entier, il y a des contradictions

dans les rapports de production qui doivent être résolues. Dans le domaine des rapports humains dans la production et du système de distribution, les besoins d'amélioration continue sont encore plus grands. Il est très difficile de parler là de manière catégorique. En ce qui concerne le problème des rapports humains dans le travail, par exemple, il y a beaucoup à dire à propos de l'attitude égalitaire des dirigeants, des modifications à apporter à certains règlements et systèmes, à propos des « deux participations » et de la « triple alliance » etc.[1]. Dans les communes primitives, le système de la propriété publique a duré longtemps, mais les rapports humains dans le processus du travail ont subi des modifications nombreuses.

*30. Le passage du système de la propriété collective au système de la propriété du peuple entier est inévitable.*

A la page 435, le *Manuel* parle de la nécessité objective de l'existence des deux formes de propriété publique. Il ne parle pas d'une autre nécessité objective, celle du passage du système de la propriété collective au système de la propriété du peuple entier. Actuellement, ce problème se pose nettement en Chine dans certains endroits. D'après des informations en provenance du district de Chengan, province du Hopei, certaines communes populaires spécialisées dans la culture des plantes industrielles sont maintenant très riches. Dans ces communes, l'accumulation du capital atteint 45 % et le niveau de vie des paysans est très élevé. Si cette situation se poursuit, et si

1. Les deux participations : participation des cadres au travail manuel et participation des ouvriers à la gestion des entreprises. La triple alliance : alliance formée par les cadres dirigeants, les ouvriers et les techniciens.

on ne résout pas cette contradiction par la transformation du système de la propriété collective en système de la propriété du peuple entier, le niveau de vie des paysans dépassera alors celui des ouvriers. Cela risque de porter préjudice au développement de l'industrie et de l'agriculture.

A la page 438, le *Manuel* dit : « La différence entre les entreprises d'Etat et les coopératives n'est pas une différence fondamentale... Le système de la propriété publique sous ses deux formes... est sacro-saint et inviolable. »

La différence entre le système de la propriété collective et le système de la propriété du peuple entier n'est pas une différence fondamentale si l'on compare ces deux systèmes au système capitaliste. Mais si l'on examine le problème sous l'angle de l'économie interne du socialisme, cette différence est alors une différence fondamentale. Le *Manuel* affirme que ces deux formes de propriété publique sont « sacro-saintes et inviolables ». Cette façon de s'exprimer est correcte si l'on envisage ces deux formes de propriété publique comme opposées à des forces ennemies ; elle est erronée si l'on veut parler de leur propre processus d'évolution. Rien n'est éternel. C'est vrai pour la coexistence des deux systèmes de propriété. Le système de la propriété du peuple entier a aussi son propre processus de transformation.

D'ici un certain nombre d'années, après la transformation du système de la propriété au niveau des communes populaires en système de propriété du peuple entier, un système unique de propriété du peuple entier apparaîtra dans toute la Chine, entraînant un grand développement des forces productives. Pendant une certaine période, ce système aura encore un caractère socialiste. C'est seulement après un certain temps qu'il se transformera en un système unique de propriété du peuple entier de caractère communiste. Le système de

la propriété du peuple entier a donc aussi un processus de transformation qui va de « A chacun selon son travail » à « A chacun selon ses besoins ».

### *31. La propriété individuelle*

A la page 439, le *Manuel* dit : « Une autre partie de la production, les produits de consommation... devient la propriété individuelle des travailleurs. » Cette interprétation laisse croire qu'une partie de la production sociale, en l'occurrence les produits de consommation, est destinée à être propriété individuelle. Cette interprétation n'est pas correcte. En réalité, certains produits de consommation sont des biens privés tandis que d'autres, comprenant les équipements culturels et d'éducation, les établissements de santé publique, les installations sportives, les parcs publics, etc., sont des biens publics. Evidemment, ces biens publics qui s'accroissent sans cesse sont à la disposition de chacun des travailleurs. Mais ce ne sont pas des biens privés.

A la page 440, le *Manuel* met en parallèle le revenu acquis par le travail, l'épargne, le logement, les objets d'usage domestique, les produits de consommation individuelle et les autres équipements d'usage courant, etc. Cette façon de procéder est mauvaise. Car, l'épargne, le logement, etc., résultent du revenu des travailleurs.

A maintes reprises, le *Manuel* parle seulement de la consommation individuelle et non de la consommation sociale telle que les activités culturelles et de bien-être public, la santé publique, etc. Sur ce point, le *Manuel* n'a vu qu'un côté du problème. En Chine, l'état des habitations rurales laisse encore beaucoup à désirer. Nous devons changer progressivement les conditions d'habitation dans les campagnes. La construction de quartiers résidentiels, notamment dans les villes, doit être entre-

prise essentiellement par les forces sociales collectives et non par les forces individuelles. Si une société socialiste ne prend pas en charge les tâches collectives de la société, peut-on alors parler encore de socialisme ? D'aucuns disent que le socialisme doit prêter une plus grande attention à la stimulation matérielle que le capitalisme. Cette thèse n'a vraiment aucun sens !

Le *Manuel* dit, dans le même paragraphe, que les biens produits par les kolkhozes comprennent des biens privés et des produits auxiliaires individuels. Mais, il ne soulève pas le problème de la collectivisation de ces produits auxiliaires. Les paysans resteront alors éternellement des paysans. Certes, un système social donné doit être consolidé pendant une période donnée. Mais cette consolidation doit avoir une limite ; elle ne doit pas être éternelle, sinon, les idéologies qui reflètent ce système se figeront et la pensée des hommes ne sera plus apte à s'adapter à de nouveaux changements.

A la même page, le *Manuel* parle du problème de la fusion de l'intérêt individuel et de l'intérêt public en ces termes : « Cette fusion est réalisée par la rémunération des membres de la société en fonction de la quantité et de la qualité de leur travail, et par l'application totale du principe selon lequel les intérêts matériels des individus doivent être satisfaits. » Ici, le *Manuel* ne parle pas de la nécessité des retenues indispensables à la consommation sociale. En outre, les intérêts matériels individuels sont placés en tête comme s'ils étaient le premier élément de cette fusion. Il s'agit d'une explication partielle du principe qui veut que les intérêts matériels individuels soient satisfaits.

A la page 441, le *Manuel* ajoute : « La contradiction entre l'intérêt public et l'intérêt individuel n'est pas une contradiction antagoniste. Elle peut être résolue étape par étape. » Cette formule est très vague. Elle ne peut pas résoudre le problème. Dans un pays comme la

Chine, les contradictions au sein du peuple ne pourront pas être résolues si l'on ne déclenche pas une campagne de rectification une fois par an ou une fois tous les deux ans.

### *32. La contradiction est la force motrice du développement de la société socialiste*

Le cinquième paragraphe de la page 443 admet l'existence de la contradiction entre les forces productives et les rapports de production dans une société socialiste. Il parle également de la nécessité de résoudre cette contradiction, mais n'admet pas que celle-ci soit une force motrice.

Le paragraphe suivant est excellent. Mais, dans un système socialiste, si certains aspects des rapports humains et certaines formes du dirigisme économique peuvent nuire au développement des forces productives, certains problèmes dans le domaine des systèmes de propriété (par exemple la coexistence de deux systèmes de propriété) peuvent en faire autant.

Ce qui est dit dans le paragraphe qui suit est très problématique. Il y est écrit que, dans le système socialiste, les contradictions ne sont pas des contradictions irréconciliables. Cette façon de s'exprimer n'est pas conforme à la dialectique. Toutes les contradictions sont irréconciliables. Où sont les contradictions réconciliables? Certaines contradictions sont antagonistes, d'autres ne le sont pas. Mais on ne peut pas dire qu'il y ait des contradictions irréconciliables et des contradictions réconciliables.

Bien qu'il n'y ait pas de guerre dans le système socialiste, la lutte existe toujours, une lutte entre différentes factions au sein du peuple. Bien que, dans le système socialiste, il n'y ait pas de révolution au cours de laquelle

une classe renverse l'autre, la révolution existe toujours. Le passage du socialisme au communisme est une révolution. Le passage d'un stade à un autre stade du communisme est aussi une révolution. Il existe également des révolutions techniques et des révolutions culturelles. Le communisme passera nécessairement par beaucoup de stades. Il y aura donc beaucoup de révolutions.

Ici, le *Manuel* expose le moyen de résoudre à temps les contradictions en s'appuyant sur les « actions dynamiques » des masses (p. 444). Ces « actions dynamiques » doivent comprendre des luttes complexes.

« Dans le système socialiste, il n'y a pas de classe qui tienne à maintenir à tout prix des rapports économiques démodés. » Cette interprétation est correcte. Mais dans une société socialiste, il existe encore des couches sociales conservatrices et des groupes qui rappellent des « groupes privilégiés » d'autrefois. Il existe encore des différences entre les travailleurs intellectuels et les travailleurs manuels, entre la ville et la campagne, entre les ouvriers et les paysans. Ces contradictions, en dépit de leur caractère non antagoniste, doivent être résolues par des luttes.

Les enfants de nos cadres nous donnent de grands soucis. Ils n'ont pas d'expérience de la vie et de la société. Mais ils se montrent arrogants et ils ont un complexe de supériorité très marqué. Nous devons les éduquer afin qu'ils ne s'appuient ni sur leurs parents ni sur les martyrs de la révolution, mais uniquement sur eux-mêmes.

Dans une société socialiste, il y a encore des gens avancés et des attardés. Il y a ceux qui sont fidèles, diligents et pleins de vitalité à l'égard de la cause collective. Mais il y a aussi ceux qui visent la célébrité ou la fortune, qui ne pensent qu'à eux-mêmes et qui se laissent envahir par la morosité. A chacune des étapes du processus du développement socialiste, il y a toujours des

gens qui voudraient conserver des rapports de production surannés et des institutions sociales dépassées. A la campagne, les paysans moyens aisés ont leur propre point de vue sur bon nombre de problèmes. Ils ne peuvent pas s'adapter aux nouveaux changements. Une partie d'entre eux s'opposent même à ces changements. La preuve en est qu'un débat est en cours avec les paysans moyens aisés dans les régions rurales du Kwangtung sur la Charte du développement agricole en huit caractères [1].

Le troisième paragraphe de la page 453 parle de la lutte à l'intérieur de la société socialiste. Cet exposé est assez vivant. Mais, au paragraphe suivant, il est écrit : « La critique et l'autocritique... constituent une force motrice puissante pour le développement de la société socialiste. » Cette affirmation n'est pas appropriée. La contradiction est la force motrice. La critique et l'autocritique sont les méthodes pour résoudre les contradictions.

### *33. Le processus dialectique de la connaissance*

Page 446, deuxième paragraphe, il est écrit qu'après la collectivisation socialiste, « le peuple devient le maître des relations économiques de sa propre société » ; il est « capable de comprendre parfaitement et de se servir tout à fait consciemment des lois économiques de cette société ». Il est à noter que, pour en arriver à cet état de choses, il faut passer par un certain processus. Inévitablement, au départ, seul un nombre limité de personnes

1. Les huit caractères chinois qui composent cette Charte du développement agricole signifient : travaux hydrauliques, labourage profond et amélioration du sol, engrais, sélection des graines, semis serrés, protection des plantes, transformation des outils, gestion appropriée.

connaissent les lois. Puis, un grand nombre en prennent connaissance. Pour passer de la non-connaissance à la connaissance, un processus de pratique et d'étude est nécessaire. Au départ, tout le monde est ignorant. Les hommes capables de connaître l'avenir n'ont jamais existé. Toute réalisation s'obtient par la pratique. Et c'est à travers un processus hérissé de problèmes et d'échecs que l'on fait avancer progressivement la connaissance. Si l'on veut connaître les lois objectives du développement des événements, il faut passer par la pratique et adopter une attitude marxiste-léniniste. Il faut également comparer les succès et les échecs, en pratiquant et en étudiant sans cesse. C'est seulement après de nombreuses expériences de victoires et de défaites et après des études sérieuses que l'on peut mettre en accord ses propres connaissances avec les lois objectives. Si l'on n'a que des expériences de victoires et non de défaites, il est impossible de connaître ces lois.

Il n'est pas facile de « comprendre parfaitement et de se servir tout à fait consciemment des lois objectives ». Sans passer par un processus déterminé, il est impossible d'arriver à ce résultat. A la page 446, le *Manuel* cite Engels : « C'est seulement à ce moment que l'on commence à être tout à fait conscient du fait qu'on crée sa propre histoire. La cause sociale soutenue par le peuple donne alors, dans une très large mesure et dans une mesure de plus en plus grande, les résultats escomptés. » Engels dit « l'on commence » et « une mesure de plus en plus grande ». Cela est plus exact.

Le *Manuel* ne reconnaît pas la contradiction entre le phénomène et l'essence. L'essence se dissimule toujours derrière le phénomène et c'est seulement en allant au-delà du phénomène qu'on peut découvrir l'essence. Le *Manuel* ne dit pas que, pour connaître les lois, il faut suivre un processus. Il n'y a pas d'exception à cette règle, même pour les éléments d'avant-garde.

### *34. Les syndicats et le système du chef unique*

Lorsque le *Manuel* parle, à la page 452, de la mission des syndicats, il ne dit pas que leur tâche essentielle est de développer la production et de renforcer l'éducation politique. Il met seulement l'accent sur le bien-être.

Le *Manuel* parle d' « organiser la production selon le principe du système du chef unique ». Dans un pays capitaliste, toutes les entreprises adoptent ce système. Le principe de la gestion des entreprises socialistes doit être fondamentalement différent de celui des entreprises capitalistes. Le système que nous adoptons, qui rend le directeur d'usine responsable sous la direction du Comité du Parti, diffère rigoureusement du système de gestion en vigueur dans les entreprises capitalistes.

### *35. Prendre des théories et des principes comme point de départ n'est pas une méthode marxiste*

A partir du chapitre 20, le *Manuel* énumère bon nombre de lois.

Pour analyser l'économie capitaliste, *le Capital* prend comme point de départ les phénomènes pour aboutir à l'essence. Puis, il explique les phénomènes par l'essence. C'est pourquoi il peut souligner systématiquement les points importants. Le *Manuel,* lui, ne fait pas d'analyse. Sa rédaction est confuse. Son point de départ est toujours des lois, des théories, des principes et des définitions. Cette approche a toujours été réfutée par le marxisme-léninisme. On n'obtient les théories et les principes qu'après des analyses et des études. Indubitable-

ment, l'homme acquiert d'abord sa connaissance par le contact avec les phénomènes ; puis, à partir de ceux-ci, il découvre les théories et les principes. Mais le *Manuel* fait le contraire. La méthode qu'il emploie n'est pas une méthode d'analyse, mais une méthode de déduction. Selon la logique formelle, on dit : « Tout homme doit mourir. Untel est un homme, donc il doit mourir. » Il s'agit d'une conclusion tirée de la prémisse majeure selon laquelle tout homme doit mourir. C'est une méthode de déduction. A propos de n'importe quel problème, le *Manuel* donne toujours une définition d'abord, puis utilise celle-ci comme prémisse majeure dans ses déductions. Les auteurs du *Manuel* ne comprennent pas qu'une prémisse majeure doit être le résultat de l'étude d'un problème. Si l'on veut découvrir et vérifier des théories et des principes, il faut passer par une analyse concrète.

### *36. Les expériences avancées peuvent-elles être propagées sans difficulté ?*

A la page 461, il est écrit dans le troisième paragraphe : « Dans une économie socialiste nationale, les réalisations scientifiques les plus récentes, les découvertes techniques et les expériences avancées peuvent être propagées sans difficulté dans toutes les entreprises. » Cela n'est pas absolument certain. Dans une société socialiste, il y a encore des « mandarins » qui contrôlent les organismes de recherche scientifique et oppressent les forces naissantes. Aussi les réalisations scientifiques les plus récentes ne peuvent-elles pas être propagées sans aucune difficulté. Affirmer le contraire, c'est ignorer l'existence des contradictions dans une société socialiste. Lorsqu'une chose nouvelle surgit, elle peut rencontrer des obstacles, soit que les gens n'en aient pas encore l'habitude, soit qu'ils ne la comprennent pas, soit que cette chose nou-

velle soit nuisible aux intérêts d'une partie des gens. Par exemple, les méthodes de semis serrés et de labours profonds n'ont pas, en elles-mêmes, de caractère de classe. Cependant, elles ont rencontré des oppositions et de la résistance dans une fraction de la population. Certes, les circonstances dans lesquelles se dressent des obstacles devant les innovations sont fondamentalement différentes dans une société socialiste de celles qui existent dans une société capitaliste.

### *37. Le travail de planification*

A la page 465, le *Manuel* cite Engels et affirme que, dans le système socialiste, « il est possible de réaliser une production sociale selon un plan préétabli ». Cela est correct. Dans une société capitaliste, c'est à travers des crises économiques qu'est atteint l'équilibre de l'économie nationale, tandis que dans une société socialiste cet équilibre peut être obtenu par la planification. Mais il ne faut pas ignorer pour autant qu'avant de fixer l'importance respective de chaque secteur du Plan, il est nécessaire de passer par un certain processus. A ce sujet, il est écrit dans le *Manuel :* « La spontanéité et l'esprit de laisser-faire ne sont pas compatibles avec l'existence du système de la propriété publique des moyens de production. » Cependant, il ne faut pas croire que la spontanéité et l'esprit de laisser-faire n'existent pas dans une société socialiste. Notre connaissance des lois n'est pas parfaite dès le début. Le travail concret nous enseigne qu'au cours d'une période nous pouvons avoir des plans déterminés élaborés par les uns ou les autres. Mais nous ne pouvons pas affirmer que ces plans soient conformes aux lois ou fondamentalement conformes aux lois. Certes, certains sont conformes aux lois ou fondamentalement conformes aux lois tandis que d'autres ne le sont pas.

On adopte une conception métaphysique si l'on estime qu'il n'est pas nécessaire, pour connaître l'importance respective de chaque secteur du Plan, de passer par un processus, de comparer les succès et les échecs, et de suivre un parcours tortueux. La liberté est la nécessité comprise. Mais, évidemment, elle ne peut être comprise en un clin d'œil. Il n'y a pas dans le monde de sages innés. Même dans une société socialiste, on ne devient pas « visionnaire ». Pourquoi le présent *Manuel* n'est-il pas sorti plus tôt ? Pourquoi une fois publié, a-t-il subi des révisions répétées ? N'est-ce pas parce que l'on n'avait pas dans le passé une connaissance suffisante et que l'on n'a pas encore aujourd'hui une connaissance parfaite ? Prenons l'exemple de nos propres expériences. Au début, nous ne comprenions pas ce qu'était le socialisme. Plus tard, à travers la pratique, nous avons progressivement acquis une connaissance, une certaine connaissance, mais pas une connaissance suffisante. Si nous avions une connaissance suffisante, nous n'aurions plus rien à faire.

A la page 466, le *Manuel* dit que l'une des caractéristiques du socialisme est de « maintenir constamment, et consciemment, les proportions respectives des différents secteurs ». Il s'agit là d'une tâche et d'une exigence. Cette tâche est difficile à accomplir. Staline a dit que le Plan soviétique ne reflétait pas entièrement les exigences des lois.

Dire que l'on maintient constamment les proportions c'est admettre en même temps qu'apparaissent constamment des déséquilibres. Car, seule une perturbation des proportions fait de l'établissement des proportions une tâche nécessaire. Dans le processus de développement de l'économie socialiste, des situations de croissance disproportionnée et de développement déséquilibré surgissent sans cesse. Elles exigent que nous rétablissions un développement proportionné et un équilibre global. Par exem-

ple, le développement de l'économie entraîne une pénurie générale de personnel technique et de cadres, faisant apparaître la contradiction entre les besoins de cadres et la répartition des cadres. Cela nous pousse à créer un plus grand nombre d'écoles afin de former plus de cadres et de résoudre cette contradiction. Chaque fois qu'un déséquilibre ou un développement disproportionné surgit, il nous aide à mieux comprendre les lois objectives.

Dans le domaine du travail de planification, si l'on refuse de faire le bilan et que l'on adopte la politique du laisser-faire, ou si l'on se montre trop prudent et que l'on exclut toute audace, on finit par détruire le développement proportionné. Ces méthodes de travail sont toutes deux erronées.

Un plan est une idéologie. L'idéologie est le reflet d'une réalité et elle agit sur la réalité. Dans le passé, selon nos plans, nous ne devions pas créer de nouvelles industries le long des régions côtières. Avant 1957, aucune construction industrielle n'a été entreprise dans ces régions. Nous avons ainsi perdu sept années. La construction sur une grande échelle n'a commencé qu'après 1958. Un important progrès a été fait en deux ans. Cela montre clairement que des choses comme les plans, qui font partie des idéologies, ont une grande influence sur le progrès ou l'absence de progrès de l'économie ainsi que sur le rythme du développement économique.

### *38. L'augmentation prioritaire de la production des moyens de production et le développement simultané de l'industrie et de l'agriculture*

A la page 466, le *Manuel* parle du problème de l'augmentation prioritaire de la production des moyens de production.

L'augmentation prioritaire de la production des moyens de production est une loi économique, commune à toutes les sociétés, pour augmenter la reproduction. Dans une société capitaliste aussi, s'il n'y a pas d'augmentation prioritaire de la production des moyens de production, il n'est pas possible d'élargir la reproduction. A l'époque de Staline, comme on mit particulièrement l'accent sur le développement préférentiel de l'industrie lourde, on négligea par conséquent l'agriculture dans la planification. Le même problème s'est posé, il y a quelques années, dans les pays de l'Europe de l'Est. Notre méthode à nous consiste à développer simultanément, sous la condition d'un développement préférentiel de l'industrie lourde, l'industrie, l'agriculture et quelques autres secteurs. Dans les secteurs développés simultanément, il existe aussi des secteurs essentiels. Si l'agriculture ne se développe pas, bon nombre de problèmes ne peuvent pas être résolus. Il y a quatre ans déjà que nous avons préconisé le développement simultané de l'industrie et de l'agriculture. Cette politique a été mise réellement en application en 1960. Le grand intérêt accordé à l'agriculture s'est manifesté par la quantité d'acier qui lui a été octroyée. En 1959, cette quantité n'atteignait que 590 000 tonnes. Cette année, travaux hydrauliques compris, ce chiffre s'est élevé à 1,3 million de tonnes. Il s'agit véritablement d'un développement simultané de l'industrie et de l'agriculture.

D'après le *Manuel*, de 1925 à 1958, la production des moyens de production en Union soviétique a augmenté 103 fois, tandis que la production des biens de consommation a augmenté 15,6 fois. Le problème est de savoir si cette proportion de 103 à 15,6 est profitable ou non au développement de l'industrie. Si l'on veut développer rapidement l'industrie lourde, il faut que tout le monde soit actif et plein d'enthousiasme. Pour parvenir à ce résultat, il est indispensable de développer

simultanément l'industrie et l'agriculture et simultanément aussi l'industrie lourde et l'industrie légère.

Si nous pouvons développer simultanément, à un rythme rapide, l'agriculture, l'industrie légère et l'industrie lourde, nous pourrons, parallèlement au développement rapide de l'industrie lourde, améliorer de façon adéquate les conditions de vie de la population. Les expériences tant soviétiques que chinoises ont prouvé que le sous-développement de l'agriculture et de l'industrie légère était nuisible au développement de l'industrie lourde.

### *39. Les conceptions erronées du déterminisme de la distribution*

Dans le chapitre 20, le *Manuel* dit : « Tirer profit de l'attachement des ouvriers à leurs intérêts matériels personnels dans le développement de la production socialiste est une condition indispensable à un essor de l'industrie d'Etat. » Dans le chapitre 21, le *Manuel* dit : « Nous devons appliquer strictement la comptabilité économique et mettre en pratique le principe économique " A chacun selon son travail ", en intégrant les intérêts matériels personnels des ouvriers et les intérêts de la production socialiste afin que ce principe puisse jouer un rôle important dans la lutte pour l'industrialisation du pays. » Dans le chapitre 25, le *Manuel* poursuit : « Le but de la production socialiste... est d'inciter les ouvriers à s'intéresser de près à la croissance vigoureuse de la production, et d'encourager les travailleurs à prendre soin des fruits de leur travail du point de vue de leurs intérêts matériels. C'est en cela que réside la force motrice puissante qui mène au développement des forces productives socialistes » (p. 456). Parler de manière si absolue de « l'attachement aux intérêts matériels personnels », c'est courir le risque de développer l'individualisme.

A la page 452, le *Manuel* dit encore que le principe "« A chacun selon son travail » qui « incite les travailleurs, du point de vue de leurs intérêts matériels, à appliquer avec soin les plans visant à l'augmentation de la productivité, constitue une des forces motrices décisives de la production socialiste ». On ne peut pas ne pas se poser la question suivante : « Puisque les lois économiques fondamentales du socialisme ont déterminé l'orientation du développement de la production socialiste, comment les intérêts matériels personnels peuvent-ils être décrits comme une force motrice décisive de la production ? » Considérer le problème de la distribution des produits de consommation comme une force motrice décisive constitue une conception erronée du déterminisme de la distribution. D'après ce que dit Marx dans la *Critique du programme de Gotha,* « la distribution doit être d'abord la distribution des moyens de production. Qui contrôle les moyens de production est une question décisive. La distribution des moyens de production détermine la distribution des biens de consommation ». Considérer la distribution des biens de consommation comme une force motrice décisive, c'est réviser le point de vue de Marx mentionné ci-dessus qui était correct. Il s'agit là d'une erreur théorique.

### *40. La primauté de la politique et la stimulation matérielle*

A la page 452 (deuxième paragraphe), les organisations du Parti sont placées après les organes économiques locaux. Ceux-ci viennent en tête et sont administrés directement par le gouvernement central. C'est ainsi que les organisations du Parti ne peuvent pas prendre le commandement localement. Et, si les organisations du Parti ne commandent pas, il est impossible de mobiliser

pleinement toutes les forces actives locales. Bien que le *Manuel* admette, à la page 457, le caractère créateur des activités des masses, il ajoute : « La participation active des masses dans la lutte pour la réalisation et le dépassement des plans de développement de l'économie nationale constitue l'une des conditions les plus essentielles pour l'accélération du rythme de la construction socialiste. » A la page 447, le *Manuel* dit également : « L'esprit d'initiative des kolkhoziens est l'un des facteurs décisifs du développement de l'agriculture. » Cette interprétation qui ne considère la lutte des masses que comme « l'une des conditions décisives » est en contradiction avec le principe selon lequel le peuple est le créateur de l'histoire. Quoi qu'il en soit, on ne peut pas dire que l'histoire soit créée par les planificateurs et non par les masses.

Le *Manuel* poursuit en ces termes : « Nous devons d'abord tirer profit du facteur qu'est la stimulation matérielle. » Il parle comme si l'activité créatrice des masses dépendait des intérêts matériels. Le *Manuel* ne manque jamais une occasion de parler des intérêts matériels personnels comme s'il cherchait sans cesse à faire appel à ces intérêts pour attirer les gens. C'est le reflet de l'esprit d'une partie considérable des cadres des services économiques et des cadres dirigeants. C'est le reflet également d'une situation dans laquelle le travail politico-idéologique n'a pas retenu suffisamment l'attention. Dans ces conditions, il n'y a pas d'autre issue que de s'appuyer sur les stimulants matériels. La première moitié de la phrase « De chacun selon ses capacités ; à chacun selon son travail » se réfère à la nécessité de faire un effort maximum pour la production. Pourquoi donc couper cette phrase en deux et parler, d'une manière partielle, de la stimulation matérielle ? Si l'on fait ainsi de la publicité pour les intérêts matériels, le capitalisme devient invincible.

### *41. L'équilibre et le déséquilibre*

Ce qui est dit dans un des paragraphes de la page 432 est incorrect. Le développement de la technologie capitaliste est à la fois équilibré et déséquilibré. Le problème est que cet équilibre et ce déséquilibre sont différents en nature de l'équilibre et du déséquilibre du développement technologique dans le système socialiste. Dans ce dernier, le développement technologique a son équilibre et son déséquilibre propres. Pendant la période qui suivit immédiatement la Libération, par exemple, le nombre de ceux qui travaillaient dans la géologie n'a atteint qu'un peu plus de 200 personnes. Il y avait alors un grand déséquilibre entre la prospection géologique et les besoins du développement de notre économie nationale. Après quelques années de travail intensif, ce déséquilibre est devenu équilibre. Mais de nouveaux déséquilibres sont apparus dans le développement technologique. A l'heure actuelle, le travail manuel tient encore en Chine une place extrêmement importante. Il est en déséquilibre avec le développement de la production et l'augmentation de la productivité. C'est pourquoi il est absolument nécessaire de déclencher une grande révolution technologique et de résoudre le problème soulevé par ce déséquilibre. Chaque fois qu'un nouveau secteur technologique fait son apparition, le déséquilibre du développement technologique se fait particulièrement sentir. Par exemple, nous avons actuellement l'intention de développer des techniques de pointe. Immédiatement, nous sentons que beaucoup de choses ne correspondent pas aux besoins. Or, le paragraphe en question refuse d'admettre et l'existence d'un certain équilibre dans le capitalisme, et l'existence d'un certain déséquilibre dans le socialisme.

Le développement technique, tout comme le développement économique, s'effectue par vagues. Le *Manuel* n'a pas abordé la progression de la production socialiste par vagues. Dire que le développement de l'économie socialiste se fait sans vagues, si petites soient-elles, est inimaginable. Un développement n'est jamais linéaire ; il se fait par vagues ou en spirale. Lorsque nous étudions, nous le faisons par vagues. Avant d'étudier, nous faisons autre chose. Après avoir étudié pendant quelques heures, nous nous reposons. Nous ne pouvons pas continuer à étudier jour et nuit. Aujourd'hui, nous étudions un peu plus ; demain, un peu moins. En outre, au cours de notre journée d'étude, tantôt nous avons plus de discussions, tantôt nous en avons moins. Tout cela progresse par vagues, avec des hauts et des bas. L'équilibre doit être considéré en fonction du déséquilibre. Sans déséquilibre, il n'y a pas d'équilibre. Le développement des choses est toujours déséquilibré. C'est pourquoi il y a nécessité d'équilibre. La contradiction entre l'équilibre et le déséquilibre existe dans tous les domaines et dans chacun des maillons de tous les secteurs. Elle surgit sans cesse et est résolue sans cesse. S'il y a un plan pour cette année, il faut qu'il y en ait un pour l'année suivante. S'il y a un plan annuel, il faut qu'il y ait aussi un plan trimestriel ; et quant il y a un plan trimestriel, il faut qu'il y ait un plan mensuel. L'année a douze mois. Chaque mois connaît des contradictions entre l'équilibre et le déséquilibre qu'il faut résoudre. Si l'on a souvent besoin de réviser les plans, c'est que de nouvelles situations de déséquilibre surgissent.

Le *Manuel* n'a pas utilisé pleinement la dialectique. Il n'a pas étudié les différents problèmes en tenant compte de la dialectique. Il consacre un très long chapitre aux lois du développement planifié et proportionné de l'économie nationale. Mais il ne mentionne pas la contradiction entre l'équilibre et le déséquilibre.

Dans une société socialiste, on peut développer l'économie nationale de façon planifiée et proportionnée. Cela permet de régulariser les déséquilibres sans pour autant les éliminer. « Le déséquilibre est dans la nature des choses. » Grâce à l'abolition du système de la propriété privée, il est possible d'organiser l'économie d'une manière planifiée. Par exemple, il est possible de maîtriser et d'utiliser consciemment les lois objectives du déséquilibre pour créer bon nombre d'équilibres relatifs et provisoires.

Si les forces productives progressent trop vite, elles créent une situation dans laquelle les rapports de production ne conviennent plus aux forces productives, d'une part, et la superstructure aux rapports de production, d'autre part. Il devient alors nécessaire de transformer les rapports de production et la superstructure afin de rétablir l'équilibre. La superstructure s'adapte aux rapports de production et les rapports de production s'adaptent aux forces productives. On peut dire que l'équilibre ainsi atteint n'est que relatif. Car, le développement des forces productives ne s'arrêtera jamais. Par conséquent, il y aura toujours déséquilibre. L'équilibre et le déséquilibre sont les deux aspects d'une contradiction. Le déséquilibre est l'aspect absolu tandis que l'équilibre est l'aspect relatif. Si ce n'était pas le cas, c'est que les forces productives, les rapports de production et la superstructure demeureraient figés et ne pourraient pas se développer. L'équilibre est relatif tandis que le déséquilibre est absolu. C'est une loi universelle. Comment pourrait-on dire que cette loi ne s'applique pas dans une société socialiste ? Il convient d'affirmer qu'elle y est aussi applicable. Les contradictions et les luttes sont des choses absolues. L'unité, l'unanimité et la solidarité sont passagères, donc relatives. Les équilibres dans le travail de planification, eux aussi, sont provisoires, passagers, conditionnels, donc relatifs. On ne peut pas sup-

poser qu'il y ait un équilibre inconditionnel et éternel.

L'équilibre et le déséquilibre entre les forces productives et les rapports de production, d'une part, et entre les rapports de production et la superstructure, d'autre part, voilà le principe dont nous devons tenir compte dans l'étude des problèmes économiques du socialisme.

L'économie politique a pour principal objet l'étude des rapports de production. Mais si l'on veut analyser clairement les rapports de production, il faut étudier conjointement les forces productives, d'une part, et les effets positifs et négatifs exercés par la superstructure sur les rapports de production, d'autre part. Le *Manuel* parle de l'Etat sans toutefois l'étudier. Il s'agit là d'un des défauts du livre. Naturellement, dans les recherches d'économie politique, il ne faut accorder une importance trop grande ni aux forces productives ni à la superstructure. Si l'on développe trop la recherche sur les forces productives, on en arrive aux sciences techniques ou aux sciences naturelles. Si l'on développe trop la recherche sur la superstructure, on en arrive à la théorie de l'Etat et à la théorie de la lutte des classes. L'une des trois composantes du marxisme est le socialisme scientifique qui a pour objet la recherche sur la théorie de la lutte des classes, la théorie de l'Etat, la théorie de la révolution, la théorie du Parti, la stratégie, les tactiques, etc.

Il n'existe pas dans le monde de choses qu'on ne puisse pas analyser. Mais, pour analyser chaque chose, il faut tenir compte que : 1) les conditions sont différentes ; 2) les caractéristiques ne sont pas les mêmes. Beaucoup de catégories et de lois fondamentales, l'unité des contradictions, par exemple, sont applicables partout. Si l'on regarde et si l'on étudie les problèmes sous cet angle, on peut avoir une conception du monde et une méthodologie globales et définies.

*42. La prétendue « stimulation matérielle »*

A la page 486, le *Manuel* écrit qu'au cours de la période socialiste, le travail n'est pas encore devenu le premier besoin dans l'existence de tous les membres de la société ; c'est pourquoi, pour le travail, la stimulation matérielle garde une grande signification. Dans ce paragraphe, l'expression « tous les membres de la société » est par trop générale. Lénine aussi était un membre de la société. Peut-on dire que son travail n'est pas devenu le premier besoin de son existence ?

A la page 486 également, le *Manuel* affirme qu'il existe, dans une société socialiste, deux catégories de gens : une très grande majorité qui remplit sa tâche honnêtement et un certain nombre de travailleurs qui ne font pas honnêtement leur travail. Cette analyse est très juste. Mais si l'on veut transformer ceux qui ne remplissent pas honnêtement leur tâche, on ne peut pas le faire en s'appuyant uniquement sur la stimulation matérielle. Il faut également les critiquer et les éduquer afin d'élever leur niveau de conscience.

Dans le même paragraphe, il est écrit que, dans des conditions identiques, les travailleurs plus diligents et plus actifs produisent plus. Evidemment, le fait qu'un homme soit ou non diligent et actif dépend de sa conscience politique et non de son niveau culturel et technique. Certains ont un niveau culturel et technique élevé, mais ne sont ni diligents ni actifs. D'autres ont un niveau culturel et technique relativement bas, mais sont très diligents et très actifs. La raison en est que les premiers ont un niveau de conscience politique bas tandis que les seconds ont un niveau de conscience politique élevé.

Le *Manuel* écrit que la stimulation matérielle qui doit favoriser le travail « encourage l'augmentation de la

production » (p. 486) et constitue « l'un des facteurs décisifs pour stimuler le développement de la production » (p. 487). Mais il n'est pas nécessaire de changer de stimulants matériels chaque année. Il n'est pas certain que les hommes aient besoin de stimulants matériels tous les jours, tous les mois et tous les ans. Dans des temps difficiles, on est même obligé de travailler et de très bien travailler avec moins de stimulants matériels. Le *Manuel* traite le problème de la stimulation matérielle d'une manière partielle et absolue. Il ne donne pas une place importante à l'élévation du niveau de conscience. Il ne peut pas expliquer pourquoi le travail fourni par tous les salariés appartenant à la même catégorie n'est pas le même. Parmi les ouvriers de la cinquième catégorie, par exemple, certains travaillent très bien, d'autres très mal, et d'autres plus ou moins bien. La stimulation matérielle étant la même, pourquoi cette différence ? Selon le raisonnement des Soviétiques, cela est inexplicable.

Même si l'on admet que la stimulation matérielle soit un principe important, elle ne peut absolument pas être le seul. Il doit y avoir un autre principe : celui de la stimulation de l'esprit dans le domaine politico-idéologique. En outre, la stimulation matérielle ne peut pas être traitée uniquement en termes d'intérêts personnels. Elle doit être traitée aussi en termes d'intérêts collectifs, de primauté des intérêts collectifs sur les intérêts personnels, de priorité des intérêts à long terme sur les intérêts provisoires, de primauté des intérêts généraux sur les intérêts particuliers.

Dans la section « Stimulation matérielle en faveur du travail et émulation socialiste », certains passages sur l'émulation sont bien écrits. Leur défaut est de ne pas parler de la politique.

Nous avons deux principes fondamentaux : 1) Ne pas faire travailler les hommes jusqu'à ce que mort s'ensuive ; 2) Ne pas les faire travailler jusqu'à ce que leurs corps s'affaiblissent ; il faudrait au contraire qu'ils se fortifient peu à peu. Quand ces deux principes sont suivis, le reste n'a guère d'importance. Nous devons faire en sorte que le peuple acquière une certaine conscience. Le *Manuel* ne souligne jamais l'importance de l'avenir ou des générations futures. Il ne met l'accent que sur les intérêts matériels individuels. Souvent, il transforme d'un seul coup le principe des intérêts matériels en principe des intérêts matériels personnels. Cela sent un peu la distorsion délibérée des faits.

Les Soviétiques ne savent pas que si le problème des intérêts de tout le peuple est résolu, le problème des intérêts personnels l'est du même coup. Les intérêts individuels qu'ils soulignent sont en réalité de l'individualisme myope. Cette tendance n'est pas autre chose que l'économisme de la période de lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie manifesté au cours de la construction du socialisme. Pendant la période de la révolution bourgeoise, beaucoup de révolutionnaires bourgeois ont sacrifié leur vie héroïquement. Eux non plus n'ont pas fait cela dans leur intérêt personnel immédiat, mais dans l'intérêt de leur propre classe et des futures générations de cette classe.

Lorsque nous étions dans nos bases d'appui, nous avons mis en application le système de la distribution gratuite. Les gens s'en portaient même mieux. Ils ne se disputaient pas pour une question de salaire. Après la Libération, nous avons institué le salariat et adopté un système de hiérarchie. Les problèmes se sont alors multipliés. Nombreux étaient les gens qui se disputaient pour une question de grade, nous obligeant ainsi à procéder à un intense travail de persuasion.

Notre Parti a continuellement fait la guerre pendant

plus de vingt ans. Il a adopté pendant une longue période le système de la distribution gratuite. Certes, à cette époque, dans nos bases d'appui, ce système n'était pas appliqué à toute la société. Mais, pendant la période de la guerre civile, le nombre des personnes soumises à ce système fut, au maximum, de plusieurs centaines de milliers et, au minimum, de plusieurs dizaines de milliers. Pendant la période de la guerre de résistance contre le Japon, le nombre de ces personnes est passé de plus d'un million à plusieurs millions. Pendant les premiers temps après la Libération, ces personnes soumises au système de la distribution gratuite menaient généralement une vie égalitaire, travaillaient dur et combattaient courageusement. Elles ne comptaient pas sur de prétendus stimulants matériels, mais sur l'esprit révolutionnaire. Au cours de la dernière période de la deuxième guerre civile, nous avons subi des défaites. Mais avant et après cette période, nous avons remporté des victoires. Ces défaites et ces victoires ne sont pas dues à l'existence ou à l'absence de stimulants matériels, mais au caractère erroné ou correct de la ligne politique et de la ligne militaire. Ces expériences historiques ont une grande signification pour nous lorsque nous voulons résoudre le problème de la construction du socialisme.

Dans le chapitre 26, il est écrit : « Les travailleurs des entreprises socialistes conscients des fruits de leur travail du point de vue de leurs intérêts matériels sont les forces motrices du développement de la production socialiste » (p. 482).

Dans le chapitre 27, il est écrit que la rémunération des travailleurs qualifiés est relativement élevée. Cela encourage ces travailleurs et les fait progresser vers un plus haut niveau culturel et technique, faisant ainsi disparaître progressivement la différence fondamentale qui

existe entre les travailleurs intellectuels et les travailleurs manuels (p. 501 et 503).

Dans le même passage, il est dit que la rémunération plus élevée des travailleurs qualifiés incite les travailleurs non qualifiés à se perfectionner constamment pour passer dans les rangs des travailleurs qualifiés. Cela signifie que si l'on s'efforce d'améliorer son niveau culturel et technique, c'est en vue de gagner plus d'argent. Or, dans une société socialiste, si quelqu'un va à l'école pour apprendre la technologie et la culture, c'est en premier lieu pour construire le socialisme, pour participer à l'industrialisation, pour servir le peuple et les intérêts collectifs, et non pour avoir un salaire plus élevé.

Dans le chapitre 28, il est écrit également : « Le principe " A chacun selon son travail " constitue la plus grande force œuvrant pour le développement de la production » (p. 526). Dans le dernier paragraphe de la même page, le *Manuel* explique que, dans le système socialiste, les salaires augmentent constamment. La troisième édition non révisée du *Manuel* contient même cette affirmation : « C'est en cela que réside la supériorité fondamentale du socialisme par rapport au capitalisme. » Dire que le socialisme est fondamentalement supérieur au capitalisme parce que dans le socialisme les salaires augmentent sans cesse n'est pas correct du tout. Le salaire est la distribution des produits de consommation. S'il n'y a pas de distribution des moyens de production, il n'y a pas de distribution des produits et des biens de consommation. La seconde distribution est déterminée par la première.

### *43. Les rapports humains dans les entreprises socialistes*

A la page 500, le *Manuel* dit : « Dans le système socialiste, le prestige des cadres dirigeants de l'économie

se mesure au degré de leurs liens avec les masses et à la confiance que le peuple leur témoigne. » Cette phrase est excellente. Mais pour atteindre cet objectif, un effort est indispensable. D'après nos expériences, si les cadres ne se débarrassent pas de leur attitude hautaine et ne font pas corps avec les ouvriers, ces derniers ne considèrent généralement pas l'usine comme leur appartenant, mais comme appartenant aux cadres. C'est l'attitude arrogante des cadres qui est responsable du refus des ouvriers d'observer de leur plein gré une discipline de travail. Il ne faut pas croire que, dans le système socialiste, aucun effort ne soit nécessaire et qu'une collaboration créatrice entre les travailleurs et les cadres dirigeants des entreprises s'institue d'elle-même, comme une chose qui va de soi.

Si les travailleurs manuels et les cadres dirigeants des entreprises sont les membres d'une collectivité de production unifiée, pourquoi « les entreprises socialistes doivent-elles adopter le système d'un directeur unique et non celui d'un directeur sous une direction collective », c'est-à-dire d'un directeur d'usine prenant ses responsabilités sous la direction du Comité du Parti ?

Quand le travail politique n'est pas suffisant, il n'y a pas autre chose à faire que de prôner les stimulants matériels. C'est pourquoi le *Manuel* ajoute aussitôt : « L'application intégrale du principe qui consiste à rendre les ouvriers conscients des fruits de leur travail du point de vue de leurs intérêts matériels personnels... constitue un pas en avant dans la recherche de la source principale de l'augmentation de la production socialiste. »

### *44. Les tâches de choc et les tâches à accomplir de manière accélérée*

A la page 505, le *Manuel* dit : « Il faut éliminer le phénomène d'une réalisation accélérée des tâches ; la

production doit se faire de manière équilibrée selon un schéma préétabli. » Dans la troisième édition non révisée de ce *Manuel*, cette phrase devient : « Il faut lutter contre le phénomène des tâches de choc et faire le travail selon un planning préétabli. » Cette réfutation sans appel des tâches de choc et des tâches à accomplir de manière accélérée est trop catégorique.

Nous ne devons pas réfuter complètement l'idée des tâches de choc. Accomplir des tâches de choc ou ne pas en accomplir constitue une unité de contraires. Dans la nature, il y a d'agréables brises et de douces pluies ; il y a aussi des vents brusques et de violentes tempêtes. Accomplir des tâches de choc ou ne pas en accomplir, c'est la crête et le creux des vagues. Il en est de même pour la révolution technologique. Dans le domaine de la production, il se crée souvent des situations qui exigent l'accomplissement de tâches de choc. Dans le domaine de la production agricole, nous devons agir vite pour suivre les saisons. Dans un opéra, il faut des envolées. Réfuter l'idée de tâches de choc, c'est en réalité ignorer les envolées. L'Union soviétique veut rattraper les Etats-Unis. Quant à nous, nous voulons parvenir au niveau de l'Union soviétique en un temps plus court que celui qui lui a été nécessaire à elle pour l'atteindre. Tout cela, c'est l'accomplissement de tâches de choc.

Que tous ceux qui sont en retard rattrapent ceux qui sont en avance, c'est cela l'émulation socialiste. Pour y arriver, il faut accomplir des tâches de choc. Entre les individus, les groupes, les entreprises et les Etats, la compétition est nécessaire. Pour rattraper ceux qui ont de l'avance, il faut accomplir des tâches de choc. L'emploi de méthodes administratives contraignantes pour réaliser la construction socialiste ou faire la révolution, par exemple la réforme agraire ou la coopérativisation qui s'appuient sur des directives administratives, aboutirait à une diminution de la production. Si l'on en arrive là,

c'est parce qu'on n'a pas mobilisé les masses et non parce qu'on a accompli des tâches de choc.

### *45. La loi de la valeur et le travail de planification*

A la page 521, ce qui est dit dans le paragraphe imprimé en petits caractères est juste. Il y a dans ce passage des critiques et des discussions.

Il est bon de considérer la loi de la valeur comme un instrument pour le travail de planification. Mais il ne faut pas en faire la base principale de la planification. Chez nous, le Grand Bond en avant n'a pas été fondé sur les exigences de la loi de la valeur mais sur la loi économique fondamentale du socialisme et sur les besoins d'accroissement de notre production. Si l'on examine le problème uniquement sous l'angle de la loi de la valeur, on conclut inévitablement qu' « il y avait plus de pertes que de gains » dans notre Grand Bond en avant et on soutient forcément que la fabrication de l'acier à grande échelle n'était pas un travail rentable, que l'acier produit par des méthodes locales était de mauvaise qualité, que les subventions de l'Etat étaient trop élevées, que l'efficacité économique laissait à désirer, etc. Si l'on adopte un point de vue partiel et à court terme, il semble bien que la fabrication de l'acier à grande échelle ait subi des pertes. Mais si l'on considère le problème dans son ensemble et à long terme, cette campagne en faveur de la fabrication de l'acier a eu beaucoup de mérite, car elle a ouvert la voie à l'ensemble de l'édification économique de notre pays. L'implantation dans tout le pays de nombreuses bases sidérurgiques nouvelles et de nombreux centres industriels nouveaux pour les autres industries nous a permis d'accélérer rapidement le rythme de notre industrialisation.

Au cours de l'hiver 1959, 75 millions d'hommes ont participé dans tout le pays aux travaux hydrauliques. Deux grandes campagnes de cette ampleur suffiront à résoudre, pour l'essentiel, le problème hydraulique en Chine. Certes, si l'on considère la situation sur un, deux ou trois ans, le prix de revient d'une quantité donnée de céréales produites est très élevé, compte tenu de l'importance du travail fourni. Mais, à long terme, l'augmentation du niveau de la production des céréales sera assurée à un rythme plus rapide, et la production agricole sera stabilisée encore davantage. Le prix de revient d'une quantité donnée d'une production deviendra alors moins élevé et les besoins en céréales de la population seront à même d'être mieux satisfaits.

Si l'on développe davantage l'agriculture et l'industrie légère et qu'on accumule davantage de capital pour l'industrie lourde, le peuple en profitera à long terme. Si les paysans et le peuple tout entier savent où est parti l'argent « gagné ou perdu » par l'Etat, ils seront pour et non contre les décisions de celui-ci. La preuve en est que les paysans eux-mêmes ont déjà mis en avant un slogan pour soutenir l'industrie. Lénine et Staline ont dit : « Au cours de la période de l'édification socialiste, les paysans doivent verser un tribut à l'Etat. » En Chine, la très grande majorité des paysans verse activement ce « tribut ». Seuls 15 % des paysans moyens aisés sont mécontents. Ils sont contre le Grand Bond en avant et les communes populaires.

En résumé, pour nous, le plan d'abord, les prix ensuite. Certes, nous devons faire attention au problème des prix. Il y a quelques années, nous avons augmenté le prix d'achat des porcs. Cette mesure a eu des effets positifs pour leur élevage. Mais l'élevage des porcs à grande échelle, tel qu'il se pratique partout chez nous, dépend essentiellement de la planification.

A la page 521, le *Manuel* parle du problème des

prix dans les marchés des kolkhozes. En Union soviétique, il y a trop de liberté dans ces marchés. Il ne suffit pas que l'Etat régularise les prix pratiqués dans ces marchés par des mesures économiques ; il faut encore les diriger, les contrôler. En Chine, l'Etat a fixé les limites des variations de prix dans les marchés des coopératives de la première période. Nous n'avons pas toléré que les petites libertés deviennent de grandes libertés.

A la page 522, le *Manuel* dit : « Dans une économie socialiste, comme on a saisi le sens de la loi de la valeur, son application ne crée pas, dans le domaine de la production, de situation anarchisante telle qu'en connaissent les sociétés capitalistes. Elle ne provoque pas non plus de phénomène de gaspillage des forces de travail de la société. » Cette interprétation exagère l'influence de la loi de la valeur. Si, dans une société socialiste, il n'y a pas de crise, la principale raison n'en est pas que nous ayons saisi le sens de la loi de la valeur, mais que, d'une part, cette société a un système de propriété socialiste, une loi fondamentale du socialisme, une production et une distribution planifiées à l'échelle de tout le pays, et que, d'autre part, il n'existe pas dans cette société de libre concurrence, de situations anarchisantes, etc. Quant aux crises économiques du capitalisme, elles aussi sont déterminées, bien entendu, par le système de propriété du capitalisme.

### *46. A propos des formes de salaires*

A la page 530, le *Manuel* parle des formes de salaires. Il préconise le salaire aux pièces comme forme principale et le salaire au temps comme forme secondaire. En Chine, le salaire au temps est la principale forme de salaire tandis que le salaire aux pièces est une forme secondaire. Mettre unilatéralement l'accent sur le salaire

aux pièces peut créer des contradictions entre des ouvriers qui n'ont pas la même ancienneté dans l'entreprise et entre des travailleurs qui n'ont pas la même capacité de travail. Encourager l'esprit de « lutte pour un nombre élevé de pièces » chez une partie des ouvriers ne signifie pas penser à la cause collective mais penser d'abord au revenu personnel. D'après certaines sources, le système du salaire aux pièces serait même nuisible à la modernisation technologique et à l'adoption de la mécanisation.

Le *Manuel* admet que s'il y a automatisation de la production, il convient de ne pas appliquer le système du salaire aux pièces. D'un côté, il souligne la nécessité d'un vaste développement de l'automatisation. D'un autre côté, il prône l'adoption généralisée du salaire aux pièces. Il y a là une contradiction.

Nous appliquons, en Chine, le système du salaire au temps accompagné d'un système de récompenses. Les gratifications accordées en fin d'année depuis deux ans pour récompenser le bond en avant dans le travail relève de ce système. A l'exception du personnel des administrations de l'Etat et de l'enseignement, les employés et les ouvriers touchent généralement des récompenses de fin d'année. Quant à l'importance de la somme octroyée à chacun, elle est fixée par les employés et les ouvriers de chaque entreprise.

### *47. Deux questions sur les prix*

Il y a deux problèmes qui méritent d'être étudiés. L'un concerne le prix des produits de consommation. Le *Manuel* dit : « Le socialisme applique toujours une politique d'abaissement des prix des produits de consommation populaires. » Nous adoptons, nous, la méthode de la stabilité des prix. Généralement, en Chine, les

prix n'augmentent pas ; ils ne baissent pas non plus. Bien que, chez nous, le niveau des salaires soit relativement bas, le plein emploi est assuré, les prix et les loyers sont bas et les conditions de vie des employés et des ouvriers ne sont pas mauvaises. Est-il mieux qu'il y ait une diminution constante ou une stabilité des prix ? Il s'agit là d'un problème qui mérite d'être étudié.

L'autre problème concerne les produits de l'industrie lourde et ceux de l'industrie légère. En Union soviétique, le prix des produits de l'industrie lourde est relativement bas tandis que le prix des produits de l'industrie légère est relativement élevé. En Chine, c'est le contraire. Pourquoi ? Quel est en réalité le meilleur système ? Cette question mérite d'être étudiée.

### *48. L'adoption simultanée de méthodes traditionnelles et étrangères et le développement simultané des grandes, des moyennes et des petites entreprises*

A la page 547, il est écrit dans le *Manuel* qu'au cours de l'édification économique, il convient d'éviter la dispersion des capitaux. Si l'on procède simultanément à la construction de beaucoup de grandes unités et que celles-ci ne puissent pas être réalisées à temps, il faut naturellement s'opposer à cet état de choses. Mais, si l'on s'oppose à la construction de moyennes et de petites entreprises, on commet alors une erreur. Les nouvelles bases industrielles chinoises ont été créées essentiellement grâce à un grand développement des moyennes et petites entreprises en 1958. D'après les plans préliminaires, dans les huit années à venir, l'industrie sidérurgique doit réaliser la construction des bases suivantes : vingt-neuf bases de grande dimension, près de cent bases de moyenne dimension et plusieurs centaines de bases

de petite dimension. Les entreprises de moyenne et de petite dimensions jouent déjà un très grand rôle dans le développement de l'industrie sidérurgique. Prenons l'exemple de l'année 1959. La production de la fonte a atteint pour l'année plus de 20 millions de tonnes, dont une moitié produite par les moyennes et petites entreprises. Ces entreprises joueront encore dans l'avenir un très grand rôle dans la production sidérurgique. Bon nombre de petites entreprises deviendront des entreprises de moyenne dimension tandis que beaucoup d'entreprises de moyenne dimension deviendront des entreprises de grande dimension. Les entreprises en retard deviendront des unités avancées et les entreprises qui utilisent des méthodes traditionnelles deviendront des unités employant des méthodes étrangères. Il s'agit là d'une loi objective du développement.

Nous devons adopter une technologie avancée. Mais nous ne pouvons pas pour autant refuser d'admettre que, pendant une période déterminée, il soit inévitable d'avoir recours à une technologie moins développée. Depuis que l'histoire existe, dans les guerres révolutionnaires, ceux qui ont des armes de qualité inférieure l'emportent toujours sur ceux qui possèdent des armes de qualité supérieure. En Chine, pendant les périodes de la guerre civile, de la guerre de résistance contre le Japon et de la guerre de Libération, nous n'avions pas le pouvoir dans tout le pays et nous ne possédions pas d'arsenaux modernes. Vouloir absolument disposer des armes les plus modernes avant de s'engager dans la guerre, c'est se désarmer soi-même.

Si nous voulons réaliser la mécanisation intégrale telle que la conçoit le *Manuel* (p. 420), nous n'y arriverons pas, semble-t-il, au cours de la deuxième décennie. Peut-être y parviendrons-nous pendant la troisième. D'ici quelque temps encore, en raison du manque de machines, nous devons promouvoir une semi-mécanisation et l'amé-

lioration de l'outillage. D'une manière générale, nous ne préconisons pas, à l'heure actuelle, l'automatisation. Certes, nous devons discuter du problème de la mécanisation, mais sans excès. Trop parler de la mécanisation et de l'automatisation rend les gens méprisants à l'égard de la semi-mécanisation et de la production par les méthodes traditionnelles. Une telle déviation a déjà existé dans le passé. Ne voyant qu'un aspect du problème, on ne recherchait plus que les nouvelles techniques, les nouvelles machines, les entreprises de grande dimension et les qualités supérieures ; on méprisait les méthodes traditionnelles et les entreprises de moyenne et petite dimensions. Ce n'est qu'après l'adoption du principe du développement simultané des méthodes traditionnelles et des méthodes étrangères ainsi que du développement simultané des grandes, des moyennes et des petites entreprises que cette déviation a été vaincue.

Dans le domaine agricole, nous ne préconisons pas, à l'heure actuelle, l'utilisation généralisée des produits chimiques. Les raisons en sont que : 1) Nous ne serons pas capables de produire beaucoup d'engrais chimiques avant un certain nombre d'années. Certes, nous produisons une certaine quantité de ces engrais, mais leur emploi est réservé aux plantes industrielles. 2) Si l'on préconise l'utilisation généralisée des produits chimiques, on n'aura plus d'yeux que pour ces produits et personne ne prêtera plus attention à l'élevage des porcs. Certes, nous devons avoir aussi des engrais inorganiques. Mais si nous les utilisons seuls, sans les combiner avec des engrais organiques, nous provoquerons un durcissement du sol.

Le *Manuel* affirme que les nouvelles techniques doivent être introduites dans tous les secteurs. Mais cela est difficile à réaliser. Pour arriver à ce résultat, il faut toujours passer par un processus de développement progressif.

De même, parallèlement à l'introduction de certains types de nouvelles machines, il reste beaucoup de vieilles machines. Le *Manuel* écrit qu'il faut construire des entreprises nouvelles et renouveler les équipements des usines existantes tout en tirant profit au maximum, d'une façon rationnelle, des machines et des équipements qui existent (p. 427). Cette formulation est correcte. Elle le sera toujours.

Quant aux entreprises de grande dimension qui font appel aux méthodes étrangères, nous devons également en créer en ne comptant que sur nos propres forces. En 1958, nous avons lancé le slogan : « Détruisons les croyances aveugles et faisons les choses nous-mêmes ! » Les faits ont prouvé que nous pouvions faire les choses nous-mêmes. Autrefois, les pays capitalistes en retard adoptaient les techniques nouvelles et rattrapaient les pays capitalistes avancés dans le domaine de la production. L'Union soviétique a aussi adopté des techniques avancées pour rattraper les pays capitalistes. Il est certain que la Chine fera, et pourra faire, la même chose.

### *49. Les tracteurs d'abord ou la coopérativisation d'abord ?*

A la page 563, il est dit : « A la veille de la collectivisation intégrale, en 1928, sur les terres destinées aux cultures de printemps, 99 % du labourage a été effectué à l'aide de charrues en bois et de charrues tirées par des chevaux. » Ce fait infirme le point de vue, exprimé à de nombreuses reprises dans le *Manuel*, selon lequel « il faut avoir des tracteurs avant de passer à la coopérativisation ». Cependant, à la même page, le *Manuel* a raison de dire : « Les rapports de production socialistes ouvrent de vastes terrains au développement des forces de production et à la progression des techniques agricoles. »

Un grand développement des forces productives de la société n'est pas possible s'il n'y a pas préalablement transformation des rapports de la production. Il s'agit là d'une loi universelle. Dans certains pays de l'Europe de l'Est, la coopérativisation agricole progresse très lentement. Elle n'est pas encore achevée à l'heure actuelle. La principale raison n'en est pas que ces pays manquent de tracteurs (relativement parlant, ils possèdent beaucoup plus de tracteurs que nous), mais que la réforme agraire se fait dans ces pays de haut en bas dans un esprit d'octroi. Il y existe une limite à la confiscation des terres (dans certains d'entre eux, seule est confisquée la partie des terres excédant 100 hectares) et celle-ci se fait par directives administratives. Après avoir institué la réforme agraire, par ailleurs, ces pays n'ont pas battu le fer pendant qu'il était chaud ; la réforme a ainsi été stoppée pendant pas moins de cinq ou six ans. Chez nous, c'est exactement le contraire. Nous avons appliqué la ligne de masse, mobilisé les paysans pauvres et les paysans moyens inférieurs afin de développer la lutte des classes, confisqué la totalité des terres des propriétaires fonciers, distribué aux paysans les terres en surplus des paysans riches, adopté le principe du partage égal des terres par tête d'habitant (il s'agit là d'une très grande révolution à la campagne). Aussitôt après la réforme agraire, nous avons déclenché un vaste mouvement pour l'assistance mutuelle et les coopératives, canalisant ainsi progressivement et continuellement les paysans dans la voie du socialisme. Nous avons créé un Parti fort et une Armée puissante. Lorsque notre Armée s'est dirigée vers le sud, elle a emmené avec elle des équipes entières de cadres destinées à travailler dans toutes les provinces, les régions, les districts et les arrondissements. Dès leur arrivée à destination, ces équipes pénétraient profondément dans les villages, rendaient visite aux pauvres pour enquêter sur leurs souffrances, rassemblaient

tous ceux qui avaient la même origine de classe et organisaient les éléments actifs parmi les paysans pauvres et les paysans moyens inférieurs.

*50. « Premièrement, l'agrandissement ; deuxièmement, le renforcement du caractère communautaire »*

En Union soviétique, les kolkhozes ont fusionné à deux reprises. Plus de 250 000 à l'origine, ils n'ont plus été que 93 000 après la première fusion, puis 70 000 environ après la seconde. Dans l'avenir, cette tendance à l'agrandissement des kolkhozes se poursuivra certainement. Le *Manuel* souligne la nécessité de « renforcer et de développer les rapports de production des kolkhozes et d'organiser leurs entreprises de production publiques, etc. » (p. 568). En fait, sous certains aspects, les méthodes soviétiques ressemblent aux nôtres sans toutefois que les Soviétiques adoptent notre langage. Même si, dans l'avenir, ils adoptaient nos méthodes, il semble qu'ils n'appelleraient pas leurs kolkhozes des communes populaires. Ces différences dans le langage et dans l'appellation recouvrent un problème de fond : l'application ou la non-application de la ligne de masse.

Evidemment, il se peut que les kolkhozes soviétiques, même après leur agrandissement, ne soient pas aussi importants que nos communes populaires quant au nombre de familles et d'habitants. Car, en Union soviétique, la population rurale est peu nombreuse pour de grandes étendues de terres. Mais peut-on affirmer pour autant que les kolkhozes n'aient plus besoin d'être agrandis ? Chez nous, dans des régions comme le Sinkiang et le Tsinghai, la nécessité d'agrandir les communes populaires demeure, en dépit du fait qu'il y ait beaucoup de terres et une population peu nombreuse. Certains dis-

tricts dans nos provinces du Sud, ceux, par exemple, situés au nord du Fukien, ont organisé des communes populaires de grande dimension bien qu'ils aient beaucoup de terres et une population peu nombreuse.

L'agrandissement des communes populaires est un problème important. Le changement quantitatif provoque et accélère inévitablement le changement qualitatif. Le principe, pour nos communes populaires, est « premièrement, l'agrandissement ; deuxièmement, le renforcement du caractère communautaire ». D'abord, il faut que les communes populaires soient grandes ; le niveau de leur caractère communautaire augmentera ensuite inévitablement. Ce qui signifie que le changement quantitatif entraîne nécessairement un changement qualitatif partiel.

### *51. Pourquoi met-on spécialement l'accent sur les intérêts matériels ?*

Dans le chapitre sur le système des kolkhozes, le *Manuel* parle à maintes reprises des intérêts matériels individuels, par exemple aux pages 565, 571, etc. Il existe certainement une raison pour qu'on mette spécialement l'accent maintenant sur les intérêts matériels. A l'époque de Staline, on a exagérément souligné les intérêts collectifs et négligé les intérêts individuels ; on a accordé une importance excessive aux intérêts publics et on n'a prêté aucune attention aux intérêts privés. Maintenant les choses vont vers l'extrême opposé. De nouveau, on met l'accent exagérément sur les intérêts individuels et on néglige les intérêts collectifs. Si on continue dans cette direction, on aboutira inévitablement à une voie diamétralement opposée.

L'intérêt public n'existe qu'en fonction de l'intérêt privé et inversement. Il s'agit d'une unité de contraires.

Il ne peut pas y avoir uniquement d'intérêt public et pas du tout d'intérêt privé, et inversement. Depuis toujours nous préconisons une promotion simultanée des deux intérêts. Nous avons dit, depuis longtemps déjà, qu'il était impossible d'éliminer complètement l'intérêt individuel pour ne laisser subsister que l'intérêt public. Nous avons dit aussi qu'il fallait s'occuper de l'intérêt public avant de penser à l'intérêt privé. L'individu constitue un élément de la collectivité. Les intérêts individuels s'améliorent au fur et à mesure que les intérêts publics progressent.

Toute chose a, et aura toujours, un double caractère. Celui-ci se manifeste généralement sous des formes concrètes variées et il a, par conséquent, des traits différents. L'hérédité et la mutation, par exemple, représentent le double caractère de l'unité des contraires. S'il y avait mutation sans hérédité, les matières vivantes de la génération suivante seraient totalement différentes des matières vivantes de la génération précédente. Les semences de blé ne seraient plus des semences de blé ; le chien ne serait plus un chien et l'homme ne serait plus un homme. Le caractère conservateur peut avoir des effets positifs. Il met les matières vivantes qui changent continuellement en mesure de se consolider ou de se stabiliser sous une forme déterminée pendant une période déterminée. C'est ainsi que des semences de blé améliorées restent des semences de blé. Mais, s'il n'y avait que l'hérédité sans la mutation, il n'y aurait alors aucune amélioration et le développement deviendrait impossible à jamais.

### *52. C'est l'homme qui fait les choses*

Le *Manuel* dit : « Les conditions économiques et naturelles sont réunies dans les kolkhozes pour fixer le fermage selon la qualité de la terre » (p. 577). Or, le calcul

du fermage selon la qualité de la terre n'est pas entièrement déterminé par des conditions objectives. En réalité, c'est l'homme qui fait les choses. Dans la province du Hopei, par exemple, on trouve un grand nombre de puits mécanisés le long de la ligne ferroviaire Pékin-Hankow, mais il n'y en a que très peu le long de la ligne de chemin de fer Tientsin-Pukow. Dans les deux cas, les conditions naturelles se ressemblent et les facilités dans le domaine des transports sont identiques. Mais l'amélioration du sol est différente dans les deux régions. Il se peut que les terres se prêtent plus ou moins bien à une amélioration. Il se peut aussi que cela soit dû à des causes historiques différentes. Mais la raison la plus importante en est encore que : « C'est l'homme qui fait les choses. »

De même, dans la banlieue de Shanghai, le résultat de l'élevage des porcs est excellent dans certains endroits, mauvais dans d'autres. Dans le district de Ch'ungming, à Shanghai, on a d'abord dit que les conditions naturelles n'étaient pas favorables à l'élevage des porcs, en raison, notamment, de l'existence de nombreux lacs. Or, maintenant que les gens du district ont surmonté leur peur devant les difficultés et ont adopté une attitude positive vis-à-vis de l'élevage des porcs, ils s'aperçoivent que les conditions naturelles de la région ne constituent pas un obstacle à l'élevage des porcs, mais au contraire qu'elles le favorisent. En réalité, le labourage profond et la culture soignée, la mécanisation et la collectivisation dépendent de l'homme. Les calamités naturelles, inondations et sécheresse, ont souvent ravagé le district de Ch'angp'ing, à Pékin. Mais à la suite de la construction du barrage des tombeaux des Ming, les conditions ont changé. « C'est l'homme qui fait les choses », n'est-ce pas vrai ici ? La province du Honan a élaboré des plans pour dompter le fleuve Jaune pendant trois ans après la période 1959-1960 en construisant plusieurs grands aqueducs. Là aussi, « c'est l'homme qui fait les choses ».

### *53. Le transport et le commerce*

Le transport et l'emballage n'augmentent pas la valeur d'usage d'une chose. Mais ils accroissent sa valeur. Le travail que représentent le transport et l'emballage fait partie du travail social indispensable. Sans le transport et l'emballage, le processus de la production n'est pas complet et ne peut pas par conséquent se transformer en un processus de consommation. Bien que la valeur d'usage ait été créée, elle est, pour ainsi dire, irréalisable. Prenons l'exemple du charbon. Après son extraction des mines, s'il reste entassé sur place et s'il n'est pas transporté par chemin de fer, par bateau ou par camions jusqu'aux consommateurs, sa valeur d'usage est absolument irréalisable.

A la page 585, le *Manuel* écrit que les Soviétiques ont deux systèmes commerciaux. L'un est le commerce d'Etat et le commerce coopératif. L'autre est ce qu'on appelle le système des « marchés inorganisés », c'est-à-dire des marchés kolkhoziens. En Chine, il n'existe qu'un système. Nous avons intégré le commerce coopératif dans le commerce d'Etat. Vu aujourd'hui, ce système unique est plus maniable. Il est en outre beaucoup plus économique à tous points de vue.

La page 587 soulève le problème de la supervision publique du commerce. Chez nous, cette supervision dépend essentiellement de la direction du Parti, de la primauté de la politique, du contrôle des masses, etc. Le travail du personnel commercial est un travail social indispensable. Sans ce travail il est impossible de transformer la production en consommation (qui comprend la consommation des moyens de production et la consommation des moyens d'existence).

### *54. Le développement simultané de l'industrie et de l'agriculture*

A la page 623, le *Manuel* parle de la loi de l'augmentation préférentielle des moyens de production. Dans la troisième édition non révisée du *Manuel* également, il est indiqué tout spécialement : « L'accroissement préférentiel des moyens de production implique que le rythme du développement de l'industrie est plus rapide que celui de l'agriculture. »

La thèse selon laquelle le développement de l'industrie est plus rapide que celui de l'agriculture doit être présentée d'une manière appropriée. Il ne faut pas mettre l'accent inconsidérément sur l'industrie. Sinon, des problèmes surgiront inévitablement. Prenons l'exemple du Liaoning. Les industries sont nombreuses dans cette province chinoise. La population urbaine y représente un tiers de la population totale. Auparavant, l'industrie y avait toujours priorité et on a négligé de développer énergiquement l'agriculture en même temps. Il en résulte que, dans cette province, l'agriculture est incapable d'assurer l'approvisionnement des villes en céréales, en viandes et en légumes. Il faut donc faire venir ces produits des autres provinces. Le problème principal de la province vient de ce qu'il y a une pénurie de la main-d'œuvre agricole et des machines agricoles indispensables. Cette pénurie limite la production agricole dont le développement est en conséquence relativement lent. Dans le passé, nous n'avons pas compris que, dans des régions comme le Nord-Est, précisément, en particulier dans des provinces comme le Liaoning, il fallait développer convenablement l'agriculture et ne pas mettre l'accent uniquement sur l'industrie.

Nous préconisons le développement simultané de

l'industrie et de l'agriculture à la condition d'un développement préférentiel de l'industrie lourde. Le « développement simultané » n'exclut pas des accroissements préférentiels ; il n'exclut pas la possibilité d'un développement de l'industrie plus rapide que celui de l'agriculture. Le développement simultané ne signifie pas non plus une répartition égale des ressources. Nous estimons par exemple que nous pouvons produire cette année environ 14 millions de tonnes d'acier dont un dixième sera utilisé pour l'amélioration des techniques agricoles et les travaux hydrauliques et neuf dixièmes essentiellement pour l'industrie lourde, les transports et les communications. C'est cela le développement simultané de l'industrie et de l'agriculture dans le contexte de cette année. Naturellement, en agissant ainsi, nous ne faisons pas obstacle au développement préférentiel de l'industrie lourde ni au développement accéléré de l'agriculture.

La Pologne a une population de 30 millions d'habitants. Mais elle ne possède que 450 000 porcs. Actuellement, l'approvisionnement en viande dans le pays connaît une vive tension. Apparemment, la Pologne n'a pas, jusqu'à présent, inscrit à son ordre du jour le problème de développement de l'agriculture.

A la page 624, le *Manuel* dit : « A certaines périodes données, il convient d'accélérer le développement de l'agriculture, de l'industrie légère et de l'industrie alimentaire qui ont pris du retard. » Cette formule est bonne. Mais il est erroné d'affirmer que le déséquilibre dans le développement proportionné, provoqué par le retard de l'agriculture et de l'industrie légère, est seulement un phénomène de « déséquilibre partiel ». Un déséquilibre de ce genre n'est pas un problème partiel.

A la page 625, le *Manuel* dit : « Il est indispensable de répartir les investissements d'une manière rationnelle afin de maintenir constamment un juste pourcentage dans l'importance relative de l'industrie lourde et de l'industrie

légère. » Dans ce passage du *Manuel,* on parle uniquement des relations entre l'industrie lourde et l'industrie légère, mais pas du tout des relations entre l'industrie et l'agriculture.

### *55. Le problème du niveau de l'accumulation*

En Pologne, actuellement, ce problème a pris une grande importance. Gomulka a d'abord mis l'accent sur la stimulation matérielle. Il a augmenté les salaires des ouvriers, mais il a négligé d'élever leur conscience politique. Il en résulte que les ouvriers ont uniquement cherché à gagner plus d'argent. Ils ont mal fait leur travail. L'augmentation des salaires a dépassé l'accroissement de la productivité. C'est ainsi que le capital a été entamé. Maintenant, on est obligé en Pologne de s'opposer à la stimulation matérielle et de préconiser la stimulation idéologique. Gomulka, lui aussi, dit qu'« on ne peut pas acheter le cœur de l'homme avec de l'argent ».

Il semble que, si l'on met trop l'accent sur la stimulation matérielle, il est difficile de ne pas aboutir à l'opposé de ce que l'on recherche. Si l'on émet beaucoup de chèques, les couches sociales dont le salaire est élevé sont évidemment satisfaites. Mais lorsque les larges masses d'ouvriers et de paysans demandent en vain à toucher leurs chèques, il se peut alors qu'elles soient forcées de prendre une position à l'opposé de la stimulation matérielle.

D'après ce qui est dit à la page 631, en Union soviétique, le capital accumulé représente le quart du revenu national. En Chine, le pourcentage du capital accumulé dans le revenu national est le suivant : 27 % en 1957, 36 % en 1958, 42 % en 1959. Il semble que, désormais, il soit possible de maintenir constamment ce pourcentage au-dessus de 30 %. Le problème essentiel est de savoir

comment développer vigoureusement la production. Si la production augmente, même avec un pourcentage d'accumulation relativement élevé, les conditions de vie de la population peuvent encore être améliorées.

Economiser d'une manière rigoureuse, accumuler de grandes quantités de produits et accroître énormément les ressources financières, ce sont là des tâches constantes. Il est erroné de penser qu'il ne faut agir ainsi qu'en cas de situation très difficile. Est-il concevable de ne plus économiser et de ne plus accumuler quand la difficulté est moindre ?

### *56. Le problème de l'Etat dans le communisme*

A la page 639, il est écrit dans le *Manuel* : « Au stade supérieur du communisme... l'Etat devient une chose inutile et disparaît progressivement. » Mais la disparition de l'Etat exige une autre condition, une condition internationale. Il est dangereux de ne pas avoir un appareil d'Etat lorsque les autres en possèdent un. A la page 640, le *Manuel* affirme que même après l'établissement du communisme, l'Etat subsiste tant qu'il y a des pays impérialistes. Cette thèse est correcte. Le *Manuel* ajoute aussitôt après : « Cependant, la nature et la forme de l'Etat sont alors déterminées par les caractéristiques du système communiste. » Cette phrase n'est pas facile à comprendre. Par sa nature, l'Etat est une machine destinée à opprimer les forces hostiles. Même si à l'intérieur il n'existe plus de forces devant être opprimées, la nature oppressive de l'Etat ne change pas vis-à-vis des forces hostiles extérieures. Quand on parle de la forme de l'Etat, cela ne signifie pas autre chose qu'une armée, des prisons, des arrestations, des exécutions capitales, etc. Tant que l'impérialisme existe, en quoi la forme de l'Etat peut-elle être différente avec l'avènement du communisme ?

### 57. *Le passage au communisme*

A la page 641, le *Manuel* affirme : « Dans une société socialiste, il n'y a pas de classes antagonistes », mais « il y a encore des vestiges de l'antagonisme de classes ». Certes, une révolution sociale n'est pas nécessaire pour réaliser le passage du socialisme au communisme. Mais, même dans ce cas-là, nous pouvons seulement dire qu'une révolution sociale au cours de laquelle une classe en renverse une autre n'est plus nécessaire. Mais une révolution sociale au cours de laquelle de nouveaux rapports de production et un nouveau système social remplacent les rapports de production désuets et le système social ancien s'impose encore.

Le *Manuel* poursuit en déclarant : « Cela ne signifie pas que, dans sa marche vers le communisme, une société n'a pas besoin de vaincre des contradictions internes. » Cette phrase n'est qu'une déclaration sans conviction. Bien que l'existence de contradictions soit reconnue en certains endroits du *Manuel*, cette reconnaissance ne revêt qu'un caractère accessoire. Un des défauts de ce livre est de ne pas expliquer les problèmes en partant de l'analyse des contradictions. Si l'on considère l'économie politique comme une science, il faut commencer par analyser les contradictions.

Dans une société communiste, en raison du niveau élevé de l'automatisation de la production, les activités et le travail des hommes doivent être plus précis ; la discipline du travail peut y être plus stricte qu'aujourd'hui.

Nous divisons actuellement la société communiste en deux étapes : étape inférieure et étape supérieure. Cela a été prévu par Marx et d'autres en tenant compte des conditions du développement social de l'époque. Mais, lorsqu'on arrivera à l'étape supérieure du communisme,

la société communiste se développera encore et de nouvelles étapes, de nouveaux objectifs et de nouvelles tâches apparaîtront inévitablement.

### *58. Les perspectives du développement du système de la propriété collective*

A la page 650, il est écrit : « La forme des rapports de production dans les coopératives kolkhoziennes est tout à fait conforme au niveau et aux besoins du développement actuel des forces productives à la campagne. » Est-ce vrai, ou faux ?

Un article publié en Union soviétique décrit la situation du kolkhoze « Décembre rouge » en ces termes : « Au début, avant la fusion de plusieurs kolkhozes, beaucoup de choses étaient difficiles à réaliser. Après la fusion, ces choses n'ont plus posé de problème. » Il ajoute que le kolkhoze compte maintenant 10 000 membres et que des plans sont élaborés pour construire au centre de celui-ci une résidence pour 3 000 personnes. Cette information indique qu'actuellement la forme des kolkhozes n'est plus entièrement conforme au développement des forces productives.

Dans le même passage, il est écrit : « Nous devons renforcer énergiquement et développer continuellement le système de propriété en vigueur dans les coopératives et les kolkhozes. » Pourquoi « renforcer énergiquement » ce système puisqu'il doit être développé et transformé ? Il faut certes consolider les rapports de production et le système social, mais pas de manière excessive. Après avoir parlé vaguement des perspectives du système de la propriété collective, le *Manuel* devient confus lorsqu'il aborde le problème des mesures concrètes. A certains égards (essentiellement en ce qui concerne la production), les Soviétiques n'ont jamais cessé de progresser. Mais

sur le plan des rapports de production, ils font surtout de l'immobilisme.

Le *Manuel* affirme qu'il faut passer du système de la propriété collective au système de la propriété unique du peuple entier. D'après nous, il faut d'abord transformer le système de la propriété collective en système de la propriété socialiste du peuple entier. Cela signifie la nationalisation intégrale des moyens de production agricoles, la transformation de tous les paysans en ouvriers et le paiement des salaires assuré totalement par l'Etat. En Chine, actuellement, le revenu moyen national d'un paysan s'élève à 85 *yuan* par an. Lorsque ce chiffre atteindra 150 *yuan* et lorsque la majorité des paysans sera payée par les communes populaires, nous pourrons alors appliquer le système de la propriété au niveau de la commune populaire de base. Encore un pas en avant et nous pourrons transformer ce dernier système en système de la propriété au niveau de l'Etat. Tout deviendra alors plus facile.

### *59. L'élimination des différences entre la ville et la campagne*

Le dernier passage de la page 651 parle de la construction du socialisme à la campagne. Ses propositions sont excellentes.

Mais, puisque l'on veut éliminer les différences entre la ville et la campagne (il s'agit, selon le *Manuel*, de « différences fondamentales »), pourquoi alors affirme-t-on expressément qu'il ne s'agit pas d'une « diminution du rôle joué par les grandes villes » ? Dans l'avenir, les villes devraient être moins grandes. Il faut disperser les habitants des grandes villes dans la campagne et créer beaucoup de petites villes. Dans l'hypothèse d'une guerre atomique, il serait plus avantageux d'agir ainsi.

### *60. Le problème de l'établissement d'un système économique dans les pays socialistes*

A la page 659, le *Manuel* écrit : « Chaque pays peut regrouper sa propre main-d'œuvre et ses propres ressources financières afin de développer les conditions naturelles et économiques les plus favorables ainsi que les secteurs dans lesquels il possède des expériences de production et des cadres. Il n'est pas obligé, en outre, de fabriquer les produits dont le besoin peut être satisfait par les autres pays. »

Cette thèse n'est pas bonne. Nous ne l'acceptons pas même lorsqu'il s'agit de nos provinces. Ce que nous préconisons, c'est un développement global. Nous ne disons pas qu'une province n'est pas obligée de fabriquer les produits dont les besoins peuvent être satisfaits par d'autres provinces. Ce que nous voulons, c'est que chacune de nos provinces développe au maximum la production de tous les produits, à condition que ce développement ne se fasse pas au détriment de la situation globale. C'est une excellente chose pour l'Europe que les pays européens soient indépendants. Chacun d'eux produit ce qui lui convient. Il en résulte que l'économie européenne se développe à un rythme relativement rapide. Chez nous, depuis la dynastie des Ch'in [1], la Chine est devenue un grand pays. Dans son ensemble elle est restée, pendant une très longue période, un grand pays unifié. L'un de ses défauts est le bureaucratisme qui l'a maintenue sous un contrôle asphyxiant. Les régions n'ont pas pu se développer indépendamment. Tout le monde s'est laissé aller et l'économie a progressé très lentement. Maintenant,

1. La dynastie des Ch'in remonte au III[e] siècle (221-207) avant J.-C.

la situation est totalement différente. Nous voulons réaliser l'unification de tout le pays et l'indépendance de toutes ses provinces. Il s'agit d'une unification relative et d'une indépendance relative.

Les provinces doivent obéir aux décisions des autorités centrales et accepter le contrôle de celles-ci. Mais elles doivent résoudre leurs propres problèmes indépendamment. Lorsqu'il y a des décisions importantes à prendre, les autorités centrales doivent consulter les provinces et prendre ces décisions conjointement avec elles. C'est ainsi, par exemple, qu'ont été rédigées les résolutions de Lushan. Elles étaient conformes et aux besoins de tout le pays et aux besoins de toutes les provinces. Peut-on prétendre que seules les autorités centrales, et non les provinces, doivent s'opposer à l'opportunisme de droite ? Ce que nous préconisons, c'est que chaque province développe au maximum ses propres produits tout en tenant compte du Plan applicable à tout le pays. Tant que les provinces auront des matières premières et des débouchés, et aussi longtemps qu'elles pourront exploiter leurs ressources locales et vendre leurs produits sur les marchés locaux, elles doivent produire tout ce qu'elles sont en mesure de produire. Dans le passé, nous craignions qu'à la suite du développement de différentes industries dans les provinces, les produits industriels fabriqués par des villes commme Shanghai ne trouvent plus d'acheteurs. Vue d'aujourd'hui, cette crainte n'était pas fondée. Shanghai a d'ailleurs élaboré une politique de développement de la production des produits de haute qualité, des machines de grande dimension, des instruments de précision et d'équipements dont la fabrication exige une technologie de pointe. On voit que les habitants de Shanghai ont encore du travail.

Pour quelle raison le *Manuel* ne préconise-t-il pas que chaque pays produise tout ce qu'il est en mesure de produire, mais propose-t-il, au contraire, qu'un pays

s'abstienne de fabriquer les produits dont le besoin peut être satisfait par d'autres pays ? La politique correcte est que chaque pays produise tout ce qu'il lui est possible de produire. Il doit le faire indépendamment, en ne comptant que sur ses propres forces. Le principe est de ne pas dépendre des autres. Les seules choses qu'un pays puisse s'abstenir de produire sont les choses qu'il est vraiment incapable de produire. Il doit faire le maximum, en particulier, pour développer sa production agricole. Il est en effet extrêmement dangereux de dépendre d'autres pays ou d'autres provinces pour son alimentation.

Certains pays sont très petits et leur situation est exactement celle décrite par le *Manuel* : « Un développement de tous les secteurs industriels est économiquement irrationnel ; il est au-dessus de leurs forces. » Dans ce cas, bien entendu, il convient de ne pas forcer. En Chine, dans certaines provinces de faible densité de population, telles que le Tsinghai et le Ninghsia, il est très difficile de développer actuellement tous les secteurs simultanément.

### *61. Le développement des pays socialistes peut-il être « nivelé » ?*

Page 660, troisième paragraphe : « Il faut que le niveau général de développement économique et culturel de tous les pays socialistes soit progressivement égalisé. » Or, ces pays diffèrent par le nombre d'habitants, les ressources, les conditions historiques. La révolution, en outre, est plus ou moins avancée selon les pays. Comment peut-on parvenir à un nivellement ? Un père a engendré une quinzaine de fils dont certains sont grands, d'autres petits, certains gros, d'autres minces, certains enfin plus ou moins intelligents. Comment les rendre égaux ? Le « ni-

vellement » n'est pas autre chose que la théorie de l'équilibre de Boukharine. Le développement économique des pays socialistes n'est pas partout le même. C'est vrai aussi pour les différentes provinces à l'intérieur d'un pays et pour les différents districts à l'intérieur d'une province. Prenons l'exemple du service de l'hygiène du Kwangtung. Il est bon à Foshan et dans la commune populaire de Chilo. Il y a déséquilibre entre Foshan et Canton, d'une part, et entre la commune populaire de Chilo et Shaokuan, d'autre part. C'est une erreur de refuser le déséquilibre.

### *62. Le problème fondamental est celui des systèmes*

A la page 668, le *Manuel* dit que les emprunts émis par un pays socialiste ont un caractère différent de ceux émis par un pays impérialiste. Cette affirmation est conforme aux faits. Un pays socialiste est toujours meilleur qu'un pays capitaliste. Nous comprenons ce principe. Le problème fondamental est celui des systèmes. C'est le système social qui décide de l'orientation d'un pays. Le système socialiste décide qu'un pays socialiste s'oppose toujours à un pays impérialiste. Tout compromis ne peut être que provisoire.

### *63. Les relations entre les deux systèmes économiques mondiaux*

A la page 658, le *Manuel* parle de « la compétition entre deux systèmes mondiaux ». Dans ses *Problèmes économiques du socialisme en Union soviétique,* Staline a déjà examiné le problème des deux marchés mondiaux. Sur ce point, le *Manuel* met l'accent sur la

compétition pacifique des deux systèmes mondiaux en soulignant l'importance de l'établissement de relations économiques entre ces deux systèmes susceptibles de « se développer pacifiquement ». Il transforme les deux marchés mondiaux existant réellement en deux systèmes économiques à l'intérieur d'un marché mondial unifié. Il s'agit là d'un recul par rapport au point de vue de Staline.

En réalité, entre les deux systèmes économiques il y a non seulement une compétition, mais aussi une lutte acharnée d'une grande ampleur. Le *Manuel* évite de parler de cette lutte.

### *64. A propos des critiques adressées à Staline*

A la page 680, il est dit que le livre de Staline, *Problèmes économiques du socialisme en Union soviétique*, comme ses autres ouvrages, contient certains points de vue erronés. A la même page, le *Manuel* lance deux accusations contre Staline. Elles ne sont pas convaincantes.

La première accusation contre Staline porte sur le point de vue suivant adopté par lui : « Il semble que la circulation des marchandises soit déjà devenue un obstacle au développement des forces productives. Les conditions sont d'ores et déjà réunies pour passer progressivement aux échanges directs des marchandises entre l'industrie et l'agriculture ; ce passage est inévitable. »

Dans son livre, Staline dit également que s'il y a deux systèmes de propriété, il y a forcément production marchande. Il dit aussi que, dans les entreprises kolkhoziennes, bien que les moyens de production (la terre, les machines) appartiennent à l'Etat, les produits obtenus sont la propriété de chaque kolkhoze car c'est à lui qu'appartiennent le travail et les semences. Les kolkhozes dis-

posent pratiquement, en outre, de la terre qui leur a été remise en jouissance perpétuelle comme de leur bien propre. Dans ces conditions, « ils ne veulent pas aliéner leurs produits autrement que sous la forme de marchandises, en échange desquelles ils veulent obtenir les marchandises dont ils ont besoin. Les kolkhozes n'acceptent pas aujourd'hui d'autres relations économiques avec la ville que celles qui interviennent dans les échanges par achat et vente de marchandises ».

Staline a critiqué le point de vue qui prévalait à l'époque en Union soviétique et qui préconisait l'élimination de la production marchande. Il estimait que celle-ci était une nécessité semblable à celle qui, trente ans auparavant, faisait proclamer à Lénine que la circulation des marchandises devait être développée au maximum.

D'après le *Manuel*, Staline semblait préconiser l'élimination immédiate des marchandises. Cette accusation est très difficile à établir. Quant aux échanges des produits, ils ne constituaient, pour Staline, qu'une hypothèse. Il écrivait, d'ailleurs : « Il faut introduire ce système sans hâte particulière, au fur et à mesure de l'accumulation des produits fabriqués par les villes. »

L'autre accusation portée contre Staline est qu'il sous-estimait les effets de la loi de la valeur dans le domaine de la production et notamment dans celui de la production des moyens de production. « Dans une société socialiste, la loi de la valeur ne joue pas un rôle régulateur dans le domaine de la production. L'action régulatrice y est exercée par les lois du développement planifié et proportionné ainsi que par les plans économiques de l'Etat. » Ce point de vue adopté par le *Manuel* est en fait celui de Staline. Bien que le *Manuel* considère les moyens de production comme des marchandises, il ne peut pas ne pas admettre que, *primo*, dans le cadre du système de la propriété du peuple entier, la vente et l'achat des moyens de production n'ont aucun effet sur

le droit de propriété, et que, *secundo*, le rôle joué par la loi de la valeur dans le domaine de la production et dans le processus de la circulation n'est pas le même. Ces points de vue sont en fait identiques à ceux adoptés par Staline. Il existe une vraie différence entre Staline et Khrouchtchev : le premier s'opposait à la vente des moyens de production, tels que les tracteurs, aux kolkhozes tandis que le second les leur vendait.

### 65. *Jugement d'ensemble sur le* Manuel

On ne peut pas dire que ce livre n'a absolument rien à voir avec le marxisme-léninisme, car il contient de nombreux points de vue marxistes-léninistes. Mais on ne peut pas dire non plus qu'il est tout à fait conforme au marxisme-léninisme, car il contient de nombreux points de vue qui sont éloignés du marxisme-léninisme. On ne peut pas pour conclure réfuter fondamentalement ce livre.

L'ouvrage souligne que l'économie socialiste est une économie au service de tout le peuple et non au service d'une minorité d'exploiteurs. Il n'est pas possible de soutenir que, dans ce livre, les analyses des lois économiques fondamentales du socialisme sont complètement erronées. Ces analyses constituent le contenu principal de l'ouvrage qui traite également de problèmes tels que la planification, le développement proportionné, l'industrialisation à un rythme rapide, etc. Dans ces domaines, le livre apparaît encore de caractère socialiste et marxiste. Quant à savoir dans quelle proportion il faut développer chacun des secteurs économiques après avoir admis les principes de la planification, du développement proportionné et de l'industrialisation à un rythme rapide, c'est une autre question. Après tout, chacun a ses propres méthodes.

Mais certains points de vue fondamentaux de ce livre sont erronés. L'ouvrage ne met pas l'accent sur la primauté de la politique, ni sur la ligne de masse. Il ne parle pas de marcher sur les deux jambes. Il se limite à souligner l'importance de l'intérêt individuel, à propager l'idée de la stimulation matérielle et à faire ressortir l'individualisme.

Le point de départ de la recherche sur l'économie socialiste n'est pas, dans ce *Manuel*, la contradiction. En fait, les Soviétiques n'admettent pas l'universalité de la contradiction. Ils n'admettent pas que, dans une société, les contradictions constituent la force motrice du développement du socialisme. Dans leur société, en réalité, la lutte des classes existe toujours, lutte entre le socialisme et les vestiges du capitalisme. Mais ils ne le reconnaissent pas. Il existe encore, dans leur société, trois systèmes de propriété : la propriété du peuple entier, la propriété collective et la propriété individuelle. Certes, le système de la propriété individuelle y est différent de celui qui existait avant la collectivisation. A cette époque-là, la vie des paysans était fondée entièrement sur le système de la propriété individuelle. Actuellement, les paysans ont un pied dans un bateau et un pied dans l'autre ; ils s'appuient essentiellement sur la collectivité, mais aussi sur le système de la propriété individuelle. Lorsqu'il y a trois systèmes de propriété, il y a inéluctablement des contradictions et des luttes. Pourtant, le *Manuel* ne parle pas de ces contradictions et de ces luttes. Il ne préconise pas les mouvements de masse. Il n'admet pas qu'il faille d'abord passer du système socialiste de la propriété du peuple entier pour faire de ce dernier l'unique système dans toute la société avant de passer au communisme.

Le *Manuel* adopte des expressions confuses telles que « rapprochement », « harmonie », etc., au lieu de notions telles que la transformation d'un système de propriété en

un autre système de propriété, ou la transformation d'un rapport de production en un autre rapport de production. De ce point de vue, ce livre a de graves défauts et contient des erreurs sérieuses. Il s'éloigne partiellement du marxisme-léninisme.

Le style de l'ouvrage est très mauvais. Il lui manque la force de persuasion. Il ne suscite pas l'intérêt du lecteur. Son point de départ n'est pas l'analyse concrète de la contradiction entre les forces productives et les rapports de production, ni l'analyse concrète de la contradiction entre la base économique et la superstructure. Il ne tient pas compte de telles analyses pour présenter et étudier les problèmes. Tout dans ce livre résulte de notions et de définitions. Il se borne à définir ; il ignore les raisonnements. Or, en réalité, les définitions doivent être le résultat des analyses, et non le point de départ de celles-ci. Le livre énonce, *ex nihilo,* une série de lois qui ne découlent pas et ne sont pas prouvées par l'analyse du processus concret du développement historique. Or, les lois ne peuvent pas s'expliquer d'elles-mêmes. Il est impossible de les expliquer clairement si l'on ne commence pas par analyser le processus concret du développement historique.

Ce livre manque de souffle et de hauteur de vues dans son style. Sa problématique est imprécise et sa force de persuasion nulle. Il ne suscite pas l'intérêt du lecteur. La logique, voire la logique formelle, en est absente. Apparemment, ce livre a été rédigé, chapitre par chapitre, par plusieurs auteurs. Si la division du travail y est, l'unité n'y est pas. Il n'est pas construit comme un manuel doit l'être. En outre, la méthodologie qui a été adoptée consiste à prendre les définitions pour point de départ, donnant ainsi l'impression qu'il s'agit d'un dictionnaire des termes économiques. Les auteurs de ce livre sont relativement passifs. A maintes reprises, ils se contredisent ; ce qu'ils disent ici est en contradiction

avec ce qu'ils disent ailleurs. Certes, la division du travail, la coopération et la rédaction collective constituent une méthode. Mais la meilleure méthode est encore de confier l'ouvrage à un auteur principal aidé de quelques assistants. Seuls les livres écrits par des auteurs tels que Marx peuvent être considérés comme des ouvrages complets, rigoureux, systématiques et scientifiques.

Si l'on veut rédiger un livre vivant, il faut avoir quelque chose à critiquer. Bien qu'on ait dit des choses exactes dans ce *Manuel*, on n'a pas amplifié la critique des points de vue erronés. C'est pourquoi sa lecture est ennuyeuse.

A maints endroits, on sent que ce livre a été écrit par des intellectuels, et non par des révolutionnaires. Lorsqu'un économiste ne connaît pas les pratiques économiques, il ne peut pas être considéré comme un véritable spécialiste. Apparemment, ce livre reflète le fait que ceux qui s'occupent des tâches pratiques ne sont pas capables d'en faire la synthèse et n'ont pas de connaissance des concepts et des lois ; et que ceux qui s'occupent de théories n'ont pas d'expérience de la pratique et ne connaissent pas la pratique économique. Sans l'union de ces deux catégories de gens, il ne peut y avoir d'union de la théorie et de la pratique.

Ce livre démontre clairement que ses auteurs ne connaissent pas la dialectique. Même pour rédiger un manuel de science économique, il faut avoir un cerveau de philosophe ; il faut la participation de philosophes. Sans cette participation, il est impossible d'écrire un bon manuel de science économique.

La première édition de ce *Manuel* date du début de 1955 [1]. Mais apparemment, l'ossature principale du livre a été décidée avant cette date. Il semble que sa structure

1. La première édition du *Manuel* date en réalité de 1954.

élaborée à l'époque par Staline n'ait déjà pas été très au point [1].

Actuellement, en Union soviétique, il y a des gens qui ne sont pas d'accord avec la rédaction de ce livre. Dans un article intitulé « A propos du Cours scientifique d'économie politique du socialisme », G.A. Kozlov [2] critique les idées fondamentales de ce livre en soulignant ses défauts méthodologiques. Il prône l'explication des lois par une analyse du processus de la production socialiste. Il émet aussi des suggestions dans le domaine de la structure.

Si l'on en juge par les critiques émises par des gens comme Kozlov, il semble qu'il soit possible, même en Union soviétique, d'élaborer un autre manuel représentant l'aspect opposé du présent ouvrage. C'est une bonne chose d'avoir une opposition.

A la première lecture de ce livre, on peut comprendre sa méthodologie et ses points de vue. Mais lire un livre n'est pas l'étudier. Le mieux serait que, dans l'avenir, nous étudiions minutieusement cet ouvrage en prenant certains problèmes et points de vue comme centres de discussion. Il nous faut aussi réunir des matériaux et lire des articles et des revues qui expriment des points de vue différents de ceux de ce livre. Quand il existe un problème qui provoque une polémique, il convient de connaître toutes les opinions divergentes. Si l'on veut bien saisir un problème, il faut au moins comprendre les opinions des deux parties.

1. Staline a en effet surveillé étroitement l'élaboration du *Manuel* qui devait servir, selon lui, de livre de chevet à la jeunesse révolutionnaire non seulement à l'intérieur de l'Union soviétique, mais aussi au-delà de ses frontières. Dans les *Problèmes économiques du socialisme en URSS*, il va jusqu'à fixer entre 500 et 600 au maximum le nombre des pages du *Manuel*. L'emprise des thèses des *Problèmes* sur les deux premières éditions du *Manuel* fut très puissante.

2. Membre correspondant de l'académie des Sciences de l'URSS, G. S. Kozlov est l'un des économistes soviétiques les plus éminents.

Nous devons critiquer et rejeter les idées erronées. Mais nous devons aussi défendre tout ce qui est juste. Il nous faut être à la fois courageux et prudents.

Quoi qu'il en soit, les Soviétiques ont réussi à écrire un manuel d'économie politique du socialisme. Tout compte fait, c'est une grande réalisation. Quelles que soient les idées douteuses contenues dans ce livre, il nous fournit au moins matière à discussion et nous incite à nous engager dans des recherches plus approfondies.

### *66. Sur la manière de rédiger un manuel d'économie politique*

Le *Manuel* soviétique prend comme point de départ le système de propriété. En principe, cela est valable. Mais le livre pourrait être mieux rédigé. Lorsque Marx étudiait l'économie du capitalisme, il analysait essentiellement, lui aussi, le système de propriété capitaliste des moyens de production. Il examinait dans quelle mesure la distribution des moyens de production déterminait la distribution des produits. Dans une société capitaliste, le caractère social de la production et le caractère privé de la possession constituent une contradiction fondamentale. A partir des marchandises, Marx dévoilait les rapports humains dissimulés derrière les rapports matériels entre les marchandises. Bien que les marchandises aient encore un double caractère dans une société socialiste, celui-ci n'est plus le même que le double caractère des marchandises capitalistes grâce à l'établissement du système de la propriété publique des moyens de production et au fait que le travail n'est plus une marchandise. Dans ces conditions, les rapports entre les hommes ne sont plus cachés par les rapports matériels entre les marchandises. Donc, si l'on suit la méthode

de Marx en prenant les marchandises comme point de départ, ou en étudiant l'économie socialiste en partant du double caractère des marchandises, il se peut que l'on rende les problèmes obscurs et difficiles à comprendre.

L'économie politique a pour objet la recherche des rapports de production. Selon l'interprétation de Staline, ces rapports comportent trois aspects : le système de propriété, les rapports humains dans le travail et la distribution des produits. Si nous devons écrire sur l'économie politique, nous pourrons également prendre comme point de départ le système de propriété. Nous aborderons d'abord les différentes transformations de ce système : de la propriété privée des moyens de production en propriété publique des moyens de production, de la propriété privée du capital bureaucratique et de la propriété privée capitaliste en propriété socialiste du peuple entier, de la propriété privée des terres des propriétaires fonciers en propriété privée des paysans, puis en propriété collective socialiste. Nous examinerons ensuite les contradictions entre les deux systèmes de la propriété publique socialiste, ainsi que le passage du système de la propriété collective socialiste au système de la propriété socialiste du peuple entier. Concurremment, nous analyserons les transformations qui se produisent à l'intérieur du système de la propriété du peuple entier telles que l'envoi des cadres à des échelons inférieurs, la gestion des entreprises en fonction de leur catégorie, l'autonomie des entreprises, etc. Chez nous, parmi les entreprises faisant partie du système de la propriété du peuple entier, certaines sont gérées directement par les départements du gouvernement central, d'autres par les provinces, les municipalités ou les régions autonomes, d'autres par les régions spéciales, d'autres enfin par les districts. Quant aux entreprises gérées par les communes populaires, certaines sont par moitié propriété du peuple entier et par moitié propriété collective. Toutes les entreprises,

qu'elles soient administrées par les autorités centrales ou par les autorités locales, sont sous une direction unifiée et dotées d'une autonomie bien définie.

Quant à la question des rapports humains dans la production et dans le travail, exception faite de l'emploi d'expressions du genre « les rapports de coopération et d'assistance mutuelle dans un esprit de camaraderie », le *Manuel* n'a jamais traité du fond du problème. Il n'a pas procédé à des analyses ou des études dans ce domaine. Or, lorsque le problème du système de propriété est résolu, le problème le plus important qui se pose est celui de la gestion, c'est-à-dire de la gestion des entreprises appartenant au peuple entier. Le problème de la gestion des entreprises collectives est aussi celui des rapports humains dans un système de propriété déterminé. Sur ce sujet, il y a beaucoup de choses à dire. Au cours d'une période donnée, les transformations des systèmes de propriété ont toujours une limite. Mais pendant cette même période, les rapports humains dans la production et dans le travail peuvent se modifier sans cesse. A l'égard de la gestion des entreprises appartenant au peuple entier, nous sommes partisans d'une politique qui combine la direction centralisée et les mouvements de masses, qui impose le leadership du Parti, qui mêle les ouvriers et le personnel technique, qui fait participer les cadres au travail manuel, qui modifie continuellement les réglementations et les systèmes irrationnels, etc.

En ce qui concerne la distribution des produits, le *Manuel* doit être réécrit en recourant à un autre style de rédaction. Il faudrait mettre l'accent sur la difficulté des luttes, l'augmentation de la reproduction, les perspectives communistes. Il ne faut pas insister sur les intérêts matériels personnels. Il ne faut pas encourager les gens à aller vers leurs intérêts personnels au lieu d'aller vers les intérêts de la société. Il ne faut pas attirer les gens

dans un chemin qui débouche sur « un amant, une résidence secondaire, une voiture, un piano, un poste de télévision ». Un voyage de 1 000 *li* commence au premier pas. Mais si l'on ne voit pas plus loin que ses pieds, si l'on ne pense pas à l'avenir et aux perspectives, comment peut-on alors avoir encore de l'esprit et de l'enthousiasme révolutionnaires ?

### *67. A propos de la méthode de recherche qui consiste à prendre les phénomènes comme point de départ pour arriver à l'essence même des choses*

Dans l'étude d'un problème, nous devons prendre comme point de départ les phénomènes qu'on peut voir et sentir et explorer l'essence qui se dissimule derrière eux afin de découvrir la nature et les contradictions des choses objectives.

Pendant la guerre civile et la guerre de résistance contre le Japon, nous aussi, nous avons pris les phénomènes comme point de départ pour étudier le problème de la guerre. A cette époque, le phénomène le plus général et le plus évident était que nous avions des ennemis nombreux et puissants, alors que nous étions peu nombreux et faibles. C'est à partir de ce phénomène que nous avons étudié et résolu les problèmes, que nous avons examiné le moyen de vaincre avec une force réduite et faible des ennemis nombreux et puissants. Nous avions compris que, bien que peu nombreux et faibles, nous avions le soutien des masses et que nous pouvions exploiter les points faibles de nos ennemis en dépit de leur nombre et de leur puissance. Prenons l'exemple de la période de la guerre civile. L'ennemi possédait une force de plusieurs centaines de milliers d'hommes tandis que nous n'en avions que quelques

dizaines de milliers. Sur le plan stratégique, l'ennemi était puissant et nous étions faibles. Il prenait l'offensive et nous étions sur la défensive. Mais lorsqu'il voulait nous attaquer, il lui fallait progresser sur plusieurs colonnes et chaque colonne était à son tour divisée en de nombreuses unités qui se succédaient. Souvent, lorsqu'une unité parvenait à un point d'appui, les autres unités étaient encore en mouvement. Nous concentrions le gros de nos forces afin de détruire le point d'appui de cette colonne et nous déployions une partie de nos hommes pour clouer sur place les forces ennemies encore en mouvement. C'est ainsi que nous nous trouvions dans une situation de force en un point précis où l'ennemi était peu nombreux et faible tandis que nous étions nombreux et puissants. L'ennemi se trouvait, en outre, dans une région qu'il connaissait mal et où il n'avait pas le soutien des masses. Les conditions étaient totalement réunies pour que nous puissions détruire une partie de l'ennemi.

La transformation de l'idéologie en système se produit toujours à la suite de mouvements des faits, car l'idéologie est le reflet d'un mouvement matériel. Les lois apparaissent dans la répétition au cours des mouvements des faits ; leur apparition n'est pas un accident. Les faits doivent se répéter fréquemment avant qu'apparaissent des lois susceptibles d'être reconnues comme telles par tous. Une crise du capitalisme, par exemple, s'est produite dans le passé une fois tous les dix ans. Ce phénomène s'est répété à de nombreuses reprises, nous permettant ainsi de connaître les lois de la crise économique dans une société capitaliste. Dans un autre cas, la nécessité de distribuer les terres en fonction du nombre d'habitants et non en fonction de la capacité de travail au cours d'une réforme agraire n'a été reconnue

qu'après des expériences multiples. Pendant la dernière période de la guerre civile, les camarades qui avaient adopté la ligne aventuriste de « gauche » préconisaient une distribution des terres selon la capacité de travail. Ils n'étaient pas d'accord avec la politique de distribution égalitaire par tête d'habitant et estimaient que ce mode de distribution n'avait pas une position de classe nette et qu'il ne tenait pas suffisamment compte des masses. Leur slogan était : « Les propriétaires fonciers ne reçoivent aucune terre ; les paysans riches reçoivent de mauvaises terres ; les autres reçoivent des terres correspondant à leur capacité de travail. » Les faits ont prouvé que cette politique était erronée. C'est après des expériences répétées que nous avons tiré au clair la politique correcte de la distribution des terres [1].

Le marxisme exige l'unité de la logique et de l'histoire. Les idées sont le reflet de l'existence objective tandis que la logique est dérivée de l'histoire. Le *Manuel* est certes rempli de matériaux, mais ceux-ci ne sont pas analysés. La logique en est absente et on cherche en vain des lois. Cela est mauvais. Mais ne pas avoir de matériaux n'est pas bon non plus. Car, dans ce cas, on ne voit que la logique et non l'histoire. Et cette logique qu'on voit n'est qu'une logique subjectiviste. C'est ici précisément que réside le défaut du *Manuel*.

Il est absolument nécessaire d'écrire une histoire du développement du capitalisme en Chine. Si les historiens n'étudient pas l'histoire de chaque société ou l'histoire de chaque époque, ils ne pourront pas écrire une histoire

1. Mao résume ici son conflit en matière de révolution agraire avec la faction des « 28 bolcheviks » dans le Soviet du Kiangsi au début des années trente. A cette époque, la politique agraire de Mao fut qualifiée de droitiste par le Comité central contrôlé par des éléments pro-soviétiques soutenus par le Komintern.

générale de qualité. Et si l'on étudie une société particulière, c'est pour trouver les lois particulières de cette société. Si l'on réussit à élucider les lois particulières d'une société déterminée, on peut facilement connaître les lois générales de cette société. Il faut donc trouver les généralités à travers les nombreuses particularités qu'on a étudiées. Sans bien comprendre les lois particulières, il est impossible de bien comprendre les lois universelles. Si l'on veut étudier, par exemple, les lois générales de la zoologie, on est obligé d'étudier séparément les lois particulières qui régissent les vertébrés et les invertébrés.

### *68. La philosophie doit servir la politique de son temps*

Toute philosophie doit servir la politique de son temps.

C'est vrai pour la philosophie bourgeoise. Dans chaque pays, à tout moment, de nouveaux théoriciens ont fait leur apparition et développé de nouvelles théories pour servir la politique de l'époque. En Angleterre, il y eut des matérialistes bourgeois tels que Francis Bacon et Thomas Hobbes. En France, au XVIII[e] siècle, des matérialistes, tels que les encyclopédistes, apparurent. Les bourgeoisies allemande et russe eurent aussi leurs matérialistes. C'étaient tous des matérialistes bourgeois qui servaient la politique de la bourgeoisie de leur époque. Ce n'est pas parce que la bourgeoisie anglaise avait ses matérialistes que la bourgeoisie française pouvait se passer des siens ; et ce n'est pas parce que l'Angleterre et la France avaient leurs matérialistes bourgeois que l'Allemagne et la Russie pouvaient se passer des leurs.

De toute évidence, la philosophie marxiste du prolétariat doit encore plus étroitement servir la politique de

son époque. En ce qui concerne la Chine, la première chose à faire est d'étudier les œuvres de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline. Mais les communistes et les penseurs prolétariens de tous les pays doivent créer de nouvelles théories, écrire de nouvelles œuvres, former leurs propres théoriciens afin de servir la politique de leur époque.

Il n'est pas bon pour un pays, quel qu'il soit, de s'appuyer à quelque moment que ce soit sur des choses dépassées. S'il n'y avait eu que Marx et Engels et s'il n'y avait pas eu Lénine pour écrire des œuvres telles que *Deux Tactiques*, il aurait été impossible de résoudre les nouveaux problèmes apparus depuis 1905. De même, s'il n'y avait eu que *Matérialisme et Empiriocriticisme* de 1907, il aurait été impossible de faire face aux nouveaux problèmes qui surgirent avant et après la révolution d'Octobre. Pour satisfaire les exigences de cette époque, Lénine rédigea *Sur l'impérialisme, l'Etat et la Révolution*, etc. Après la mort de Lénine, pour faire face aux réactionnaires et pour défendre le léninisme, Staline dut écrire des œuvres comme *les Fondements du léninisme, les Questions du léninisme*, etc. A la fin de la deuxième guerre civile et au début de la guerre de résistance contre le Japon, j'ai rédigé *De la pratique* et *De la contradiction*. Je ne pouvais pas ne pas écrire ces œuvres pour satisfaire aux exigences du moment.

Maintenant nous sommes entrés dans l'ère du socialisme. Une série de problèmes nouveaux est apparue. Il est impossible de ne pas écrire de nouvelles œuvres et de ne pas élaborer de nouvelles théories pour satisfaire aux exigences nouvelles.

## ADDENDA

### *1. Le problème de l'industrialisation de la Chine*

En Union soviétique, après l'achèvement du Ier Plan quinquennal, la valeur globale des produits de l'industrie lourde constituait 70 % de la valeur totale de la production industrielle et agricole. On annonça alors que l'industrialisation avait été réalisée. En Chine, ce critère peut être atteint très rapidement. Mais, même s'il était atteint, nous ne proclamerions pas que l'industrialisation a été réalisée chez nous, car nous aurions encore alors plus de 500 millions de paysans travaillant dans le secteur agricole. Si nous annoncions que notre industrialisation est réalisée le jour où la valeur globale de nos produits industriels représenterait 70 % de la valeur totale de la production, cette proclamation ne refléterait pas la situation réelle de notre économie nationale et provoquerait peut-être même un relâchement de nos efforts.

Au cours de la première session plénière du VIIIe Congrès du Parti, nous avons dit que nous voulions établir une base solide pour l'industrialisation socialiste pendant la période du IIe Plan quinquennal. Nous avons également dit que nous voulions réaliser, dans quinze ans ou plus, des structures industrielles complètes. Il y a quelque chose de contradictoire dans ces deux affirmations. Comment peut-on parler d'établir une base solide pour l'industrialisation socialiste si l'on ne dispose pas de structures industrielles complètes ? Si l'on en juge par la situation actuelle, il semble que, dans le domaine de la production des produits industriels essen-

tiels, nous pourrions rattraper l'Angleterre dans trois ans. Et, cinq années plus tard, nous pourrions réaliser l'établissement des structures industrielles.

Pendant encore une longue période, un pays comme le nôtre doit s'appeler un pays agro-industriel, même si nous produisons plus de 100 millions de tonnes d'acier. Si nous voulons dépasser la production de l'Angleterre *per capita,* notre production d'acier devra être d'au moins 350 millions de tonnes.

C'est une méthode intéressante que d'être en compétition avec un autre pays. Nous devons brandir constamment le slogan : « Rattraper l'Angleterre ». La première étape consiste à la rattraper dans le domaine de la production des principaux produits en quantité absolue. La seconde étape sera de la rattraper en production *per capita.* Nous sommes très loin derrière l'Angleterre dans la construction navale et l'industrie automobile. Il faut absolument que nous nous efforcions de la dépasser dans ces secteurs. Même un petit pays comme le Japon possède une flotte marchande de 4 millions de tonnes tandis qu'un grand pays comme le nôtre ne dispose pas d'autant de bâtiments pour le transport des marchandises. Il n'y a pas de quoi être fiers.

En 1949, il y avait en Chine un peu plus de 90 000 tours. Ce chiffre est passé à plus de 490 000 en 1959. En 1957, le Japon possédait 600 000 tours. Le nombre des tours est un critère important pour mesurer le niveau du développement industriel d'un pays.

Le niveau de la mécanisation en Chine est très bas. On peut en juger par la ville de Shanghai. D'après les résultats des enquêtes les plus récentes, dans les entreprises modernes de la ville, le travail mécanisé, le travail semi-mécanisé et le travail manuel représentent chacun un tiers.

Dans l'industrie soviétique, la productivité ne dépasse pas encore celle de l'industrie américaine. Quant à nous,

nous sommes loin derrière. Nous avons certes une population nombreuse, mais notre productivité ne peut pas se comparer et de beaucoup avec celle des autres pays. A partir de 1960 et pendant treize ans, il nous faudra encore travailler d'arrache pied.

### *2. A propos de la place de l'homme dans la société et de ses capacités*

A la page 488, le *Manuel* dit que, dans une société socialiste, la place de l'homme est déterminée uniquement par son travail et par ses capacités personnelles. Cette affirmation n'est pas nécessairement vraie. Les hommes intelligents sortent souvent des rangs d'une jeunesse méprisée, humiliée et d'une origine sociale inférieure. Cela est vrai même dans une société socialiste. C'était une règle dans l'ancienne société que les exploités soient moins cultivés mais plus intelligents et que les exploiteurs soient plus cultivés mais moins intelligents. Dans une société socialiste, ceux qui appartiennent à la couche sociale qui perçoit un salaire élevé courent un peu le même risque. Ils possèdent des connaissances et une culture plus étendues, mais par rapport à ceux qui appartiennent à la couche sociale qui perçoit un bas salaire, ils sont moins intelligents. Les enfants de nos cadres sont précisément moins intelligents que les enfants des non-cadres.

De très nombreuses découvertes et inventions ont été faites par les petites usines. Les grandes usines sont dotées d'équipements excellents et ont recours à une technologie moderne. Il s'ensuit qu'elles arborent souvent un air prétentieux, s'attachent au *statu quo* et ne cherchent pas à progresser. Leur esprit créatif est souvent moindre que celui des petites usines. Récemment, une usine de textile de Ch'angchou a mis au point une instal-

lation technique qui permet d'augmenter l'efficacité des métiers, réalisant ainsi un équilibre dans la capacité de production dans les domaines du filage, du tissage et de l'impression. On remarque que cette nouvelle technique n'a été inventée ni à Shanghai ni à Tientsin, mais dans une petite ville comme Ch'angchou.

La connaissance s'acquiert dans la difficulté. Si Ch'u Yuan [1] était resté un haut fonctionnaire, ses œuvres n'auraient pas vu le jour. C'est parce qu'il perdit son poste et fut « affecté à un échelon inférieur pour effectuer un travail manuel » qu'il eut des contacts plus étroits avec la vie sociale et qu'il rédigea d'excellentes œuvres littéraires telles que le *Li Sao* (Les lamentations). C'est aussi après avoir essuyé des échecs dans maints états que Confucius se tourna vers les études. Il avait d'abord réuni autour de lui un groupe de « chômeurs » et s'efforçait de vendre partout leur force de travail. Mais personne ne voulait d'eux. Confucius n'eut jamais l'occasion de se faire une place au soleil. C'est seulement lorsqu'il se trouva dans une impasse qu'il entreprit la compilation de chants folkloriques *(le Livre des chants)* et la mise en forme de matériaux historiques *(les Annales du printemps et de l'automne)*.

Dans l'histoire, beaucoup de choses d'avant-garde n'ont pas été inventées par des pays avancés, mais par des pays relativement en retard. Ce n'est pas sans raison que le marxisme n'a pris naissance ni en Angleterre ni en France, pays où le capitalisme était alors relativement développé, mais en Allemagne où il n'atteignait qu'un niveau moyen.

1. Ch'u Yuan (340-278 avant J.-C.), un des plus grands poètes que la Chine ait jamais connus, fut ministre de l'Etat de Ch'u. Destitué et exilé à la suite d'un désaccord avec son prince, il se suicida en se noyant lorsque l'Etat de Ch'u fut vaincu par l'Etat de Ch'in. C'est pendant son exil qu'il composa ses plus grandes œuvres.

Les inventions scientifiques non plus ne sont pas nécessairement l'apanage des gens hautement cultivés. Beaucoup de professeurs d'université d'aujourd'hui n'ont pas fait d'inventions. En revanche, de simples ouvriers en ont fait. Certes, nous ne nions pas la différence entre les ingénieurs et les ouvriers. Mais il y a vraiment un problème ici. Dans l'histoire, les peuples de niveau culturel peu élevé ont toujours triomphé des peuples de haut niveau culturel. Au cours de notre guerre civile, nos commandants à tous les échelons étaient inférieurs sur le plan culturel aux officiers du Kuomintang formés dans des académies militaires chinoises ou étrangères. Mais nous les avons battus.

L'homme est un animal qui a un défaut : il méprise ses semblables. Les hommes qui ont accompli un tant soit peu de chose méprisent ceux qui n'ont rien réalisé. Les grands pays et les pays riches méprisent les petits pays et les pays pauvres. Les pays occidentaux méprisent depuis toujours la Russie. La Chine d'aujourd'hui est encore méprisée. Et ce n'est pas sans raison que les autres nous méprisent, car nous sommes encore en retard. Pour une si grande dimension, notre pays produit tellement peu d'acier et a encore un si grand nombre d'illettrés. Le mépris des autres à notre égard nous est cependant bénéfique. Il nous oblige à travailler et à progresser.

### *3. S'appuyer sur les masses*

« Le socialisme est plein de vitalité et créatif ; il est la création des masses populaires elles-mêmes. » Cette phrase de Lénine est excellente. Notre ligne de masse n'est pas autre chose. Mais est-elle conforme au léninisme ? Après avoir cité la phrase de Lénine, le *Manuel* écrit : « De plus en plus, les larges masses des tra-

vailleurs participent directement et activement à la gestion de la production, aux activités des organisations de l'Etat et à la direction de tous les secteurs de la vie sociale du pays » (p. 332). Cette façon de parler est excellente. Mais c'est une chose de le dire, et c'en est une autre de le faire. Et ce n'est pas facile.

Dans une résolution adoptée en 1928 par le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, il est écrit : « C'est seulement lorsque la mobilisation du Parti et des masses ouvrières et paysannes atteindra son niveau le plus élevé que l'on pourra réussir à rattraper et à dépasser les pays capitalistes dans les domaines technologique et économique » (p. 377). Cette phrase est également excellente. C'est ce que nous sommes en train de faire. Du temps de Staline, il n'y avait rien d'autre que les masses sur quoi s'appuyer. C'est pourquoi on demandait au Parti et aux masses ouvrières et paysannes de faire un maximum d'efforts pour se mobiliser. Plus tard, quand l'Union soviétique a possédé quelque chose, ses dirigeants ne se sont plus autant appuyés sur les masses.

Lénine a dit : « Un centralisme vraiment démocratique exige que la créativité et l'esprit d'initiative sous toutes leurs formes, sur le plan local, soient orientés dans la voie menant à l'objectif général, et que toutes les formes et toutes les méthodes soient en mesure de se développer pleinement et sans heurt » (p. 454). Cette façon de s'exprimer est excellente. Les masses peuvent ouvrir la voie. Les Soviets russes ont été créés par les masses. Nos communes populaires aussi ont été créées par les masses.

*4. Quelques comparaisons entre les processus de développement soviétique et chinois*

A la page 422, le *Manuel* cite Lénine : « Si le pouvoir de l'Etat est aux mains de la classe ouvrière, il est possible d'accéder au communisme en passant par le capitalisme d'Etat... » Cette citation est excellente. Lénine était un travailleur énergique. Après la révolution d'Octobre, voyant que le prolétariat manquait d'expérience pour diriger l'économie, il tenta de le former pour qu'il acquière la compétence nécessaire à la gestion de l'économie selon la méthode du capitalisme d'Etat. A cette époque, la bourgeoisie russe commit une erreur dans son évaluation de la force du prolétariat et n'accepta pas les conditions fixées par Lénine. Elle se lança dans des grèves perlées et des sabotages. Le prolétariat fut alors obligé de confisquer les biens de la bourgeoisie. C'est pourquoi le capitalisme d'Etat ne put pas se développer.

Pendant la période de la guerre civile, les difficultés que rencontra la Russie furent vraiment très grandes. L'agriculture était ruinée, les circuits commerciaux coupés, les transports et les communications paralysés. Faute de matières premières, bon nombre d'usines, bien que nationalisées, ne purent fonctionner. Se trouvant véritablement dans une impasse, les Soviétiques ne purent qu'adopter le système de la réquisition des céréales en surplus. Il s'agissait, en fait, d'une méthode pour obtenir les produits des paysans sans contrepartie. L'application de cette méthode vidait nécessairement les paysans de leurs réserves. C'était vraiment une méthode inadéquate. Ce n'est qu'après la fin de la guerre civile que le système de la taxation des céréales remplaça le système de la réquisition des céréales en surplus.

En Chine, la période de la guerre civile a duré beau-

coup plus longtemps qu'en Russie. Pendant vingt-deux ans, nous avons toujours appliqué, dans nos bases d'appui, la méthode qui consiste à collecter les céréales revenant aux autorités centrales et à acheter les céréales en surplus. Nous avons adopté une politique correcte à l'égard de la paysannerie. Pendant la guerre, nous nous sommes totalement appuyés sur les paysans.

Nous avons mis notre politique à l'épreuve pendant vingt-deux ans dans nos bases d'appui. Nous avons accumulé des expériences de gestion économique acquises dans ces bases, formé des cadres pour la gestion économique, conclu une alliance avec les paysans. C'est pourquoi, après la Libération, nous avons pu commencer et achever très rapidement notre tâche de restauration économique. Ensuite, nous avons préconisé une ligne politique de passage au socialisme, porté nos principaux efforts sur la révolution socialiste et mis concurremment en application le Ier Plan quinquennal. Au cours de ce processus de transformation socialiste, nous nous sommes alliés avec les paysans contre les capitalistes, tandis que Lénine, lui, déclarait à un certain moment qu'il préférait traiter avec les capitalistes, espérant ainsi transformer le capitalisme en capitalisme d'Etat afin de lutter contre les tendances spontanées de la petite bourgeoisie. Ces politiques différentes furent déterminées par des circonstances historiques différentes.

En Union soviétique, pendant la période de la Nouvelle Politique économique, comme on avait besoin des céréales des koulaks, on a adopté des mesures de contrainte à leur égard, mesures qui ressemblent un peu à celles que nous avons prises vis-à-vis de la bourgeoisie nationale pendant la première période qui suivit la Libération. C'est seulement lorsque la production totale des céréales dans les kolkhozes et les sovkhozes atteignit 400 millions de *poods* qu'on commença à s'attaquer aux koulaks. On préconisa alors des slogans pour

leur élimination et la réalisation de la collectivisation totale *. Nous, nous nous sommes déjà pratiquement débarrassés de l'économie des paysans riches au cours de la réforme agraire.

En Union soviétique, dès le début de la coopérativisation, « l'agriculture a payé un prix très élevé » (p. 397). Cette constatation fut à l'origine des nombreuses précautions prises par les pays de l'Europe de l'Est lorsqu'ils affrontèrent le problème de la coopérativisation. On n'a pas osé, dans ces pays, déclencher un mouvement de grande ampleur et la coopérativisation agricole se développa très lentement. En Chine, non seulement ce mouvement n'a pas diminué la production, mais il l'a énormément augmentée. Au début, beaucoup de gens n'y croyaient pas. Maintenant, le nombre des gens qui y croient augmente peu à peu.

### *5. Le processus de la formation et de la consolidation de la ligne générale*

Au cours de ces deux dernières années, nous avons fait une grande expérience.

* Staline, dans son article de décembre 1929 intitulé « A propos de quelques questions concernant la politique agraire en Union soviétique », écrivait : « En 1927, les koulaks produisaient plus de 600 millions de *poods* de céréales dont environ 130 millions de *poods* vendus dans les régions rurales. Il s'agissait d'une force très sérieuse qui ne pouvait pas être négligée. A la même période, quelle était la production de nos kolkhozes et de nos sovkhozes ? Environ 80 millions de *poods* dont 30 millions de *poods* environ étaient des céréales marchandes. » C'est pourquoi Staline affirmait catégoriquement que, « dans ces conditions, il était impossible de lancer une attaque résolue contre les koulaks ». Puis, il poursuivait : « Mais, maintenant, nous avons une base matérielle suffisante pour lancer une telle attaque. » En effet, en 1929, la production céréalière des kolkhozes dépassa les 400 millions de *poods* dont plus de 130 millions de *poods* de céréales marchandes. (Cf. *Les Œuvres complètes de Staline* [version chinoise], vol. 12, p. 142.) [*Note de l'auteur.*]

Pendant la première période qui suivit la Libération de tout le pays, nous n'avons pas acquis d'expérience dans la gestion de l'économie nationale. Aussi avons-nous dû, au cours de la période du Ier Plan quinquennal, imiter les méthodes soviétiques bien que celles-ci ne nous aient pas satisfaits. En 1955, les trois transformations [1] ayant été accomplies pour l'essentiel, à la suite d'une série de conversations avec plus de trente cadres [2] à la fin de cette année et au printemps de 1956, nous avons rédigé « Les dix grandes relations [3] » et lancé le slogan « Produire plus, plus vite, mieux et de manière plus économique ». Nous avons lu à cette époque dans le discours électoral prononcé en 1949 par Staline que la Russie tsariste produisait plus de 4 millions de tonnes d'acier par an. En 1940, ce chiffre est passé à 18 millions de tonnes. Si l'on compte à partir de 1921, la production n'a augmenté que de 14 millions de tonnes en l'espace de vingt ans. Nous nous sommes alors demandé si, la Chine et l'Union soviétique étant toutes deux des pays socialistes, nous étions capables de faire mieux et plus vite. Plus tard, nous avons soulevé le problème des deux méthodes différentes de construction du socialisme et en même temps élaboré un Programme de développement agricole en quarante points. A part cela, aucune autre mesure n'a été décidée à cette époque.

1. Il s'agit des transformations de l'agriculture, de l'administration et des entreprises privées.

2. Les « cadres » auxquels Mao fait allusion ici étaient en réalité trente-quatre ministres du gouvernement chinois. Mao a donné cette précision dans un discours prononcé le 12 janvier 1958 à la conférence de Nanning.

3. Dans un important discours, prononcé le 25 avril 1956 et connu sous le titre de « Sur les dix grandes relations », Mao traitait des dix contradictions les plus fondamentales qui caractérisaient, à l'époque, la politique et l'économie chinoises (industrie-agriculture ; centre-régions ; Parti-non-Parti ; Chine-reste du monde ; révolution-contre-révolution, etc.). Pour la version anglaise de ce discours, voir *Mao Tse-tung Unrehearsed, op. cit.*, p. 61-83.

Après le bond en avant de 1956, un mouvement « antiaventuriste » a fait son apparition. Saisissant l'occasion, les droitistes bourgeois lancèrent une attaque furieuse pour nier nos réalisations dans la construction du socialisme. En juin 1957, dans un rapport fait devant l'Assemblée nationale populaire, le Premier ministre Chou En-lai déclencha une contre-attaque contre les droitistes bourgeois. En septembre de la même année, le III[e] plénum du Comité central du Parti redonna vie à des slogans tels que « Produire plus, plus vite, mieux et de manière plus économique », « Appliquons le Programme de développement agricole en quarante points » et « Soutenons le Comité pour l'accélération du progrès ». En novembre, à Moscou, nous avons révisé un éditorial du *Quotidien du peuple* sur le problème « Produire plus, plus vite, mieux et de manière plus économique ». Au cours de l'hiver 1957, un mouvement de masse se développa alors dans tout le pays pour effectuer des travaux hydrauliques à grande échelle.

En 1958, nous avons convoqué des réunions successivement à Nanning et à Ch'engtu. Au cours de celles-ci, nous avons exposé les problèmes, critiqué l' « antiaventurisme », décidé que celui-ci ne pouvait plus désormais être toléré, et élaboré la ligne générale de la construction du socialisme. S'il n'y avait pas eu de Conférence de Nanning [1], il n'y aurait pas eu de ligne générale. En mai, XX [2], au nom du Comité central, présenta un rapport à la 2[e] session du VIII[e] Congrès du Parti. Cette session approuva officiellement la ligne générale, mais celle-ci n'était pas encore consolidée. Ensuite, nous avons adopté des mesures concrètes, principalement sur le par-

1. C'est au cours de cette conférence qui eut lieu fin janvier 1958 que le document intitulé « Soixante articles sur la méthode de travail », qui allait devenir la véritable charte du Grand Bond en avant, fut élaboré.

2. Dans le *Wan-sui* de 1967, on trouvait ici le nom de Liu Shao-chi.

tage des pouvoirs entre les autorités centrales et les autorités locales. A la Conférence de Peitaiho, nous avons proposé un bouleversement dans la production d'acier par l'organisation d'un mouvement de masse pour la production de l'acier sur une grande échelle, cet acier que la presse occidentale a appelé de l'acier d'arrière-cour. En même temps, nous avons lancé le mouvement des communes populaires. Immédiatement après, il y eut le pilonnage de Quemoy. Tout cela a provoqué la colère des uns et le mécontentement des autres. Des erreurs ont également été commises dans le travail. On mangeait, par exemple, gratuitement, ce qui créait une situation de tension dans l'approvisionnement des céréales et des aliments subsidiaires. On faisait souffler le vent du communisme, rendant ainsi impossible la fourniture d'une certaine quantité de produits d'usage courant. La quantité d'acier qui devait être produite en 1959 avait été fixée à 30 millions de tonnes au cours de la Conférence de Peitaiho. Ce chiffre fut ramené à 20 millions de tonnes à la Conférence de Wuch'ang, puis à 16,5 millions de tonnes à la Conférence de Shanghai. En juin 1959, il fut encore abaissé à 13 millions de tonnes. Tout cela a été exploité par les gens qui n'étaient pas d'accord avec nous. Mais ces gens-là n'avaient pas exprimé leur opinion au temps où la ligne de « gauche » était critiquée par le Comité central. Ils n'avaient pas non plus exprimé leur opinion ni au cours des deux Conférences de Chengchow, ni au cours des Conférences de Wuch'ang, de Pékin et de Shanghai. Ils ont attendu pour le faire que la ligne de « gauche » soit éliminée et que des objectifs soient fixés. Si l'on s'oppose à la ligne de « gauche », on doit aussi s'opposer à la ligne de droite. Or, lorsqu'il est devenu nécessaire de s'opposer à la ligne de droite, à la Conférence de Lushan [1], ces gens-là se sont montrés

1. Le 8e plénum du Comité central du PCC s'est tenu du 2 au 16 août 1959 à Lushan, dans le Kiangsi. C'est au cours

de nouveau pour s'opposer à la ligne de « gauche ».

Tout cela indique clairement que la paix ne règne pas sur la terre et que la ligne générale n'est vraiment pas consolidée. Après deux changements de direction et la Conférence de Lushan, la ligne générale est maintenant devenue plus solide. Mais, comme on dit, « jamais deux sans trois » ; il est à craindre que nous ayons à nous préparer pour un troisième changement de direction. Si celui-ci se produit, la ligne générale deviendra encore plus solide. D'après les matériaux réunis par le Comité provincial du Chekiang, les cas de répartition égalitaire et de réquisition sans paiement font de nouveau leur apparition dans certaines communes populaires. Il est encore possible que le vent du communisme souffle de nouveau de manière excessive.

C'est pendant les vicissitudes de l' « antiaventurisme » de 1956 que les incidents de Pologne et de Hongrie éclatèrent sur la scène internationale et que le monde entier devint antisoviétique. Pendant les péripéties de 1959, le monde entier devint antichinois.

En 1957 et à la Conférence de Lushan, nous avons déclenché à deux reprises des campagnes de rectification contre les droitistes. Au cours de ces campagnes, nous avons critiqué suffisamment à fond l'influence de l'idéologie bourgeoise et les vestiges de la bourgeoisie pour permettre aux masses de se libérer de leur emprise. Nous avons en même temps détruit des croyances aveugles, y compris celle de la prétendue « Charte de l'acier * ».

Dans le passé, nous ne savions pas comment orga-

---

de cette réunion que P'eng Teh-huai, alors ministre de la Défense, entra en conflit ouvert avec Mao au sujet du Grand Bond en avant et des communes populaires.

* Cette « charte » vante la qualité des procédés utilisés par une grande usine sidérurgique soviétique. [*Note de l'auteur.*]

niser une révolution socialiste. Nous avons pensé qu'il n'y aurait plus de problème une fois réalisées la coopérativisation agricole et la gestion mixte par l'Etat et par les propriétaires des entreprises. L'attaque fanatique lancée contre nous par les droitistes bourgeois nous a obligés à nous engager dans une révolution socialiste sur le front politique et sur le front idéologique. Cette révolution extrêmement acharnée s'est poursuivie de façon concrète à la Conférence de Lushan. Il était absolument nécessaire de briser la ligne opportuniste de droite au cours de cette conférence.

### *6. Les contradictions entre les pays impérialistes*

Nous devons considérer les luttes entre les pays impérialistes comme des événements importants. Lénine et Staline les considéraient comme tels. Ils qualifiaient ces luttes de forces de réserve de la révolution. La Chine a aussi bénéficié de ces luttes au temps où elle organisait ses bases d'appui révolutionnaires. Dans le passé, il existait en Chine des contradictions entre les différentes factions de la classe des propriétaires fonciers et des compradors. Derrière ces contradictions se dissimulaient les contradictions entre les différents pays impérialistes. Aussi longtemps que nous avons su tirer profit de ces contradictions internes de l'impérialisme, nous n'avons eu à combattre directement, à une même période, qu'une partie des forces ennemies et non toutes ces forces réunies. En outre, nous avons souvent pu trouver le temps de nous reposer et de nous regrouper.

C'est le nombre élevé des contradictions internes de l'impérialisme qui a été l'une des causes les plus importantes de la consolidation de la victoire de la révolution d'Octobre. A l'époque, il y eut l'intervention armée de quatorze pays. Mais les troupes envoyées par chacun

des pays étaient peu nombreuses. D'autre part, les quatorze pays n'étaient pas d'accord entre eux et menaient des intrigues à qui mieux mieux. Ce fut la même chose pendant la guerre de Corée. Les Etats-Unis et leurs alliés n'ont pas agi d'un commun accord. La guerre ne s'est pas étendue car, d'une part, les Etats-Unis hésitaient et, d'autre part, l'Angleterre et la France ne le voulaient pas.

La bourgeoisie internationale est actuellement très inquiète. Chaque fois, lorsque le vent agite les herbes, elle a peur. Elle est très vigilante mais, chez elle, le désordre est grand.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les crises économiques de la société capitaliste sont différentes de celles qui se produisaient au temps de Marx. Elles évoluent. Auparavant, elles se produisaient généralement une fois tous les sept, huit ou dix ans. Or, de la Seconde Guerre mondiale jusqu'en 1959, en l'espace de quatorze ans, il s'est produit trois crises économiques capitalistes.

La situation internationale actuelle est beaucoup plus tendue que celle qu'on a connue après la Première Guerre mondiale. A cette époque, le capitalisme se trouvait encore dans une période de stabilité relative. La révolution avait échoué dans tous les pays à l'exception de l'Union soviétique. L'Angleterre et la France arboraient un air fier et la bourgeoisie de tous les pays ne craignait pas encore beaucoup l'Union soviétique. Le système du colonialisme impérialiste demeurait intact bien que des colonies aient été retirées à l'Allemagne. Après la Seconde Guerre mondiale, trois puissances impérialistes vaincues se sont effondrées. L'Angleterre et la France, affaiblies, étaient sur le déclin. La révolution socialiste avait triomphé dans plus de dix pays. Le système colonialiste se désagrégeait, le monde capitaliste n'a plus retrouvé la stabilité relative qu'il avait connue après la Première Guerre mondiale.

### *7. Pourquoi la révolution industrielle chinoise peut-elle être la plus rapide ?*

Dans le milieu de la bourgeoisie occidentale, certaines personnes admettent maintenant que « la Chine est l'un des pays dans lesquels la révolution industrielle est la plus rapide ». (Cette affirmation figure dans un rapport sur la politique extérieure des Etats-Unis publié par la société américaine K'ang-lun [1].)

Beaucoup de pays, dans le monde, ont déjà fait leur révolution industrielle. Par rapport à la révolution industrielle de ces pays, celle que mène la Chine semble pouvoir être la plus rapide.

Pourquoi notre révolution industrielle est-elle capable d'avoir le développement le plus rapide ? L'une des raisons principales en est que notre révolution socialiste est menée plus à fond.

Nous menons à fond la révolution contre la bourgeoisie. Nous faisons de notre mieux pour éliminer toutes ses influences. Nous détruisons tous les mythes. Nous faisons en sorte que les masses populaires se libèrent définitivement dans tous les domaines.

### *8. Le problème démographique* [2]

Si nous voulons éliminer le phénomène de la surpopulation, la population rurale pose un grand problème. Si nous voulons résoudre ce problème, nous devons développer énergiquement la production. En Chine, plus de

1. Nous n'avons pas pu identifier la société américaine à laquelle Mao fait allusion ici.
2. Ce paragraphe ne figure pas dans le *Wan-sui* de 1967.

500 millions d'hommes sont engagés dans la production agricole. Année après année ils travaillent, mais ils n'ont pas suffisamment pour se nourrir. C'est le phénomène le plus irrationnel. Aux Etats-Unis, la population rurale ne représente que 13 % de la population totale. Or, en moyenne, un Américain dispose de 2 000 *chin* de céréales par an. Nous n'avons pas atteint ce chiffre. Comment faire pour réduire la population rurale ? Il ne faut pas qu'elle vienne dans les villes. Nous devons créer en grand nombre des industries dans les régions rurales afin que les paysans se transforment sur place en ouvriers. Il y a là un problème extrêmement important concernant les mesures à prendre. Le niveau de vie dans les campagnes ne doit pas être inférieur à celui qu'on trouve dans les villes. Il doit être proche du niveau de vie dans les villes ou même légèrement plus élevé. Chaque commune populaire doit posséder ses propres centres économiques et ses propres établissements d'enseignement supérieur afin de former ses propres intellectuels. C'est ainsi que nous pourrons résoudre réellement le problème de la surpopulation des régions rurales.

**TABLE**

*Introduction* ..... 5

*Note sur les textes....* ..... 27

TEXTE I : A propos des *Problèmes économiques du socialisme en URSS* de Staline (novembre 1958) .... 32

TEXTE II : Annotations des *Problèmes économiques du socialisme en URSS* (1959) ..... 40

TEXTE III : Notes de lecture sur le *Manuel d'économie politique* de l'Union soviétique (1960) ..... 59

1. Le passage du capitalisme au socialisme ..... 59
2. La période de transition ..... 60
3. Caractère identique et caractère spécifique de la révolution prolétarienne dans différents pays. 61
4. Le problème du « passage pacifique » ..... 66
5. Quelques problèmes concernant la transformation de la révolution démocratique en une révolution socialiste ..... 67
6. Violence et dictature du prolétariat ..... 68
7. Le problème de la forme de l'Etat prolétarien 70
8. La transformation de l'industrie et du commerce capitalistes ..... 71
9. A propos des paysans moyens ..... 73
10. L'alliance des ouvriers et des paysans ..... 75
11. La transformation des intellectuels ..... 76
12. Les relations entre l'industrialisation et la collectivisation de l'agriculture ..... 78
13. A propos de la guerre et de la révolution ..... 79
14. La révolution est-elle plus difficile à faire dans les pays arriérés ? ..... 81
15. L'industrie lourde est-elle la base de la transformation socialiste ? ..... 82

16. Les caractéristiques de la thèse de Lénine sur l'entrée dans la voie du socialisme ..... 83
17. Le rythme de l'industrialisation est un problème aigu ..... 83
18. Si l'on développe simultanément les grandes, les moyennes et les petites entreprises, c'est pour une industrialisation à un rythme rapide ..... 84
19. Deux systèmes socialistes de propriété peuvent-ils coexister pendant longtemps ? ..... 85
20. La transformation socialiste de l'agriculture ne peut pas dépendre uniquement des machines .. 87
21. La prétendue « consolidation définitive » .. 88
22. A propos de la guerre et de la paix ..... 92
23. L' « unanimité » est-elle la force motrice du développement de la société ? ..... 94
24. Les droits des travailleurs dans le système socialiste ..... 95
25. Le passage au communisme est-il une révolution ? 96
26. « Il n'est pas absolument nécessaire que la Chine adopte une forme aiguë de lutte des classes » : une prétendue thèse ! ..... 98
27. Le délai nécessaire pour réaliser l'édification du socialisme ..... 100
28. A propos, une fois de plus, des relations entre l'industrialisation et la transformation socialiste ..... 101
29. A propos de la contradiction entre les rapports de production et les forces productives socialistes ..... 103
30. Le passage du système de la propriété collective au système de la propriété du peuple entier est inévitable ..... 104
31. La propriété individuelle ..... 106
32. La contradiction est la force motrice du développement de la société socialiste ..... 108
33. Le processus dialectique de la connaissance .... 110
34. Les syndicats et le système du chef unique .. 112
35. Prendre des théories et des principes comme point de départ n'est pas une méthode marxiste. 112
36. Les expériences avancées peuvent-elles être propagées sans difficulté ? ..... 113
37. Le travail de planification ..... 114
38. L'augmentation prioritaire de la production des moyens de production et le développement simultané de l'industrie et de l'agriculture .... 116

39. Les conceptions erronées du déterminisme de la distribution ..... 118
40. La primauté de la politique et la stimulation matérielle ..... 119
41. L'équilibre et le déséquilibre ..... 121
42. La prétendue « stimulation matérielle » ..... 125
43. Les rapports humains dans les entreprises socialistes ..... 129
44. Les tâches de choc et les tâches à accomplir de manière accélérée ..... 130
45. La loi de la valeur et le travail de planification. 132
46. A propos des formes de salaires ..... 134
47. Deux questions sur les prix ..... 135
48. L'adoption simultanée de méthodes traditionnelles et étrangères et le développement simultané des grandes, des moyennes et des petites entreprises ..... 136
49. Les tracteurs d'abord ou la coopérativisation d'abord ? ..... 139
50. « Premièrement, l'agrandissement ; deuxièmement, le renforcement du caractère communautaire » ..... 141
51. Pourquoi met-on spécialement l'accent sur les intérêts matériels ? ..... 142
52. C'est l'homme qui fait les choses ..... 143
53. Le transport et le commerce ..... 145
54. Le développement simultané de l'industrie et de l'agriculture ..... 146
55. Le problème du niveau de l'accumulation .... 148
56. Le problème de l'Etat dans le communisme .... 149
57. Le passage au communisme ..... 150
58. Les perspectives du développement du système de la propriété collective ..... 151
59. L'élimination des différences entre la ville et la campagne ..... 152
60. Le problème de l'établissement d'un système économique dans les pays socialistes ..... 153
61. Le développement des pays socialistes peut-il être « nivelé » ? ..... 155
62. Le problème fondamental est celui des systèmes. 156
63. Les relations entre les deux systèmes économiques mondiaux ..... 156
64. A propos des critiques adressées à Staline .... 157
65. Jugement d'ensemble sur le *Manuel* ..... 159

66. Sur la manière de rédiger un manuel d'économie politique ..... 164
67. A propos de la méthode de recherche qui consiste à prendre les phénomènes comme point de départ pour arriver à l'essence même des choses .. 167
68. La philosophie doit servir la politique de son temps ..... 170

ADDENDA

1. Le problème de l'industrialisation de la Chine. 172
2. A propos de la place de l'homme dans la société et de ses capacités ..... 174
3. S'appuyer sur les masses ..... 176
4. Quelques comparaisons entre les processus de développement soviétique et chinois ..... 178
5. Le processus de la formation et de la consolidation de la ligne générale ..... 180
6. Les contradictions entre les pays impérialistes .. 185
7. Pourquoi la révolution industrielle chinoise peut-elle être la plus rapide ? ..... 187
8. Le problème démographique ..... 187

IMP. HÉRISSEY A ÉVREUX (EURE)
D. L. 1er TRIM. 1975. N° 3519 (15652)

POLITIQUE COLLECTION DIRIGEE PAR JACQUES JULLIARD

Les problèmes politiques sont les problèmes de tout le monde : les problèmes de tout le monde sont des problèmes politiques.

# Mao Tsé-toung annote le *Manuel d'économie politique* de l'URSS et compare le modèle soviétique à la voie chinoise.

**Hu Chi-hsi**
Chercheur au C.N.R.S., affecté au Centre d'étude des relations internationales de la Fondation nationale des sciences politiques, a publié *Pékin et le mouvement communiste indien* (Armand Colin, 1972).

imprimé en France 1-75